RAPPORT ANNUEL DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC ET DE SES ÉTABLISSEMENTS 2006-2007

LES CHANTIERS
EAU
FORÊT
DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL
SANTÉ
ÉNERGIE

Québec, le 15 avril 2008

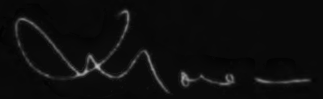
Madame Michelle Courchesne
Ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Madame la Ministre,

Conformément à l'article 25 de la Loi sur l'Université du Québec, je vous transmets notre rapport annuel pour l'exercice terminé le 31 mai 2007.

Veuillez agréer, Madame la Ministre, l'expression de mes sentiments distingués.

Le président,



Pierre Moreau

Édition : Daniel Guay
Coordination : Thérèse Plante
Conception et réalisation graphiques : Denis Savard
Impression : K2 Impressions

Les textes de ce rapport annuel nous ont été fournis par les établissements.
Nous remercions nos collègues du réseau de nous avoir transmis le matériel photographique approprié.

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 1202-175X
Conformément à la Loi sur la protection des non-fumeurs, l'Université du Québec a adopté des mesures limitant l'usage du tabac.

Rapport du président 4

Code d'éthique et de déontologie 10

Statistiques

Inscriptions 12

Diplômes 14

Personnel 16

Recherche 18

Données financières 20

Rapports des établissements

Université du Québec à Montréal 22

Université du Québec à Trois-Rivières 26

Université du Québec à Chicoutimi 30

Université du Québec à Rimouski 34

Université du Québec en Outaouais 38

Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue 42

Institut national de la recherche scientifique 46

École nationale d'administration publique 50

École de technologie supérieure 54

États financiers 58

Un réseau universitaire à l'aube de la quarantaine

L'Université célébrera son quarantième anniversaire en 2008.

En 1968, l'Assemblée nationale du Québec créait l'Université du Québec selon un modèle unique d'infrastructure devenu, depuis, le plus important réseau universitaire au Canada avec 87 110 étudiants inscrits dans ses neuf établissements établis dans une cinquantaine de villes du Québec et, par l'enseignement à distance, actifs à la grandeur du territoire québécois.

Au plan administratif, ses neuf établissements, bien qu'autonomes avec leurs lettres patentes, sont réunis autour de l'Assemblée des gouverneurs, l'instance de gouvernance du réseau.

Avec l'arrivée du président Moreau et la production en 2005 de *Vision 2010*, l'orientation du mandat institutionnel est devenue résolument académique.

Au plan académique, les établissements concertent leurs actions et orientations, mettent en commun des services, partagent des programmes de formation et participent à des chantiers de recherche autour de thématiques d'intérêt commun.

La problématique financière de l'Université du Québec à Montréal a amené l'Assemblée des gouverneurs à créer un Comité de travail sur la gouvernance chargé d'examiner prioritairement les processus administratifs et de gestion des projets de développement immobilier, de suivi budgétaire qui y sont associés et tout autre élément relié aux autorisations des instances de l'Université du Québec.

Les recommandations du Comité conduiront, en 2008, à une réflexion de fond sur la gouvernance et le potentiel de valeur ajoutée des actions menées en réseau.

L'AXE RÉSEAU

Depuis 1968, l'Université du Québec a émis 436 415 diplômes, dont 19 490 en 2006, et 57,4 % à des femmes. Au 31 mars 2007, elle compte 6159 employés, dont 2418 enseignants.

En 2006-2007, l'Assemblée des gouverneurs a accueilli deux nouveaux membres. Danielle Laberge, rectrice par intérim de l'Université du Québec à Montréal, remplace Roch Denis, et Jason Brushey, étudiant de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue, succède à Yannick Richer, étudiant de l'Université du Québec à Montréal.

Le Comité de régie est composé de Pierre Moreau, président, Daniel Coderre, vice-président à l'enseignement et à la recherche, Jean Lavoie, nouvellement nommé vice-président à l'administration en remplacement de Louis Gendreau, Michel Quimper, secrétaire général et directeur de l'administration et des affaires juridiques, Bernard Beaudin, directeur du développement et des relations publiques, et Daniel Guay, adjoint exécutif au président.

Pierre Moreau, président de l'Université du Québec, lors de la 11e Conférence nord-américaine de CONAHEC. À sa gauche, Abigail Friedman, consule générale des États-Unis et Gerald Brown, président de l'Association canadienne des collèges communautaires du Canada.

Développement de l'enseignement et de la recherche

Le Fonds de développement académique du réseau (FODAR) disposait d'une enveloppe de 1 923 500 $ pour des projets multi-institutionnels, selon les volets suivants, le solde allant à la gestion du fonds :

- Actions stratégiques en formation et en recherche : 1,2 million de dollars à dix-huit projets.
- Communauté scientifique réseau : 250 000 $ à trente et un projets.
- Soutien aux programmes conjoints : 350 000 $ à treize programmes : sept de doctorat, cinq de maîtrise et un de baccalauréat.
- Prix d'excellence : 60 000 $ en bourses.

Le budget dédié à l'acquisition documentaire par les bibliothèques du réseau en 2006-2007, est de 8,7 millions de dollars, soit 28 % de leur budget total.

Déploiement hors Québec

Une première en Amérique francophone, l'Université a accueilli à Québec, du 25 au 27 avril 2007, la 11e Conférence nord-américaine de CONAHEC, le Consortium pour la collaboration en enseignement supérieur en Amérique du Nord, sous le thème *Repenser l'Amérique du Nord : éducation supérieure, identités régionales et défis globaux*, soit plus de 400 représentants de 125 universités du Mexique, des États-Unis et du Canada, et d'associations telles l'Association des universités et

Le tout nouvel immeuble de l'Université du Québec, l'Édifice Fleurie, a remporté le Prix des édifices publics et institutionnels décerné par la Ville de Québec dans le cadre des mérites d'architecture. Lors de l'événement, plus de 80 réalisations architecturales de Québec étaient en compétition pour remporter les honneurs dans douze catégories.

collèges du Canada (AUCC), l'Association des collèges communautaires du Canada (ACCC), et l'Association nationale des universités et des institutions d'enseignement supérieur (ANUIES).

L'Université s'est jointe à deux consortiums européens : l'Université virtuelle en environnement et développement durable (UVED), et le campus numérique ENVAM.

Réalisations immobilières

Maintenant construit à Québec, l'Édifice Fleurie offre aux établissements du réseau : 41 studios et 12 chambres en mode appartement pour étudiants, des espaces institutionnels pour la Télé-université et le siège social ainsi que des salles de cours et de réunions.

En décembre 2008, à l'édifice Henri-Julien à Montréal, on complétera le réaménagement des espaces estimé à 43 millions de dollars, pour localiser sur une base permanente le Conservatoire de Musique et d'Art dramatique de Montréal.

L'AXE FORMATION

À l'automne 2006, le réseau compte plus de 750 programmes d'études aux trois cycles. Il accueille 87 110 étudiants au total, dont 53 622 en équivalence au temps plein; 18 206 sont de nouveaux étudiants inscrits au premier cycle et 16 244 sont inscrits aux cycles supérieurs, soit une proportion de 18,6 %. 3900 étudiants proviennent de 102 pays.

On note une augmentation de 0,8 % des inscriptions par rapport à l'automne précédent, effet de la baisse démographique, mais une augmentation de 11 % par rapport à l'automne 2000.

Programmes conjoints

Plusieurs programmes sont adaptés, extensionnés ou offerts conjointement aux trois cycles. À titre d'exemple, en réponse au Rapport de la Commission d'étude sur la gestion de la forêt publique québécoise (Commission Coulombe), les six établissements à vocation générale du réseau de l'Université du Québec, soit les universités du Québec à Montréal, Trois-Rivières, Chicoutimi, Rimouski, en Outaouais et en Abitibi-Témiscamingue, ont développé un nouveau projet réseau de maîtrise professionnelle en gestion durable des écosystèmes forestiers. Ce programme multidisciplinaire, qui répond à des besoins constatés par les intervenants du milieu depuis quelques années, est à l'étape de l'évaluation de qualité par la Commission d'évaluation des projets de programme de la CREPUQ.

Réussite étudiante

L'Université vise à créer et maintenir un environnement favorable à la réussite étudiante et à l'accès au diplôme en appuyant les établissements du réseau dans la définition et la mise en œuvre de stratégies de soutien à l'apprentissage.

Consortium d'animation sur la persévérance et la réussite en enseignement supérieur (CAPRES)

Le CAPRES mobilise les milieux universitaires et collégiaux intéressés par la réussite étudiante, l'accès aux

Doctorats honorifiques 2006-2007

UQAM Jacques Bouveresse
Manuel Castells
Guy Coulombe
Francesco Frangialli
Tirril Olivia Harris
Fernand Leduc
Koichiro Matsuura
Bernard Miège
Maurice Nivat
Réal Raymond
Michel Tremblay

UQAC Lucien Bouchard
Boutros Boutros-Ghali

INRS Marc Renaud

études et au diplôme, en réalisant plusieurs activités d'animation et de diffusion des résultats de recherches et de pratiques innovantes. À travers le CAPRES, l'Université du Québec est associée à l'Université du Québec à Montréal dans un vaste projet de recherche et de transfert de connaissances portant sur les transitions scolaires dans l'enseignement postsecondaire canadien. Ce projet bénéficie de 1,97 million de dollars sur trois ans, de la Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire.

Enquête ICOPE
(Indicateurs de COnditions de Poursuite des Études)
Une nouvelle enquête ICOPE a été réalisée à l'automne 2006 auprès de tous les nouveaux étudiants de l'Université (taux de participation de 52 %). La saisie et la validation des données étant complétées, elles seront analysées durant la prochaine année pour fournir aux établissements une image actuelle de leurs étudiants et de leurs besoins.

Démarche PROSPERE
(PROfil de Succès PERsonnel des Études)
Disponible à tous les programmes de baccalauréat de tous les établissements du réseau, PROSPERE a été utilisé, à l'automne 2006, par 92 programmes de cinq établissements. À l'automne 2007, sept établissements participent à l'opération.

Acquisition de compétences
Dans le Programme de développement des compétences informationnelles, un plan de promotion et un document vidéo ont été produits avec de futurs employeurs pour sensibiliser les étudiants à l'importance de maîtriser les ressources informationnelles pour être efficaces dans leurs activités professionnelles.

Le projet CommUniQ (développement des compétences communicationnelles et langagières) a souligné l'importance de l'accompagnement pédagogique des enseignants dans leur appropriation du développement de ces compétences.

Innovation pédagogique
En cinq années de travail, le statut de communauté de pratique active et le leadership réseau du Groupe d'intervention en innovation pédagogique (GRIPP) sont confirmés en matière d'innovation pédagogique et de valorisation de l'enseignement.

L'AXE RECHERCHE
À l'École de technologie supérieure (ÉTS), les revenus de recherche ont plus que doublé, se chiffrant à 24 671 millions de dollars, soit la deuxième croissance la plus forte, un bond du 36e au 29e rang des universités sondées.

Ceux de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue ont connu une croissance de plus de 16 %, pour se chiffrer à 11 693 millions de dollars.

L'Institut national de recherche scientifique (INRS) est passé du 4e au 3e rang canadien pour l'intensité de sa recherche, avec plus de 285 000 $ par professeur, conservant ainsi le 24e rang en ce qui a trait à ses revenus de recherche.

Avec 209 millions de dollars en octrois de recherche, l'Université se classe au 11e rang canadien mais au 1er rang parmi les universités sans faculté de médecine. Son succès auprès des conseils subventionnaires fédéraux mérite d'être souligné puisqu'elle se classe au 2e rang canadien en sciences sociales et humaines, et au 9e rang en sciences naturelles et en génie.

Sa performance auprès des organismes subventionnaires québécois la place au 2e rang en sciences sociales et humaines et au 4e rang en sciences naturelles et en génie.

Valorisation de la recherche et de l'innovation sociale et technologique (ValoRIST)
L'innovation demeure au cœur des préoccupations de l'Université qui assure la coordination d'initiatives d'envergure.

La communauté ValoRIST, en place depuis mars 2006, réunit des membres de tous les établissements du réseau.

Avec cette initiative, l'Université souhaite accélérer et optimiser les activités de valorisation de la recherche.

ValoRIST bénéficie du support des trois conseils subventionnaires fédéraux : le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie (CRSNG), les Instituts de recherches en santé du Canada (IRSC) et le Centre de recherches en sciences humaines (CRSH) par leur Programme de mobilisation de la propriété intellectuelle.

Au cours de la dernière année, ValoRIST a organisé plusieurs ateliers et séminaires de formation et œuvré au développement d'outils de travail à l'intention de ses membres.

Réseau québécois en innovation sociale (RQIS)
Soutenu financièrement par le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE) et l'Université, le projet RQIS a été réalisé avec le Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES).

Il a permis de réaliser un état de situation de l'innovation sociale au Québec, d'établir un schéma global d'un processus d'innovation sociale, d'expérimenter

des outils d'accompagnement, et de constituer un réseau dynamique de plus en plus reconnu.

Démarré en août 2005, le projet RQIS devait se terminer le 31 décembre 2006. Grâce au renouvellement de son financement, il poursuivra ses activités jusqu'en 2010.

Ses objectifs :

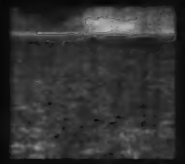
- Consolider son action d'animation;
- Développer des outils d'accompagnement pour faciliter la liaison et le transfert des connaissances entre les milieux de la recherche et ceux des utilisateurs d'innovations sociales;
- Accompagner des projets en innovation sociale.

Chantiers de la Commission de planification

Le réseau de l'Université du Québec poursuit ses efforts de développement par les chantiers multidisciplinaires de recherche thématique suivants :

Santé

Les activités ont démarré à l'automne 2006, suite au Symposium de la Commission de planification sur la santé. Son développement se poursuivra en gardant comme objectifs : de fédérer les forces du réseau dans le domaine de la santé, d'accroître les relations entre les disciplines, et d'appuyer le transfert des connaissances vers les personnes, les organisations et les milieux. L'Université développera des liens plus étroits avec le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) ainsi qu'avec les organismes subventionnaires du secteur de la santé.



Eau

Ce chantier vise notamment à mieux coordonner les ressources et les interventions dans le domaine de l'eau pour en accroître l'impact, en regard des défis du développement durable en matière d'usage et de gestion de l'eau. On a produit un inventaire promotionnel des activités de formation et de recherche faisant état

Lauréats des Prix d'excellence 2006

Prix d'excellence en enseignement – Prix Réalisation
Bernard Hétu, professeur, Département de géographie, Université du Québec à Rimouski

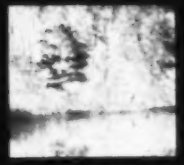
Prix d'excellence en enseignement – Prix Carrière
Claude Pichet, professeur, Département de mathématiques, Université du Québec à Montréal

Prix d'excellence en recherche – Prix Réalisation
Claude La Charité, professeur, Département de lettres, Université du Québec à Rimouski

Prix d'excellence en gestion – Prix Réalisation
Hugues Paris, directeur du service des immeubles et équipements, Université du Québec à Chicoutimi

PHOTO 1 : **Pierre Moreau, président de l'Université du Québec, Bernard Hétu, Prix d'excellence en enseignement – Prix Réalisation et Michel Ringuet, recteur de l'Université du Québec à Rimouski.** PHOTO 2 : **Pierre Moreau, Claude Pichet, Prix d'excellence en enseignement – Prix Carrière et Carole Lamoureux, vice-rectrice aux études et à la vie étudiante, Université du Québec à Montréal.** PHOTO 3 : **Pierre Moreau, Claude La Charité, Prix d'excellence en recherche – Prix Réalisation et Michel Ringuet.** PHOTO 4 : **Pierre Moreau, Vincent Grégoire (pour l'équipe du Service des immeubles et équipements de l'Université du Québec à Chicoutimi, dirigée par Hugues Paris), Prix d'excellence en Gestion – Prix Réalisation et Michel Belley, recteur de l'Université du Québec à Chicoutimi.**

de 120 chercheurs abordant une vaste gamme de thématiques et de problématiques allant de l'hydrogéologie à la gouvernance de l'eau, en passant par l'écologie des eaux douces et les ressources marines. Le document a aussi été utilisé pour faire la promotion de partenariats en formation et en recherche avec des universités européennes.



Forêt

En matière de formation, le développement d'un programme de maîtrise réseau en gestion durable des écosystèmes forestiers s'est poursuivi, et son implantation est prévue pour l'automne 2008. De plus, grâce à un partenariat conclu avec ENVAM, un campus numérique thématique dédié à l'environnement et à l'aménagement, l'Université participe à la production de modules de formation touchant la forêt et à la préparation du Sommet sur l'avenir du secteur forestier, où elle assure la présidence du comité sectoriel universitaire. En recherche, une réflexion amorcée vise à proposer un nouveau modèle de recherche forestière pour le Québec.

Développement territorial

Les efforts de l'Université visent à maximiser ses capacités en recherche sur les territoires par une intégration des sciences économiques, sociales et naturelles. Une attention particulière est portée à l'intégration des enjeux de développement territorial à ses autres chantiers.

Enseignement à distance

Dans le cadre du projet REA-UQ, financé par le programme FODAR, un système de gestion des ressources d'enseignement et d'apprentissage (REA) est disponible dans quelques établissements. Ces dépôts peuvent être connectés avec ceux de nos partenaires pour la réutilisation et le partage de ressources. L'Université est engagée dans des travaux avec le Groupe de travail sur les normes du Québec (GTNQ) soutenu par le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) pour favoriser l'accès à des ressources d'enseignement et d'apprentissage de qualité pour les trois ordres d'enseignement.

Les liens avec l'Université virtuelle environnement et développement durable (UVED), en France, ont conduit à un projet de développement des contenus d'un cours de chimie environnementale par des professeurs de l'Université du Québec à Trois-Rivières et de l'École de technologie supérieure ainsi que de l'Université Bordeaux 1 et de l'Université d'Algarve, au Portugal. À titre de membre d'UVED et du campus numérique ENVAM, l'Université offre aux établissements du réseau un accès à un ensemble de REA développées par ses partenaires.

Mobilité étudiante

Pour une deuxième année, l'Université du Québec à Rimouski a organisé un stage de trois semaines sur la géographie morphologique de l'Est du Québec (Bas-Saint-Laurent, Gaspésie, Côte Nord). Une trentaine d'étudiants de l'Université du Québec à Montréal, à Chicoutimi et à Rimouski participaient à cette formation de terrain. Forte de ces expériences, l'Université compte insérer la mobilité étudiante dans les activités des chantiers, ainsi que dans les activités internationales des établissements du réseau.

Contribution des établissements du réseau au développement des territoires

Un rapport de septembre 2006 conclut que les actions des établissements s'inscrivent dans une tendance en faveur d'un meilleur arrimage des connaissances universitaires à des questionnements du milieu, et de la valorisation des résultats de recherche sous forme d'innovations technologiques et sociales utilisables à court terme pour contribuer au développement des territoires comme nul autre établissement universitaire au Québec.

Perspectives d'avenir

L'Université est consciente qu'en quarante ans d'histoire, son infrastructure en réseau, unique au Québec et au Canada, a souvent été testée et contestée bien que ce modèle soit florissant aux États-Unis et en demande croissante en Europe.

Ses instances de gouvernance sont conscientes de l'importance d'une vigilance constante de ses processus administratifs, de transparence et de reddition de comptes, et sa direction est convaincue de la nécessité d'une révision et d'une revitalisation continue de la gouvernance du réseau pour en optimiser la valeur ajoutée.

L'économie mondiale du savoir condamne les sociétés et leurs universités à l'adaptation et à l'innovation en continu, les problématiques globales nécessitant des approches plus facilement réalisables en réseaux partenariaux qu'en isolement.

Ainsi, les chantiers de recherche de l'Université du Québec vont produire des programmes de formation transdisciplinaires adaptés aux problématiques du Québec, comme son modèle en réseau a su s'adapter aux besoins de ses régions.

En toute lucidité, ce réseau à l'aube de sa première quarantaine, représente un succès de solidarité et un atout de maturité auxquels d'autres universités ne peuvent que rêver, alors que l'Université du Québec n'a plus qu'à en actualiser le potentiel de valeur ajoutée.

Pierre Moreau,
Président

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC

DIRECTION

PIERRE MOREAU
Président

DANIEL CODERRE
Vice-président à l'enseignement et à la recherche

LOUIS GENDREAU
Vice-président à l'administration

MICHEL QUIMPER
Secrétaire général et directeur de l'administration et des affaires juridiques

ASSEMBLÉE DES GOUVERNEURS

Président

PIERRE MOREAU *
Président, Université du Québec

Membres

BENOÎT BAZOGE
Professeur, Université du Québec à Montréal

YVES BEAUCHAMP
Directeur général, École de technologie supérieure

MICHEL BELLEY
Recteur, Université du Québec à Chicoutimi

GHISLAIN BOURQUE *
Recteur, Université du Québec à Trois-Rivières

JASON BRUSHEY
Étudiant, Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue

MONIQUE CHARBONNEAU
Présidente-directrice générale, CEFRIO

JEAN-PIERRE CLERMONT *
Conseiller et administrateur de sociétés

JACQUES DIGNARD
Premier vice-président aux ressources humaines, Fédération des caisses Desjardins du Québec

GEORGES FRENETTE *
Professeur, Université du Québec à Chicoutimi

CHRISTIAN GOULET *
Vice-président adjoint, Bell Canada

JOHANNE JEAN
Rectrice, Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue

DANIELLE LABERGE
Rectrice par intérim, Université du Québec à Montréal

PAUL LAFLEUR
Président du conseil et chef de la direction, BPR Groupe Conseil

PIERRE LAPOINTE
Directeur général, Institut national de la recherche scientifique

CARROLL L'ITALIEN
Vice-président principal, Bombardier inc

PIERRE MARTIN
Étudiant, Université du Québec à Chicoutimi

MARCELLINE PICARD-KANAPE
Administratrice

MARCEL PROULX
Directeur général, École nationale d'administration publique

MICHEL RINGUET
Recteur, Université du Québec à Rimouski

CLAIRE SIMARD *
Directrice générale, Musée de la civilisation

JEAN VAILLANCOURT *
Recteur, Université du Québec en Outaouais

HUBERT WALLOT
Professeur, Télé-université, composante de l'UQAM

Personnes convoquées

LOUISE BERTRAND
Directrice générale, Télé-université, composante de l'UQAM

DANIEL CODERRE
Vice-président à l'enseignement et à la recherche, Université du Québec

LOUIS GENDREAU
Vice-président à l'administration, Université du Québec

Secrétaire

MICHEL QUIMPER
Secrétaire général et directeur de l'administration et des affaires juridiques, Université du Québec

* Membre du Comité exécutif

CONSEIL DES ÉTUDES

Président

PIERRE MOREAU
Président, Université du Québec

Membres

FRANCINE BELLE-ISLE
Vice-recteur à l'enseignement et à la recherche, Université du Québec à Chicoutimi

SIMON BOLDUC
Étudiant, Université du Québec à Chicoutimi

LISE BOUDREAULT
Étudiante, École nationale d'administration publique

CÉDRIC BRUNELLE
Étudiant, Institut national de la recherche scientifique

DANIEL CODERRE
Vice-président à l'enseignement et à la recherche, Université du Québec

DENIS DUBÉ
Vice-recteur à l'enseignement et à la recherche, Université du Québec en Outaouais

JEAN FERRON
Vice-recteur à la formation et à la recherche, Université du Québec à Rimouski

RAYNALD GAREAU
Professeur, Université du Québec à Trois-Rivières

CAROLE LAMOUREUX
Vice-rectrice aux études et à la vie étudiante, Université du Québec à Montréal

SINH LEQUOC
Directeur scientifique, Institut national de la recherche scientifique

DENIS MARTEL
Vice-recteur à l'enseignement et à la recherche et registraire, Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue

NELSON MICHAUD
Directeur de l'enseignement et de la recherche, École nationale d'administration publique

AHMED NACIRI
Professeur, Université du Québec à Montréal

MARIE-HÉLÈNE NOISEUX
Professeure, Université du Québec à Montréal

CLAUDE OUVRIER
Directeur des affaires académiques et directeur exécutif, École de technologie supérieure

ANDRÉ PARADIS
Vice-recteur aux études de premier cycle et au soutien académique, Université du Québec à Trois-Rivières

Personne convoquée

RAYMOND DUCHESNE
Directeur de l'enseignement et de la recherche, Télé-université, composante de l'UQAM

Secrétaire

MICHEL QUIMPER
Secrétaire général et directeur de l'administration et des affaires juridiques, Université du Québec

COMMISSION DE PLANIFICATION

Président

PIERRE MOREAU
Président, Université du Québec

Membres

YVES BEAUCHAMP
Directeur général, École de technologie supérieure

MICHEL BELLEY
Recteur, Université du Québec à Chicoutimi

GHISLAIN BOURQUE
Recteur, Université du Québec à Trois-Rivières

DANIEL CODERRE
Vice-président à l'enseignement et à la recherche, Université du Québec

LOUIS GENDREAU
Vice-président à l'administration, Université du Québec

JOHANNE JEAN
Rectrice, Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue

DANIELLE LABERGE
Rectrice par intérim, Université du Québec à Montréal

PIERRE LAPOINTE
Directeur général, Institut national de la recherche scientifique

MARCEL PROULX
Directeur général, École nationale d'administration publique

MICHEL RINGUET
Recteur, Université du Québec à Rimouski

JEAN VAILLANCOURT
Recteur, Université du Québec en Outaouais

Personne convoquée

LOUISE BERTRAND
Directrice générale, Télé-université, composante de l'UQAM

Secrétaire

MICHEL QUIMPER
Secrétaire général et directeur de l'administration et des affaires juridiques, Université du Québec

10
CODE D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE

Mise en application du Code d'éthique et de déontologie au cours de l'année 2006-2007

Au cours de l'année 2006-2007, le comité d'éthique et de déontologie de l'Université du Québec responsable de la mise en œuvre du code d'éthique et de déontologie applicable aux membres de l'Assemblée des gouverneurs n'a été saisi d'aucune demande d'avis ni d'aucune allégation de manquement aux dispositions de ce code.

1. Titre

Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée des gouverneurs de l'Université du Québec.

2. Préambule

Le présent code a pour objet d'établir des règles de conduite applicables aux membres de l'Assemblée des gouverneurs de l'Université du Québec en vue de maintenir et de promouvoir l'intégrité, l'objectivité et la transparence de leurs fonctions à titre d'administrateur, de façon à préserver leur capacité d'agir au mieux des intérêts et de la mission de l'Université du Québec et à inspirer la plus entière confiance auprès du public.

À ces fins, l'Assemblée des gouverneurs adopte les règles qui suivent conformément aux dispositions de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif*.

3. Champ d'application

Chaque membre de l'Assemblée des gouverneurs est tenu de se conformer aux règles de conduite prescrites par le présent code. Un membre est en outre tenu aux devoirs et obligations prescrits par les lois et règlements qui régissent l'Université du Québec, par les dispositions applicables de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* (L.R.Q. c. M-30) et ses règlements concernant l'éthique et la déontologie, ainsi que les articles 321 à 326 du Code civil du Québec.

4. Devoirs généraux

Le membre de l'Assemblée des gouverneurs doit, dans l'exercice de ses fonctions, agir avec intégrité, indépendance, loyauté et bonne foi au mieux des intérêts de l'Université du Québec, et avec soin, diligence et compétence, comme le ferait en pareilles circonstances une personne raisonnable.

Il doit organiser ses affaires personnelles de telle sorte qu'elles ne puissent nuire à l'exercice de ses fonctions.

5. Règles relatives à l'utilisation des biens et ressources de l'Université du Québec

Le membre de l'Assemblée des gouverneurs ne doit pas confondre les biens de l'Université du Québec avec les siens. Il ne peut utiliser les biens, ressources matérielles, physiques ou humaines de l'Université à son profit ou au profit de tiers, à moins d'avoir obtenu une autorisation préalable.

6. Règles relatives à l'information

Le membre de l'Assemblée des gouverneurs est tenu à la discrétion sur ce dont il a connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions et est tenu, à tout moment, de respecter le caractère confidentiel de l'information ainsi reçue.

Il ne peut utiliser à son profit ou au profit d'un tiers l'information obtenue dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions.

7. Règles de conduite sur les conflits d'intérêts

Le membre de l'Assemblée des gouverneurs doit éviter de se placer dans une situation de conflit entre son intérêt personnel et les obligations de ses fonctions.

8. Situations de conflit d'intérêts

Constitue une situation de conflit d'intérêts :

a) la situation où un membre de l'Assemblée des gouverneurs a, directement ou indirectement, un intérêt personnel et distinct dans une délibération de l'Assemblée des gouverneurs ;

b) la situation où un membre de l'Assemblée des gouverneurs a, directement ou indirectement, un intérêt dans une entreprise qui transige ou est sur le point de transiger avec l'Université du Québec ;

c) la situation où un membre de l'Assemblée des gouverneurs a, directement ou indirectement, un intérêt dans un contrat ou une transaction, ou un projet de contrat ou de transaction, avec l'Université du Québec ;

d) la situation où un membre de l'Assemblée des gouverneurs occupe une fonction de direction au sein d'une entreprise ou d'un organisme dont les intérêts entrent en concurrence avec ceux de l'Université du Québec.

9. Intérêts incompatibles avec la charge d'administrateur et retrait de la séance lors de délibérations sur les conditions de travail, conventions collectives ou protocole d'entente

Les membres de l'Assemblée des gouverneurs ci-après énumérés :

a) le président de l'Université ;

b) le recteur de chaque université constituante ;

c) les quatre personnes désignées parmi les directeurs généraux des instituts de recherche et des écoles supérieures ;

d) les professeurs et les étudiants ;

ne peuvent, sous peine de déchéance de leur charge, avoir un intérêt direct ou indirect dans une entreprise qui met en conflit leur intérêt personnel et les devoirs de leurs fonctions. Toutefois, cette déchéance n'a pas lieu si cet intérêt leur échoit par succession ou par donation, pourvu qu'ils y renoncent ou en disposent avec diligence.

Les membres de l'Assemblée des gouverneurs ci-après énumérés :

e) les membres provenant des milieux sociaux, culturels, des affaires et du travail ;

f) le membre provenant du milieu de l'enseignement collégial ;

qui ont un intérêt direct ou indirect dans une entreprise qui met en conflit leur intérêt personnel et celui de l'Université du Québec doivent, sous peine de déchéance de leur charge, le dénoncer par écrit au président de l'Assemblée des gouverneurs et s'abstenir de participer à toute délibération et à toute décision portant sur l'entreprise dans laquelle ils ont leur intérêt ou à toute séance au cours de laquelle leur intérêt est débattu.

Le membre du personnel de l'Université du Québec, d'une université constituante ou d'une école supérieure qui fait partie de l'Assemblée des gouverneurs à titre de professeur ou d'étudiant, doit quitter toute séance pendant la durée des délibérations et du vote sur toute question concernant les négociations relatives à la convention collective ou au contrat collectif de travail en tenant lieu qui le régit ou qui régit d'autres membres du personnel de l'Université du Québec, d'une université constituante, d'un institut de recherche ou d'une école supérieure.

Un membre du personnel de l'Université du Québec, d'une université constituante, d'un institut de recherche ou d'une école supérieure doit quitter toute séance pendant la durée des délibérations et du vote sur toute question dans laquelle il a un intérêt personnel et distinct.

10. Règle prohibant l'acceptation de cadeaux ou autres avantages

Un membre de l'Assemblée des gouverneurs ne peut accepter aucun cadeau, marque d'hospitalité ou autre avantage que ceux d'usage et de valeur modeste. Tout autre cadeau, marque d'hospitalité ou avantage reçu doit être retourné au donateur.

11. Règle prohibant l'acceptation de faveurs ou avantages

Le membre de l'Assemblée des gouverneurs ne peut, directement ou indirectement, accorder, solliciter ou accepter une faveur ou un avantage indu pour lui-même ou pour un tiers.

12. Règle prohibant l'influence

Le membre de l'Assemblée des gouverneurs doit, dans la prise de ses décisions, éviter de se laisser influencer par des offres d'emploi.

13. Règles applicables après la cessation des fonctions

Le membre de l'Assemblée des gouverneurs qui a cessé d'exercer sa charge d'administrateur doit se comporter de façon à ne pas tirer d'avantages indus de sa charge antérieure.

Dans l'année qui suit la fin de sa charge d'administrateur, un membre de l'Assemblée des gouverneurs ne doit pas divulguer une information confidentielle qu'il a obtenue ni donner à quiconque des conseils fondés sur de l'information non disponible au public au sujet d'une procédure, d'une négociation ou d'une autre opération à laquelle l'Université du Québec est partie, ne peut donner des conseils, ni agir au nom ou pour le compte d'autrui relativement à cette procédure, cette négociation ou cette autre opération.

Pendant la même période et dans les mêmes circonstances, les membres de l'Assemblée des gouverneurs ne peuvent traiter avec la personne visée au premier alinéa.

14. Mécanismes d'application

14.1 Comité d'éthique et de déontologie

Le comité d'éthique et de déontologie relève de l'Assemblée des gouverneurs. Il est formé de trois (3) membres de l'Assemblée, dont un président, désignés par l'Assemblée des gouverneurs pour une durée de trois (3) ans. Le secrétaire général, ou son mandataire, agit comme secrétaire.

Lorsqu'un membre du comité d'éthique et de déontologie est visé par une allégation découlant de l'application du présent code, l'Assemblée des gouverneurs doit pourvoir à son remplacement dans les meilleurs délais.

14.1.1 Mandat du comité

Le comité a pour mandat :

a) de remplir les responsabilités qui lui sont confiées par le Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée des gouverneurs de l'Université du Québec ;

b) de diffuser et de promouvoir ce code d'éthique et de déontologie auprès des membres de l'Assemblée des gouverneurs ;

c) de présenter à l'Assemblée des gouverneurs un rapport annuel et toutes recommandations qu'il juge appropriées en matière d'éthique et de déontologie. Le comité indique dans son rapport annuel le nombre de demandes d'avis qu'il a reçues ainsi que le nombre de dossiers d'allégations de manquements au code d'éthique et de déontologie dont il a traité au cours de l'année et leur suivi ;

d) de conseiller les membres de l'Assemblée des gouverneurs sur toute question relative à l'application du code d'éthique et de déontologie.

14.1.2 Pouvoirs du comité

Outre les pouvoirs qui lui sont conférés par le Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée des gouverneurs de l'Université du Québec, le comité d'éthique et de déontologie peut :

a) établir ses propres règles de fonctionnement et de régie interne, dont il informe l'Assemblée des gouverneurs ;

b) procéder à toute consultation qu'il juge utile à l'exécution de son mandat.

14.2 Traitement des allégations de transgression du code

Un membre de l'Assemblée des gouverneurs ou l'Assemblée des gouverneurs, lorsqu'il y a des motifs sérieux de croire qu'une contravention au présent code a été commise, peut en saisir par écrit, le président du comité d'éthique et de déontologie et lui remettre tous les documents disponibles et pertinents.

Le comité d'éthique et de déontologie détermine, après examen, s'il y a matière à ouvrir un dossier. Dans l'affirmative, il avise, par écrit, la personne concernée des manquements qui lui sont reprochés et lui remet copie de tous les documents et de toute autre information à son dossier se rapportant aux manquements reprochés.

Le comité d'éthique et de déontologie rencontre la personne concernée ainsi que toute autre personne dont il estime la présence pertinente afin de recueillir leurs observations et points de vue.

Lorsque le rapport du comité d'éthique et de déontologie conclut qu'il y a eu contravention au présent code et recommande une sanction, l'Assemblée des gouverneurs donne à la personne concernée l'occasion de présenter son point de vue. Elle rend sa décision par scrutin secret.

14.3 Sanctions

Une contravention au présent code peut donner lieu à un avertissement, une réprimande, une demande de corriger la situation qui a généré la transgression du code, une demande de révocation à l'autorité compétente, si le manquement est grave ou s'il y a refus de donner suite à la décision de l'Assemblée des gouverneurs faisant état d'une demande de correction de situation.

14.4 Mesures provisoires

Lorsqu'une situation urgente nécessite une intervention rapide ou dans un cas présumé de faute grave, le comité d'éthique et de déontologie peut faire une demande à l'autorité compétente de relever provisoirement de ses fonctions le membre à qui l'on reproche une contravention au présent code, le temps nécessaire pour examiner la situation et prendre la décision appropriée.

14.5 Demande d'avis

L'Assemblée des gouverneurs ou l'un de ses membres peut demander l'avis du comité d'éthique et de déontologie sur la conformité d'une conduite ou d'une situation donnée avec le présent code.

15. Disposition finale

Entrée en vigueur

Le présent code entre en vigueur dès son adoption[1] par l'Assemblée des gouverneurs.

---

1 Adopté par l'Assemblée des gouverneurs, le 9 décembre 1998, résolution 1998-16-AG-R-200

LES INSCRIPTIONS

INSCRIPTIONS À L'AUTOMNE 2006[1]

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ETS	RÉSEAU
NOMBRE TOTAL D'INSCRIPTIONS[2]	49 229	10 711	6 390	5 429	5 598	2 642	566	1 842	4 703	87 110
EN ÉQUIVALENCE AU TEMPS PLEIN DE L'ANNÉE 2006-2007	28 508	7 624	4 153	3 362	3 527	1 509	304	667	3 968	53 622
NOUVEAUX DANS L'ÉTABLISSEMENT AU 1er CYCLE	10 610	2 408	1 159	1 146	1 247	628	N.A.P.	N.A.P.	1 008	18 206

À l'automne 2006, l'Université du Québec comptait 87 110 étudiants, ce qui représente une augmentation de 0,8 % par rapport à l'automne précédent. Au premier cycle, le nombre d'étudiants s'inscrivant pour la première fois dans un établissement du réseau de l'Université du Québec représente 25,7 % des étudiants de premier cycle. La proportion d'étudiants de deuxième cycle se situe à 15,1 % de l'ensemble des étudiants, alors que celle des étudiants de troisième cycle se situe à 3,5 %. Soulignons que le volume des étudiants de deuxième et de troisième cycles a enregistré une croissance de 24 % depuis l'automne 2001.

INDICATEURS (en %)

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ETS	RÉSEAU
% D'INSCRIPTIONS AU BACCALAURÉAT À TEMPS PLEIN SUR L'ENSEMBLE DES INSCRIPTIONS DE 1er CYCLE	34,7	55,0	50,5	50,9	48,6	41,5	N.A.P.	N.A.P.	60,0	42,1
% D'INSCRIPTIONS AUX CYCLES SUPÉRIEURS SUR L'ENSEMBLE DES INSCRIPTIONS	16,4	13,4	17,0	16,7	20,7	19,0	100,0	100,0	13,9	18,6
% DE FEMMES AUX CYCLES SUPÉRIEURS	54,8	54,0	54,9	53,0	53,8	67,8	43,6	53,3	19,3	53,0

À l'automne 2006, 42,1 % des étudiants de premier cycle à l'Université du Québec étaient inscrits à temps plein à un programme de baccalauréat **(FIGURE 1)**. Le poids relatif des étudiants aux cycles supérieurs continue d'augmenter et atteint maintenant 18,6 % **(FIGURE 2)**, alors qu'il n'était que de 16,6 % en 2001. En ce qui concerne la proportion des femmes aux cycles supérieurs, elle se situe à 53,0 % **(FIGURE 3)**, alors que la proportion de femmes sur l'ensemble des inscriptions s'avère relativement stable depuis plusieurs années, et se situe à 60,8 % à l'automne 2006.

FIGURE 1
Baccalauréat à temps plein sur les inscriptions du 1er cycle (en %)

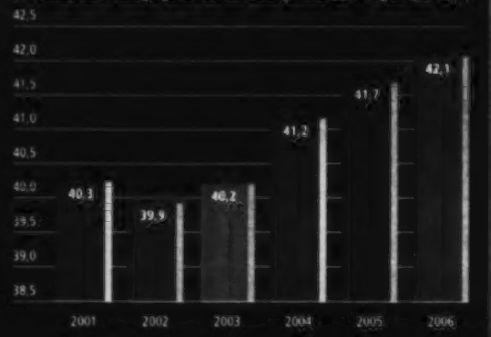


FIGURE 2
Inscriptions aux cycles supérieurs sur l'ensemble des inscriptions (en %)

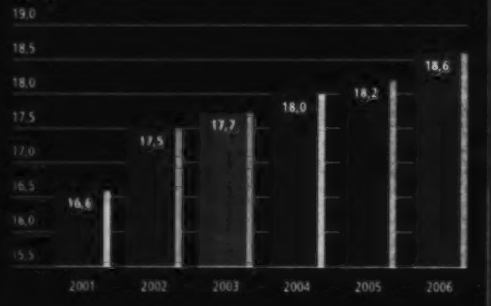
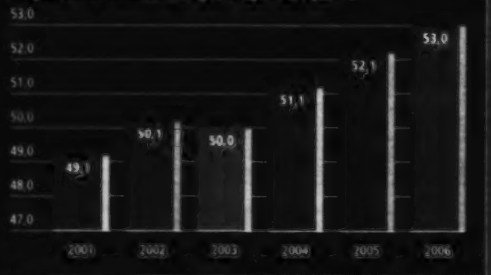


FIGURE 3
Proportion de femmes aux cycles supérieurs (en %)



1 Source : Système PRISME, Vice-présidence à l'enseignement et à la recherche.

2 Les données incluent les programmes d'échanges ou les programmes relevant de l'entente sur les transferts de crédits gérée par la CREPUQ.

RÉPARTITION SELON LE GENRE DE PROGRAMME (en %)

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ETS	RÉSEAU
BACCALAURÉAT	39.3	60.2	54.9	58.0	55.1	42.2	N.A.P.	N.A.P.	71.9	46.0
CERTIFICAT	31.0	20.5	21.0	20.1	19.9	29.4	N.A.P.	N.A.P.	7.0	25.4
AUTRES 1er CYCLE[4]	13.2	5.8	7.1	4.6	4.3	9.3	N.A.P.	N.A.P.	7.3	10.0
MAÎTRISE	8.1	7.8	9.8	9.7	12.8	5.1	40.3	51.4	7.6	9.9
DIPLÔME	1.7	1.1	3.1	2.3	3.7	3.6	-	24.1	0.4	2.3
DOCTORAT	2.9	3.7	2.6	1.8	0.6	1.1	49.8	1.8	4.3	3.1
AUTRES 2e ET 3e CYCLES[4]	3.2	0.9	1.5	2.9	3.6	9.3	9.9	22.7	1.5	3.3

Une proportion de 71,4 % des étudiants de l'Université du Québec sont inscrits à un programme de baccalauréat ou de certificat tandis que 15,3 % des étudiants poursuivent des études à la maîtrise, au diplôme ou au doctorat **(FIGURES 4 ET 5)**

RÉPARTITION SELON LE DOMAINE D'ÉTUDES (en %)

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ETS	RÉSEAU
SCIENCES DE LA SANTÉ	0.4	14.5	5.8	15.4	10.4	12.9	12.0	-	-	4.5
SCIENCES PURES	5.0	3.6	3.8	2.1	-	1.6	53.4	-	-	4.4
SCIENCES APPLIQUÉES	3.2	8.7	9.6	2.5	3.9	3.7	11.8	-	92.5	10.3
SCIENCES HUMAINES	20.1	22.0	18.6	10.0	18.9	15.6	12.9	-	-	17.8
LETTRES	6.7	3.3	5.4	1.3	3.9	-	-	-	-	4.9
DROIT	1.5	-	-	-	-	-	-	-	-	0.8
SCIENCES DE L'ÉDUCATION	10.9	15.5	20.9	27.3	11.4	17.9	-	-	-	12.6
SCIENCES DE L'ADMINISTRATION	31.9	27.3	26.0	32.5	43.4	26.1	-	96.5	-	31.0
ARTS	5.1	1.1	3.7	-	3.4	8.2	-	-	-	3.8
ÉTUDES PLURISECTORIELLES	13.2	4.0	6.2	3.9	4.7	14.0	9.9	3.5	7.5	9.9

À l'automne 2006, 71,6 % des étudiants de l'Université du Québec ont choisi d'étudier en sciences humaines, en sciences de l'éducation, en sciences de l'administration ou en sciences appliquées. Cette proportion s'est avérée relativement stable au fil des ans. Par rapport à l'automne 2001, la proportion d'inscriptions dans le secteur de l'éducation a diminué légèrement, passant de 14,8 % à 12,6 %. Au cours de la même période, le secteur des sciences de la santé a connu des hausses constantes, passant de 3,2 % à 4,5 %. Il en est de même pour le secteur des sciences humaines qui est passé de 14,9 % à l'automne 2001 à 17,8 % à l'automne 2006 **(FIGURE 6)**.

3. Les données de l'UQTR incluent les doctorats de premier cycle.

4. Comprend les programmes courts, les propédeutiques ainsi que les étudiants libres et les auditeurs.

— Aucune inscription.

N.A.P. : Ne s'applique pas.

FIGURE 4
Évolution de la proportion des inscriptions (en %)

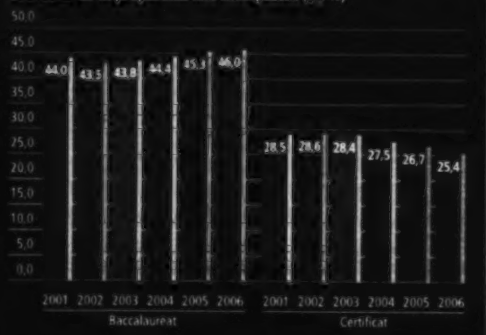


FIGURE 5
Évolution de la proportion des inscriptions (en %)

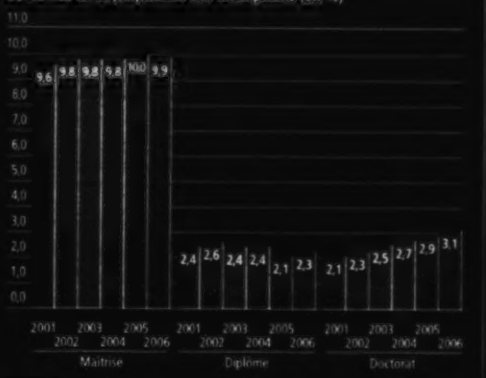


FIGURE 6
Évolution de la proportion des inscriptions dans les domaines qui regroupent le plus d'étudiants (en %)

RÉPARTITION SELON LE GENRE DE PROGRAMME (en %)

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ETS	RÉSEAU
BACCALAURÉAT[3]	39,3	60,2	54,9	58,0	55,1	42,2	N.A.P.	N.A.P.	71,9	46,0
CERTIFICAT	31,0	20,5	21,0	20,7	19,9	29,4	N.A.P.	N.A.P.	7,0	25,4
AUTRES 1er CYCLE[4]	13,2	5,8	7,1	4,6	4,3	9,3	N.A.P.	N.A.P.	7,3	10,0
MAÎTRISE	8,7	7,8	9,8	9,7	12,8	5,1	40,3	51,4	7,6	9,9
DIPLÔME	1,7	1,1	3,1	2,3	3,7	3,6	–	24,1	0,4	2,3
DOCTORAT	2,9	3,7	2,6	1,8	0,6	1,1	49,8	1,8	4,3	3,1
AUTRES 2e ET 3e CYCLES[4]	3,2	0,9	1,5	2,9	3,6	9,3	9,9	22,7	1,5	3,3

Une proportion de 71,4 % des étudiants de l'Université du Québec sont inscrits à un programme de baccalauréat ou de certificat tandis que 15,3 % des étudiants poursuivent des études à la maîtrise, au diplôme ou au doctorat **(FIGURES 4 ET 5)**.

RÉPARTITION SELON LE DOMAINE D'ÉTUDES (en %)

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ETS	RÉSEAU
SCIENCES DE LA SANTÉ	0,4	14,5	5,8	15,4	10,4	12,9	12,0	–	–	4,5
SCIENCES PURES	5,0	3,6	3,8	7,1	–	1,6	53,4	–	–	4,4
SCIENCES APPLIQUÉES	5,2	8,7	9,6	2,5	3,9	3,7	11,8	–	92,5	10,3
SCIENCES HUMAINES	20,1	22,0	18,6	10,0	18,9	15,6	12,9	–	–	17,8
LETTRES	6,7	3,3	5,4	1,3	3,9	–	–	–	–	4,9
DROIT	1,5	–	–	–	–	–	–	–	–	0,8
SCIENCES DE L'ÉDUCATION	10,9	15,5	20,9	27,3	11,4	17,9	–	–	–	12,6
SCIENCES DE L'ADMINISTRATION	31,9	27,3	26,0	32,5	43,4	26,1	–	96,5	–	31,0
ARTS	5,1	1,1	3,7	–	3,4	8,2	–	–	–	3,8
ÉTUDES PLURISECTORIELLES	13,2	4,0	6,2	3,9	4,7	14,0	9,9	3,5	7,5	9,9

À l'automne 2006, 71,6 % des étudiants de l'Université du Québec ont choisi d'étudier en sciences humaines, en sciences de l'éducation, en sciences de l'administration ou en sciences appliquées. Cette proportion s'est avérée relativement stable au fil des ans. Par rapport à l'automne 2001, la proportion d'inscriptions dans le secteur de l'éducation a diminué légèrement, passant de 14,8 % à 12,6 %. Au cours de la même période, le secteur des sciences de la santé a connu des hausses constantes, passant de 3,2 % à 4,5 %. Il en est de même pour le secteur des sciences humaines qui est passé de 14,9 % à l'automne 2001 à 17,8 % à l'automne 2006 **(FIGURE 6)**.

3 Les données de l'UQTR incluent les doctorats de premier cycle.

4 Comprend les programmes courts, les propédeutiques ainsi que les étudiants libres et les auditeurs.

– Aucune inscription.

N.A.P. Ne s'applique pas.

FIGURE 4
Évolution de la proportion des inscriptions (en %)

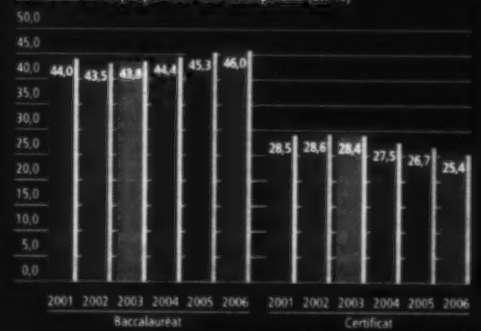


FIGURE 5
Évolution de la proportion des inscriptions (en %)

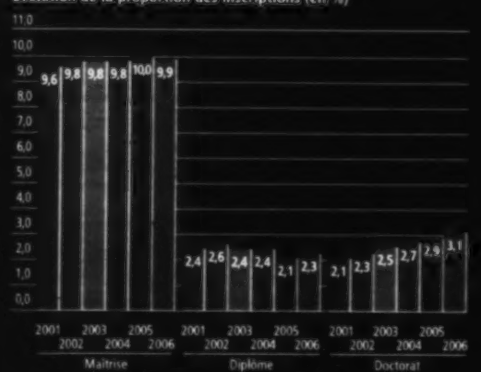
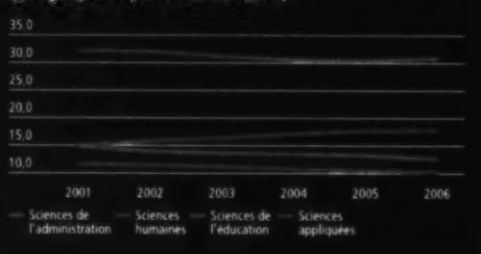


FIGURE 6
Évolution de la proportion des inscriptions dans les domaines qui regroupent le plus d'étudiants (en %)



LES DIPLÔMES[1]

TOTAL DES DIPLÔMES DÉCERNÉS

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ETS	RÉSEAU
EN 2006	10 591	2 185	2 193	1 182	1 400	531	106	416	886	19 490
DE 1968 À 2006 INCLUSIVEMENT	237 861	64 807	41 964	31 854	28 925	11 903	1 736	6 623	10 742	436 415

Depuis sa fondation, l'Université du Québec a délivré 436 415 diplômes, dont 57,4 % ont été attribués à des femmes. En 2006, 19 490 nouveaux diplômes ont été décernés, ce qui constitue une légère diminution de 0,6 % par rapport à 2005. De ce nombre, 8 899 l'ont été par l'Assemblée des gouverneurs et 10 591[2] par le Conseil d'administration de l'Université du Québec à Montréal. La proportion de femmes diplômées au premier cycle demeure particulièrement élevée, celles-ci récoltant 63,0 % des diplômes émis au baccalauréat, et 66,9 % au certificat. Aux cycles supérieurs, cette proportion se situe à 45,3 % **(FIGURE 7)**.

RÉPARTITION DES DIPLÔMES DÉCERNÉS EN 2006 SELON LE GENRE (en %)

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ETS	RÉSEAU
BACCALAURÉAT	42,3	60,1	46,3	58,1	55,7	48,2	..	..	74,8	47,4
CERTIFICAT	41,4	27,2	23,9	26,5	23,6	44,2	..	..	8,5	33,1
MAÎTRISE	12,8	10,6	22,0	8,6	11,2	1,9	80,2	65,9	13,5	14,5
DIPLÔME	2,4	1,0	5,3	6,3	9,5	4,9	..	33,2	1,4	3,9
DOCTORAT	1,1	1,1	0,5	0,5	..	0,8	19,8	0,9	1,8	1,1

En 2006, le nombre de diplômes émis par rapport à 2005 a augmenté pour chacun des genres de programmes, sauf au certificat de premier cycle où il a diminué de 7,2 %. Au baccalauréat, l'augmentation s'élève à 3,5 %, elle est de 1,7 % à la maîtrise, et de 6,1 % au doctorat **(FIGURE 8)**.

FIGURE 7
Proportion des hommes et des femmes selon le genre de diplômes décernés en 2006 (en %)

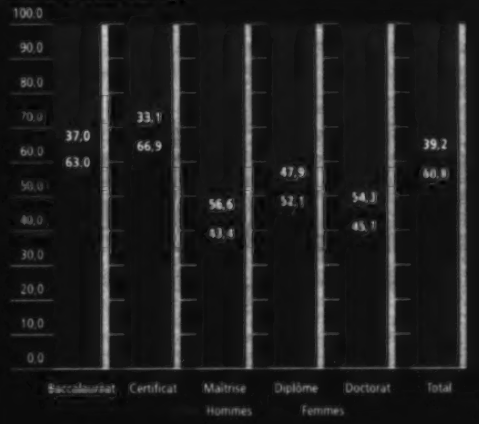
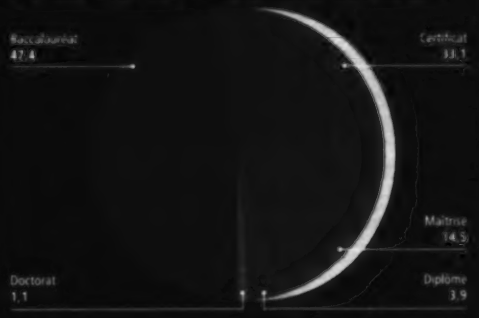


FIGURE 8
Répartition des diplômes décernés en 2006 selon le genre (en %)



1 Source: Système PRISME, Vice-présidence à l'enseignement et à la recherche.

2 De ce nombre, 878 ont été émis pour la composante Télé-université de l'UQAM.

RÉPARTITION DES DIPLÔMES DÉCERNÉS EN 2006 SELON LE DOMAINE D'ÉTUDES (en %)

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ETS	RÉSEAU
SCIENCES DE LA SANTÉ	0,1	14,6	4,8	19,3	7,0	13,7	14,2	–	–	4,4
SCIENCES PURES	4,9	5,1	3,9	8,4	0,2	1,3	63,2	–	–	4,6
SCIENCES APPLIQUÉES	5,6	7,8	7,0	2,6	5,0	2,1	15,1	–	100,0	10,0
SCIENCES HUMAINES	18,7	27,2	14,6	3,1	13,9	24,1	7,5	–	–	16,8
SCIENCES DE L'ÉDUCATION	11,0	14,1	12,0	30,5	8,9	12,4	–	–	–	11,7
SCIENCES DE L'ADMINISTRATION	43,2	27,6	53,5	34,2	57,0	30,5	–	100,0	–	41,7
ARTS	6,0	0,8	2,4	–	3,6	10,4	–	–	–	4,1
LETTRES	6,9	1,7	1,4	1,2	3,9	–	–	–	–	4,4
DROIT	1,9	–	–	–	–	–	–	–	–	1,0
ÉTUDES PLURISECTORIELLES[3]	1,7	1,1	0,4	0,7	0,5	5,5	–	–	–	1,3

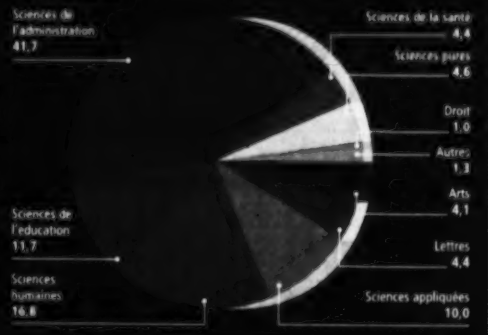
La répartition des diplômes décernés selon le domaine d'études s'est avérée relativement stable au fil des ans. Depuis 2001, la proportion de diplômes décernés en sciences de l'administration est passée de 37,4 % du total des diplômes à 41,7 % en 2006. Au cours de la même période, cette proportion est passée de 15,0 % à 11,7 % en sciences de l'éducation, de 17,0 % à 16,8 % en sciences humaines, et de 5,1 % à 4,6 % en sciences pures **(FIGURE 9)**.

POUR LES PROGRAMMES CONDUISANT À L'OBTENTION D'UN GRADE UNIVERSITAIRE (en %)

	BACCALAURÉAT	MAÎTRISE	DOCTORAT
SCIENCES DE LA SANTÉ	6,1	0,5	1,4
SCIENCES PURES	4,3	8,8	21,4
SCIENCES APPLIQUÉES	14,5	9,0	14,8
SCIENCES HUMAINES	20,6	13,3	43,8
SCIENCES DE L'ÉDUCATION	17,5	2,9	4,8
SCIENCES DE L'ADMINISTRATION	26,1	58,8	4,8
ARTS	5,8	2,3	5,2
LETTRES	2,0	3,7	3,8
DROIT	1,5	0,7	–
ÉTUDES PLURISECTORIELLES[4]	1,6		

La répartition des diplômes entre les différents domaines d'études varie selon le grade décerné. Ainsi, 21,4 % des diplômes de doctorat sont décernés en sciences pures, alors que ce même secteur ne compte que pour 4,3 % des diplômes de baccalauréat. De même, la proportion de diplômes décernés en sciences humaines est de 43,8 % au niveau du doctorat, alors qu'elle n'est que de 20,6 % au niveau du baccalauréat. À l'inverse, le secteur des sciences de l'administration, qui compte pour 26,1 % de tous les diplômes de baccalauréat décernés, et pour 58,8 % des diplômes de maîtrise, se retrouve avec seulement 4,8 % du volume des doctorats.

FIGURE 9
Répartition des diplômes décernés en 2006 selon le domaine d'études (en %)



3. Comprend le baccalauréat ès arts avec majeure, le baccalauréat ès arts par cumul de certificats ou mineures, le certificat d'études pluridisciplinaires et le certificat personnalisé.

4. Comprend le baccalauréat ès arts avec majeure et le baccalauréat ès arts par cumul de certificats ou mineures.

– Aucun diplôme.

RÉPARTITION DU PERSONNEL RÉGULIER PAR CATÉGORIE[1]

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ETS	UQ	CSC[2]	RÉSEAU
ENSEIGNANT	1 084	341	206	174	175	103	144	41	150	–	–	2 418
DIRECTION	124	27	21	21	19	15	16	9	27	20	2	301
PROFESSIONNEL	416	117	86	76	55	28	59	26	79	27	14	983
TECHNIQUE	330	95	63	45	52	24	68	37	82	14	2	812
BUREAU	623	160	121	85	79	36	64	38	93	23	3	1 323
MÉTIERS ET SERVICES	148	39	24	28	6	–	42	3	32	–	–	322
TOTAL	2 725	779	521	429	386	206	393	154	463	84	21	6 159

Parmi le personnel régulier de l'Université du Québec, 39,3 % sont des enseignants. Vient ensuite le personnel professionnel et technique qui représente 29,2 % des effectifs et le personnel des groupes bureau et métiers et services (26,7 % des effectifs). Quant au personnel de direction, il constitue 4,9 % du personnel régulier **(FIGURE 10)**. Par rapport à 2006, les effectifs totaux ont augmenté de 1,5 %, alors que sur une période de cinq ans, soit depuis 2002, cette hausse se situe à 12,6 %. Les plus fortes augmentations se situent chez le personnel professionnel (21,2 % par rapport à 2002) et technique (16,5 % par rapport à 2002). Toujours au cours de la même période, le personnel enseignant régulier a augmenté de 12,1 % et le personnel de direction de 4,0 %.

RÉPARTITION DU PERSONNEL ENSEIGNANT RÉGULIER PAR DOMAINE (en %)[3]

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ETS	RÉSEAU
SCIENCES DE LA SANTÉ	1.2	9.6	4.6	10.2	7.4	6.7	11.7	–	–	4.8
SCIENCES PURES	12.9	16.0	19.1	25.6	2.9	5.7	46.4	–	11.3	15.6
SCIENCES APPLIQUÉES	7.8	12.3	12.5	9.7	9.7	18.1	17.0	4.9	86.0	15.3
SCIENCES HUMAINES	32.9	26.8	22.3	14.2	29.2	25.7	24.2	39.0	2.0	26.3
LETTRES	5.8	5.4	6.5	5.7	6.3	3.8	–	–	–	4.9
DROIT	3.4	0.3	1.9	–	1.1	–	–	4.9	–	1.7
SCIENCES DE L'ÉDUCATION	10.8	16.0	14.9	17.0	11.4	22.9	–	–	–	11.8
SCIENCES DE L'ADMINISTRATION	14.9	11.5	14.9	17.0	27.4	15.2	–	51.2	0.7	14.5
ARTS	10.3	2.1	3.3	0.6	4.6	1.9	–	–	–	5.1

Une proportion de 38,1 % du personnel enseignant régulier enseigne dans des disciplines reliées aux sciences humaines et à l'éducation. Les autres disciplines qui regroupent le plus d'enseignants à l'Université du Québec sont les sciences pures (15,6 %), les sciences appliquées (15,3 %) et les sciences de l'administration (14,5 %) **(FIGURE 11)**.

FIGURE 10
Répartition du personnel régulier au 31 mars 2007 selon la catégorie (en %)

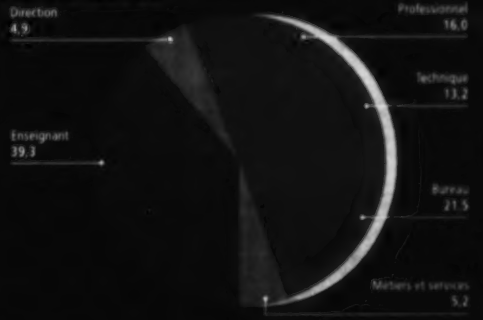
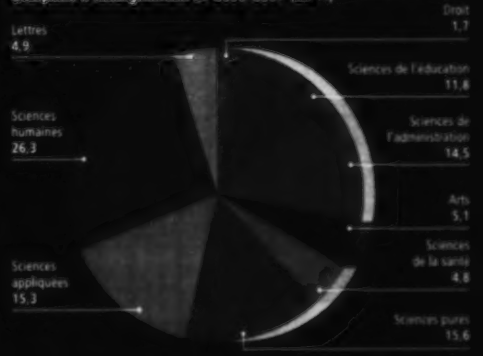


FIGURE 11
Répartition du personnel enseignant régulier selon la principale discipline d'enseignement en 2006-2007 (en %)



1 Source : Budgets de fonctionnement 2006-2007, Vice-présidence à l'administration. Personnel régulier en place au 31 mars 2007 et occupant un poste autorisé au Fonds de fonctionnement ou au Fonds avec restriction. Données arrondies à l'entier.

2 Centre de services communs de l'Université du Québec.

3 Source : Fichiers des établissements transmis à la CREPUQ dans le cadre de l'enquête sur le personnel enseignant. Personnel en fonction au 1er octobre 2006. Jusqu'en 2001, la méthode de regroupement disciplinaire se basait sur la variable « Unité administrative de rattachement » de l'enseignant, alors qu'elle se base maintenant sur la variable « Principale discipline d'enseignement ». Les comparaisons de données avec les années antérieures doivent donc se faire sous toutes réserves.

INDICATEURS SUR LE PERSONNEL ENSEIGNANT RÉGULIER

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ETS	RÉSEAU
% DE DÉTENTEURS DE DOCTORAT[4]	85,2	79,8	77,6	78,4	78,9	54,3	100,0	92,7	74,7	81,7
% DE FEMMES[5]	32,2	31,6	31,2	31,3	38,9	38,1	21,6	26,8	11,3	30,6
RATIO EEETP/PERSONNEL ENSEIGNANT[6]	26,3	22,4	20,2	19,3	20,2	14,7	N.A.P.	N.A.P.	26,5	23,6

Au sein de l'Université du Québec, la proportion de professeurs qui détiennent au moins un doctorat se situe à l'automne 2006 à 81,7 %, ce qui constitue une augmentation de 2,6 % depuis 2001 **(FIGURE 12)**. Signalons également l'accroissement de la représentation des femmes parmi le personnel enseignant régulier **(FIGURE 13)**. En effet, la proportion des femmes est passée de 27,4 % en 2001 à 30,6 % en 2006. Quant au ratio de l'effectif étudiant en équivalence au temps plein (EEETP) sur le nombre de professeurs, il s'élève à 23,6 en 2006, comparativement à 22,4 en 2001.

CHARGÉS DE COURS

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ETS	RÉSEAU
CHARGÉS DE COURS[7]	1 571	522	383	310	376	217	N.A.P.	75	225	3 679
% DE FEMMES CHEZ LES CHARGÉS DE COURS	40,7	42,5	43,3	48,1	44,7	47,9	N.A.P.	17,3	11,6	40,4

FIGURE 12
Évolution de détenteurs de doctorat parmi le personnel enseignant régulier (en %)

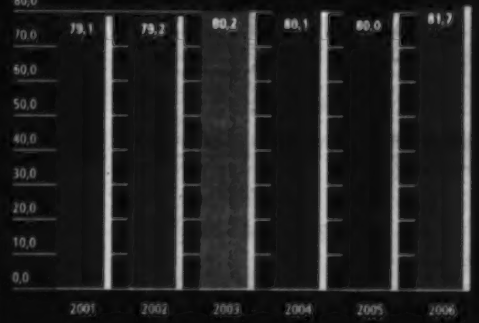
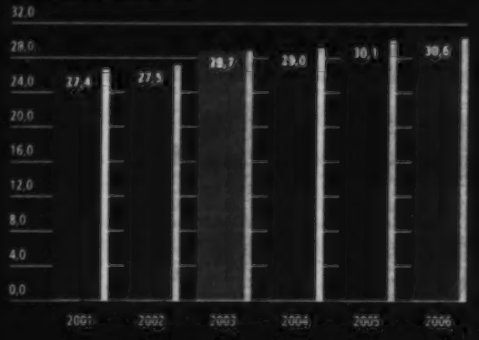


FIGURE 13
Évolution de la proportion de femmes parmi le personnel enseignant régulier (en %)



4 Source : Fichiers des établissements transmis à la CREPUQ dans le cadre de l'enquête sur le personnel enseignant. Personnel en fonction au 1er octobre 2006. L'information n'étant pas disponible pour 21 individus, ceux-ci ont été exclus du calcul.

5 Source : Fichiers des établissements transmis à la CREPUQ dans le cadre de l'enquête sur le personnel enseignant. Personnel en fonction au 1er octobre 2006.

6 Ce ratio est calculé pour les établissements offrant des programmes de 1er cycle.

7 Source : Données recueillies auprès des établissements pour l'année universitaire 2006-2007 et transmises par la Direction des relations du travail.

N.A.P. : Ne s'applique pas.

– Aucun employé.

INDICATEURS SUR LE PERSONNEL ENSEIGNANT RÉGULIER

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ETS	RÉSEAU
% DE DÉTENTEURS DE DOCTORAT[4]	85,2	79,8	77,6	78,4	78,9	54,3	100,0	92,7	74,7	81,7
% DE FEMMES[5]	32,2	31,6	31,2	31,3	38,9	38,1	21,6	26,8	11,3	30,6
RATIO EEETP/PERSONNEL ENSEIGNANT[6]	26,3	22,4	20,2	19,3	20,2	14,7	N.A.P.	N.A.P.	26,5	23,6

Au sein de l'Université du Québec, la proportion de professeurs qui détiennent au moins un doctorat se situe à l'automne 2006 à 81,7 %, ce qui constitue une augmentation de 2,6 % depuis 2001 **(FIGURE 12)**. Signalons également l'accroissement de la représentation des femmes parmi le personnel enseignant régulier **(FIGURE 13)**. En effet, la proportion des femmes est passée de 27,4 % en 2001 à 30,6 % en 2006. Quant au ratio de l'effectif étudiant en équivalence au temps plein (EEETP) sur le nombre de professeurs, il s'élève à 23,6 en 2006, comparativement à 22,4 en 2001.

CHARGÉS DE COURS

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ETS	RÉSEAU
CHARGÉS DE COURS	1 571	522	387	310	376	217	N.A.P.	75	225	3 679
% DE FEMMES CHEZ LES CHARGÉS DE COURS	46,7	42,5	43,3	48,1	44,7	47,9	N.A.P.	17,3	11,6	40,4

FIGURE 12
Évolution de détenteurs de doctorat parmi le personnel enseignant régulier (en %)

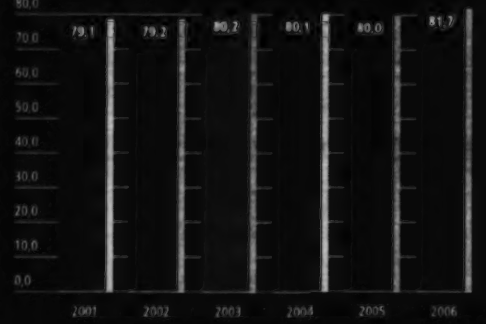
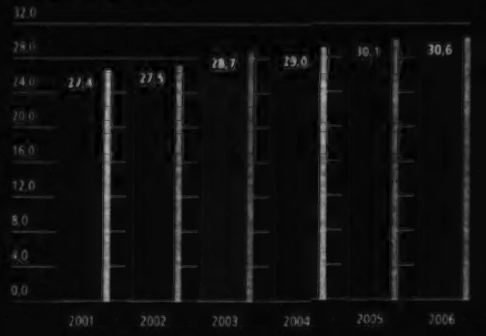


FIGURE 13
Évolution de la proportion de femmes parmi le personnel enseignant régulier (en %)



4. Source : Fichiers des établissements transmis à la CREPUQ dans le cadre de l'enquête sur le personnel enseignant. Personnel en fonction au 1er octobre 2006. L'information n'était pas disponible pour 21 individus. Ceux-ci ont été exclus du calcul.
5. Source : Fichiers des établissements transmis à la CREPUQ dans le cadre de l'enquête sur le personnel enseignant. Personnel en fonction au 1er octobre 2006.
6. Le ratio est calculé pour les établissements offrant des programmes de 1er cycle.
7. Source : Données recueillies auprès des établissements pour l'année universitaire 2006-2007 et transmises par la Direction des relations du travail.

N.A.P. : Ne s'applique pas.

Aucun employé.

RECHERCHE SUBVENTIONNÉE ET CONTRACTUELLE 2006-2007

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ETS	RÉSEAU
NOMBRE D'OCTROIS	1 314	365	409	265	124	269	653	96	505	4 000
MONTANT DES OCTROIS EN 000 $ - EXCLUANT FCI ET CONTREPARTIES	54 372	13 166	16 552	10 867	4 342	9 631	33 478	3 326	14 019	159 753
FCI ET CONTREPARTIES ASSOCIÉES[2]	6 589	1 986	17 338	1 117	–	954	18 409	–	2 720	49 110
MONTANT TOTAL DES OCTROIS EN 000 $	60 960	15 152	33 890	11 983	4 342	10 585	51 886	3 326	16 739	208 863
% DES MONTANTS SOUS FORME DE CONTRATS	4,8	13,2	6,8	16,9	1,7	9,5	8,0	64,9	36,3	10,9
VALEUR DES OCTROIS/NBRE DE PROFESSEURS[3]	56 262	44 433	164 514	68 870	24 813	102 766	360 322	81 120	111 592	86 396

En 2006-2007, les octrois de recherche de l'Université du Québec totalisaient 208 863 239 $ comparativement à 201 900 112 $ en 2005-2006, soit une hausse de 3,4 % **(FIGURE 14)**. Rappelons que ces données sont provisoires et n'incluent pas toute la recherche interuniversitaire.

OCTROIS 2006-2007 SELON LA CLASSIFICATION DE LA RECHERCHE UNIVERSITAIRE (CRU)[4] (en 000 $)

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ETS	RÉSEAU
GÉNIE	804	2 208	23 896	743	378	1 987	13 187	–	15 493	58 695
SCIENCES APPLIQUÉES	5 887	58	1 115	4 613	46	6 165	5 365	–	19	23 268
SCIENCES NATURELLES	10 198	2 690	3 537	2 073	23	246	15 148	–	–	33 914
SCIENCES MATHÉMATIQUES	1 750	203	184	5	477	2	–	–	–	2 622
SCIENCES MÉDICALES	4 608	2 444	345	–	472	12	8 372	–	–	16 252
SCIENCES INFIRMIÈRES	–	40	85	6	24	35	–	–	–	189
SCIENCES DE L'ACTIVITÉ PHYSIQUE ET RÉADAPTATION	276	365	10	–	–	9	–	–	–	661
SCIENCES DE L'ÉDUCATION	4 474	1 025	124	157	249	137	–	–	39	6 205
SCIENCES DE LA GESTION	2 286	978	63	475	36	100	–	18	–	3 956
SCIENCES HUMAINES	3 121	441	625	22	142	–	15	9	–	4 375
SCIENCES SOCIALES	15 049	1 430	650	658	1 566	473	3 747	2 738	–	26 312
CRÉATION LITTÉRAIRE ET ARTISTIQUE	1 702	87	281	–	–	–	–	–	–	2 070
ÉTUDES DES ARTS ET DES LETTRES	1 337	133	337	520	12	–	–	–	–	2 338
AUTRES ET PLURISECTORIEL	9 469	3 049	2 637	2 712	919	1 418	6 053	560	1 188	28 005
TOTAL	60 960	15 152	33 890	11 983	4 342	10 585	51 886	3 326	16 739	208 863

En 2006-2007, la recherche en sciences pures et appliquées (incluant génie, sciences appliquées, sciences naturelles et sciences mathématiques) constituait 56,7 % du montant total des octrois; celle dans le domaine des sciences sociales et humaines, 21,7 % (incluant les sciences de l'éducation, sciences de la gestion, sciences humaines, sciences sociales, création littéraire et artistique, études des arts et lettres), et celle en sciences de la santé, 8,2 % (sciences médicales, sciences infirmières, sciences de l'activité physique et réadaptation) **(FIGURE 15)**.

FIGURE 14
Évolution du montant des octrois de recherche (en 000 $)

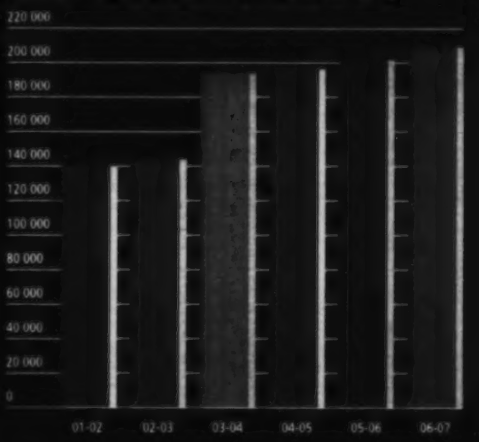
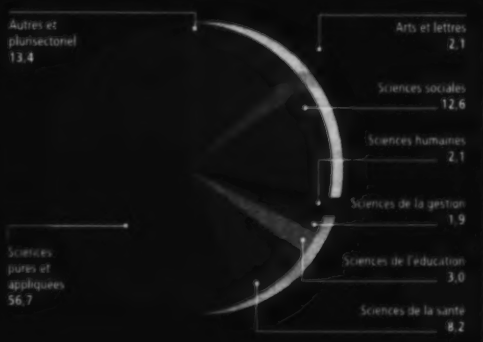


FIGURE 15
Répartition des octrois de recherche en 2006-2007 selon les champs disciplinaires de la Classification de la recherche universitaire (CRU) (en %)



1 Source : Données extraites en partie de l'Inventaire des financements de la recherche de l'Université du Québec (système IFR) en date du 11 janvier 2008.

2 Montants des subventions versées par la Fondation canadienne pour l'innovation (FCI) et des contreparties associées, tels que déclarés dans SIRU.

3 Fonds de fonctionnement et fonds avec restriction - tableau 3 - Personnel en place au 31 mars 2007.

4 Nouvelle classification utilisée dans le système IFR.

OCTROIS 2006-2007 SELON LA CATÉGORIE D'ORGANISME (en 000 $)

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ETS	RÉSEAU
FQRNT	2 196	218	1 206	264	58	246	1 260	–	344	5 792
FQRSC	4 711	657	189	279	189	57	729	148	–	6 960
FRSQ	747	69	13	–	44	–	902	–	178	1 952
SOUS-TOTAL CONSEILS PROVINCIAUX	7 655	943	1 408	543	291	303	2 890	148	522	14 704
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (autres)	9 837	1 748	8 801	4 089	643	2 016	8 241	2 159	1 449	38 982
CRSNG	6 799	2 603	1 558	2 292	631	984	7 837	–	3 282	25 986
CRSH	8 440	862	731	156	731	154	890	99	–	12 062
IRSC	3 110	476	72	–	205	40	2 229	–	49	6 181
SOUS-TOTAL CONSEILS FÉDÉRAUX	18 349	3 941	2 361	2 447	1 566	1 178	10 956	99	3 331	44 230
GOUVERNEMENT DU CANADA (autres)	14 124	4 250	11 704	2 599	1 250	3 866	15 883	150	3 554	57 381
AUTRES SOURCES EXTERNES	7 585	2 320	8 730	952	140	2 649	7 653	712	7 057	37 797
FONDS INSTITUTIONNEL DE RECHERCHE	2 752	337	455	100	368	75	5 872	47	220	10 226
AUTRES SOURCES INTERNES	336	1 600	397	1 167	70	495	382	7	592	5 044
UQ[5]	321	13	33	87	13	3	10	5	14	500
TOTAL	60 960	15 152	33 890	11 983	4 342	10 585	51 886	3 326	16 739	208 863

Les subventions des fonds provinciaux (FQRNT, FQRSC et FRSQ) représentent 7,0 % de l'ensemble des octrois de recherche de l'Université du Québec et ceux des conseils fédéraux (CRSNG, CRSH et IRSC), 21,2 %. L'Université du Québec se voit octroyer 16,9 % des subventions versées au Québec par le CRSNG et 27,2 % de celles du CRSH. Il importe de souligner la contribution importante du CRSNG, dont les subventions représentent 12,4 % de l'ensemble des octrois de recherche de l'Université du Québec en 2006-2007 **(FIGURE 16)**.

Selon les informations diffusées par l'Observatoire des sciences et des technologies (OST), l'Université du Québec arrive au 2e rang des universités canadiennes sur la base des subventions du CRSH et au 8e rang pour le CRSNG. Sources : OST (www.ost.uqam.ca).

Du côté des fonds provinciaux, à l'exercice terminé au 31 mars 2007, le FQRNT rapporte avoir versé plus de 25 millions de dollars de subventions, dont 22,8 % allaient à l'Université du Québec. Pour le FQRSC, des 27,3 millions de dollars de subventions versées en 2007, 25,5 % allaient à l'Université du Québec.

ÉVOLUTION DE LA RÉPARTITION DES OCTROIS EXTERNES DE RECHERCHE (en 000 $)

ENSEMBLE DU RÉSEAU	00-01	01-02	02-03	03-04	04-05	05-06	06-07
SUBVENTIONS DES GRANDS CONSEILS[6]	37 737	41 889	43 363	53 890	53 382	54 327	58 933
CONTRATS	29 146	29 831	32 528	30 046	27 274	24 596	22 731
FCI ET CONTREPARTIES ASSOCIÉES	7 715	15 462	10 410	41 846	40 398	31 676	49 110
AUTRES SUBVENTIONS EXTERNES	19 837	38 550	44 701	56 043	64 857	76 020	62 319
TOTAL DES OCTROIS EXTERNES	94 435	125 732	131 002	181 825	185 911	186 619	193 094

5 Les octrois proviennent du Fonds de développement académique du réseau (FODAR) et du programme Communauté scientifique réseau.

6 Sous le vocable « Grands conseils », sont regroupés certains conseils fédéraux (CRSH, CRSNG, IRSC) et provinciaux (FQRNT, FQRSC, FRSQ).

– Aucun octroi de recherche.

FIGURE 16
Répartition des octrois de recherche en 2006-2007 selon l'organisme pourvoyeur (en %)

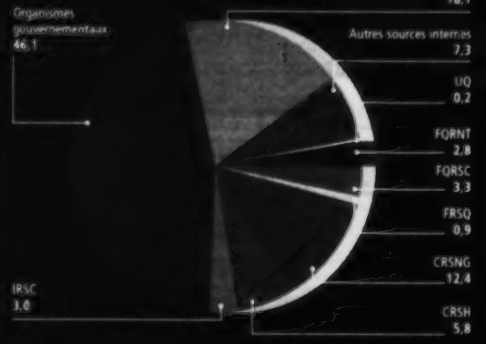
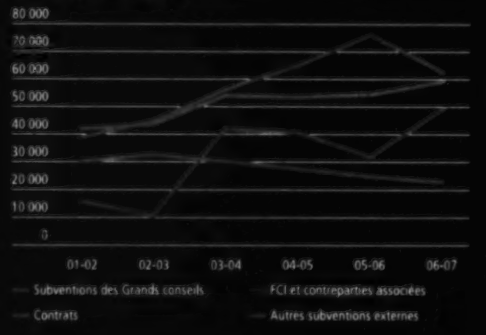


FIGURE 17
Évolution du montant des octrois externes de recherche selon le type (en 000 $)



ABRÉVIATIONS

CRSH	Conseil de recherches en sciences humaines du Canada
CRSNG	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada
CRU	Classification de la recherche universitaire
FCI	Fondation canadienne pour l'innovation
FQRNT	Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies
FQRSC	Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture
FRSQ	Fonds de la recherche en santé du Québec
IFR	Inventaire du financement de la recherche
IRSC	Instituts de recherche en santé du Canada
OST	Observatoire des sciences et des technologies
SIRU	Système d'information sur la recherche universitaire

LES DONNÉES FINANCIÈRES[1]

FONDS DE FONCTIONNEMENT EN 000 $ AU 31 MAI 2007

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ETS	UQ	CSC[2]	PROG. RÉSEAU[3]	TOTAL[4]
PRODUITS	357 355	107 559	69 417	55 385	51 363	31 069	61 740	20 567	66 821	10 068	5 062	13 755	846 450
CHARGES	382 722	99 735	68 672	55 177	51 922	30 820	58 966	21 879	66 997	10 253	4 692	13 599	861 723
EXCÉDENT (insuffisance) DES PRODUITS	(25 367)	7 824	745	208	(559)	249	2 774	(1 312)	(176)	(185)	370	156	(15 273)
SOLDE DE FONDS	(41 061)	(13 784)	(7 096)	(6 468)	(10 253)	(5 905)	(2 794)	24	(2 365)	855	647	(15 006)	(103 206)

En 2006-2007, les produits totaux ont augmenté de 8,6 % par rapport à l'exercice précédent, tandis que pour la même période, les charges augmentaient de 8,7 % **(FIGURE 18)**. L'exercice financier 2006-2007 s'est soldé par une insuffisance des produits de 15 273 000 $. Au 31 mai 2007, l'Université du Québec présentait un solde de fonds consolidé déficitaire de 103 206 000 $.

RÉPARTITION EN % DES PRODUITS DU FONDS DE FONCTIONNEMENT SELON LA SOURCE

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ETS	UQ	RÉSEAU
SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	70,6	74,7	76,2	82,5	74,7	83,5	68,0	58,6	73,6	85,8	73,3
DROITS DE SCOLARITÉ	14,8	13,5	10,5	10,9	14,9	9,1	1,0	12,5	13,0	N.A.P.	12,2
AUTRES[5]	14,6	11,8	13,3	6,6	10,4	7,4	31,0	28,9	13,4	14,2	14,5

La subvention de fonctionnement allouée par le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport est la principale source de produits du fonds de fonctionnement. En 2006-2007, cette subvention se chiffre à 620 700 000 $, soit une hausse de 9,5 % par rapport à l'exercice financier précédent. Les droits de scolarité, en hausse de 2,0 % par rapport à l'exercice précédent, constituent la seconde source de produits et se chiffrent à 102 988 000 $. L'importance relative des droits de scolarité correspond à 12,2 % des produits totaux **(FIGURE 19)**.

FIGURE 18
Évolution des produits et des charges du Fonds de fonctionnement (en 000 $)

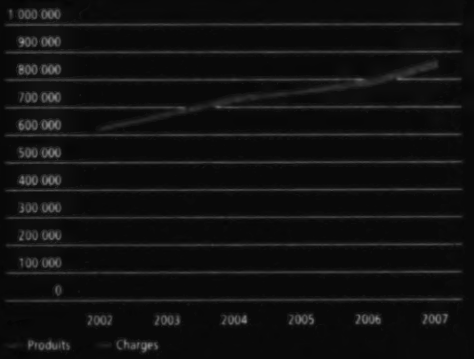
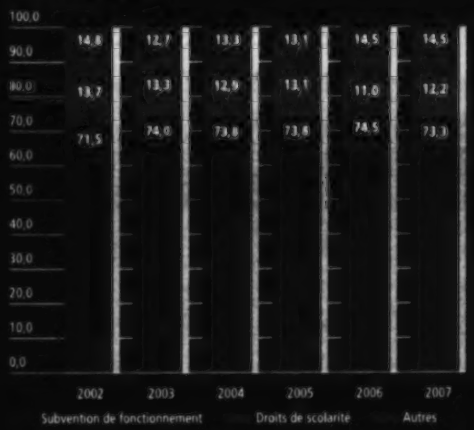


FIGURE 19
Évolution de la répartition des produits du Fonds de fonctionnement selon la source (en %)



1 Source : États financiers synoptiques 2006-2007 de l'Université du Québec et de ses établissements. Les écarts entre établissements doivent être interprétés à la lumière de la spécificité de chacun. Les calculs incluent les données du siège social (UQ), du Centre des services communs (CSC) et des programmes réseau.

2 Centre des services communs de l'Université du Québec

3 Comprend le Fonds de développement académique du réseau (FODAR) et les autres programmes réseau (dont l'emprunt pour le redressement des bases), les projets spéciaux et l'exploitation des immeubles.

4 Incluant les écritures d'éliminations effectuées pour les fins des états financiers consolidés et synoptiques.

5 Comprend les placements et dotations, les entreprises auxiliaires, les recouvrements de coûts indirects, et les autres produits.

RÉPARTITION EN % DES CHARGES DU FONDS DE FONCTIONNEMENT SELON LA FONCTION (excluant les loyers, les frais financiers et les mauvaises créances)

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ETS	UQ	RÉSEAU
ENSEIGNEMENT, RECHERCHE ET SERVICES À LA COLLECTIVITÉ[6]	61.0	67.6	66.1	69.1	67.1	70.6	54.2	66.1	62.8	21.3	61.7
SOUTIEN[7]	30.0	27.5	27.9	28.0	27.8	25.1	40.1	29.1	29.9	78.7	31.5
AUTRES[8]	9.0	4.9	6.6	2.9	5.1	4.3	5.7	4.2	7.3	N.A.P.	6.8
CHARGES PAR ÉTUDIANT[9]	13 011	12 908	16 334	15 985	14 354	19 592	N.A.P.	N.A.P.	16 713	N.A.P.	14 464

En 2006-2007, 61,7 % des dépenses de fonctionnement sont consacrées à l'enseignement, à la recherche et aux services à la collectivité **(FIGURE 20)**, comparativement à 62,7 % l'an dernier. Les proportions des trois grands regroupements demeurent relativement stables d'une année à l'autre.

FONDS AVEC RESTRICTION EN 000 $ AU 31 MAI 2007

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ETS	UQ	RÉSEAU
CHARGES	63 241	11 929	14 445	10 330	8 597	10 171	56 700	4 362	16 514	1 214	192 503
% UTILISÉ POUR L'ENSEIGNEMENT ET LA RECHERCHE	95.4	87.3	79.8	97.4	90.7	91.8	92.8	40.1	96.3	59.8	91.4

En 2006-2007, les fonds alloués par le gouvernement du Canada représentent 93 272 000 $, et ceux octroyés par le gouvernement du Québec totalisent 46 204 000 $. Le total des produits se chiffre à 197 194 000 $. Au fonds avec restriction, 91,4 % des charges sont affectées à la réalisation de projets de recherche. Cette somme de 175 947 000 $ équivaut à une charge moyenne de 72 781 $ par professeur.

FONDS DES IMMOBILISATIONS EN 000 $ AU 31 MAI 2007

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ETS	UQ	RÉSEAU[9]
ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS	99 543	8 409	15 349	8 308	9 276	1 365	55 306	1 265	45 566	18 642	263 029
ACTIFS EN IMMOBILISATIONS AU 31 MAI	849 915	103 336	89 225	69 302	82 050	25 246	224 866	17 656	199 393	60 121	1 721 110

En 2006-2007, les acquisitions d'immobilisations s'élèvent à 263 029 000 $ et représentent 48,9 % des déboursés effectués au fonds des immobilisations. Cette somme a été versée pour le réaménagement et la construction d'édifices en propriété (73,3 %), l'achat de mobilier, d'appareils et d'équipement (23,8 %), ainsi que l'acquisition de volumes et collections (2,9 %).

FIGURE 20
Répartition des charges du Fonds de fonctionnement selon la fonction, excluant les loyers, les frais financiers et les mauvaises créances (en %)

6 Comprend les bibliothèques, l'audiovisuel, l'informatique, l'administration (excluant les frais financiers et les mauvaises créances), ainsi que les terrains et bâtiments (excluant les loyers).

7 Comprend principalement les services aux étudiants et les entreprises auxiliaires.

8 Excluant les loyers ainsi que les frais financiers et les mauvaises créances.

9 Incluant tous les biens : terrains et bâtiments, mobiliers, équipements, volumes de bibliothèque, etc. Excluant les intérêts sur emprunt bancaire.

N.A.P. : ne s'applique pas.

UQAM
UNIVERSITE DU QUÉBEC À MONTRÉAL

En dépit d'une crise financière sans précédent, l'Université du Québec à Montréal a maintenu le cap sur sa mission de transmission de la connaissance et de production de savoirs novateurs et pertinents. Ses professeurs, chargés de cours, étudiants et diplômés ont continué de s'illustrer dans tous les domaines d'activités, avec l'appui de l'ensemble du personnel.

Les programmes d'études et les étudiants

Pour mieux répondre aux besoins de formation et à l'évolution des réalités sociales, l'Université a favorisé les arrimages entre programmes, en harmonisant certaines règles de cumul des certificats avec celles des majeures et des mineures.

Au nombre des nouveaux programmes, un baccalauréat en communication marketing a été mis sur pied en partenariat avec l'Association des agences de publicité du Québec. Au deuxième cycle, cinq DESS ont vu le jour en arts, en gestion, en éducation et en sciences sociales. Une première cohorte d'étudiants s'est inscrite au nouveau programme de doctorat en droit. Le baccalauréat en génie microélectronique, créé en 2002, et reconnu par le Bureau canadien d'accréditation des programmes d'ingénierie, diplômera, dès l'an prochain, ses premiers ingénieurs reconnus par l'Ordre des ingénieurs du Québec.

À l'automne 2006, l'Université comptait quelque 41 000 étudiants dont près de 2300 d'un autre pays. En plus de soutenir près d'une soixantaine de projets et activités, les Services à la vie étudiante ont mis sur pied un programme de permis de travail hors campus pour les étudiants internationaux afin de faciliter leur intégration.

Tenant compte du grand nombre d'étudiants ayant une limitation fonctionnelle permanente, un comité institutionnel d'intégration a été constitué, en vue d'améliorer leurs conditions de vie et d'études.

Plus de 460 bourses ont été octroyées par le fonds de la Fondation de l'UQAM, une injection de 1,3 million de dollars dans l'appui à la réussite étudiante.

La recherche et la formation de chercheurs

Le financement de la recherche a atteint 59,5 millions. En avril 2007, le Conseil d'administration a adopté la *Politique de la recherche et de la création*. Signataire de la Déclaration de Berlin sur le libre accès à la connaissance, l'UQAM a lancé son site Internet Archipel, l'archive des publications électroniques de travaux de recherche de ses professeurs.

Les sciences humaines se sont distinguées au programme de soutien aux équipes du Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture (FQRSC), en obtenant le plus grand nombre d'équipes en concours. Le projet Transitions du Centre interuniversitaire de recherche sur la science et la technologie (Pierre Doray), mené en collaboration avec le Consortium d'animation sur la persévérance et la réussite en enseignement supérieur

L'exposition de David Altmejd présentée à la galerie de l'UQAM du 11 mai au 8 juillet 2007. **Séance de travail avec la chercheuse Martine Époque (danse), directrice du Laboratoire d'applications et de recherches en technochorégraphie qui a obtenu une subvention du FQRSC.**

de l'Université du Québec, a obtenu une subvention de près de 2 millions sur trois ans, de la Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire. Les chercheurs Patrice Potvin et Martin Riopel (Éducation) ont obtenu une subvention d'un demi-million de dollars de la Fondation canadienne pour l'innovation (FCI), afin de mettre en place le Laboratoire mobile pour l'étude des cheminements d'apprentissage en sciences. Michel Hébert (Histoire) a obtenu la prestigieuse bourse Killam.

En sciences, une nouvelle Chaire de recherche du Canada en génomique intégrative et signalisation cellulaire (Sarah Jenna) a été créée. Le Consortium Laval UQAM McGill et l'est du Québec, a reçu 14 millions de dollars de la FCI, dans le cadre du projet pancanadien SYNERGIES. Isabelle Marcotte (Biophysique), Daniel Bélanger (Chimie) et Ricardo Izquierdo (Microélectronique) ont reçu des subventions du Conseil de recherche en sciences naturelles et en génie du Canada, et Lucie Lamontagne (Sciences biologiques), une subvention Recherche et développement coopérative. Le Réseau canadien en modélisation et diagnostics du climat régional (Colin Jones) a été créé grâce à une subvention de près de 3 millions de dollars de la Fondation canadienne pour les sciences du climat et de l'atmosphère. René Laprise a participé à la publication du quatrième rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, et le Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies a financé les projets de Christian Fayomi (Microélectronique) et Pierre Drapeau (Environnement et Foresterie).

En création, Ying Gao, de l'École supérieure de mode de Montréal à l'UQAM, a obtenu des subventions du FQRSC et d'Hexagram pour son projet sur les vêtements interactifs Walking City. Martine Époque (Danse), André Carpentier, Louise Dupré et Martine Delvaux (Études littéraires) ont obtenu des subventions du FQRSC.

Les partenariats et l'implication dans le milieu

Au plan des transferts technologiques, neuf nouvelles inventions mises au point par les professeurs de l'UQAM ont été transférées à Gestion Valéo s.e.c. dans les domaines de l'électrochimie, des réseaux virtuels informatiques, du développement de nouveaux outils thérapeutiques et des procédés de fabrication des médicaments.

En innovation sociale, la professeure en psychologie, Diane Marcotte et la psychologue Diane Mathurin, ont développé Pare-Chocs, un programme de prévention de la dépression chez les adolescents. L'Université a signé avec le Centre de transfert pour la réussite éducative du Québec une convention de licence d'utilisation et de diffusion de cette innovation.

S'inscrivant dans la mission sociale de l'Université, le Service aux collectivités a mené près de 34 activités de recherche, de formation et de diffusion sur des thématiques telles que la violence conjugale et l'hypersexualisation des jeunes. Plusieurs activités de recherche, de formation et de diffusion ont été réalisées dans le cadre du Protocole UQAM/CSN-CSQ-FTQ.

En collaboration avec le CHU Sainte-Justine et la Chaire en relations publiques, le Service de l'audiovisuel a produit un cédérom interactif de formation sur le syndrome du bébé secoué s'adressant aux professionnels de la santé, des services sociaux, et des milieux judiciaire et policier.

La Télé-université (TÉLUQ), l'université à distance de l'Université du Québec à Montréal

L'année 2006 marque le premier anniversaire du rattachement de la TÉLUQ à l'UQAM. L'effectif étudiant a augmenté de 12,5 %, avec plus de 16 000 personnes inscrites à des cours à distance. La Télé-université s'est dotée d'un plan d'action 2006-2009, dont le premier objectif est le développement de la formation à distance à l'Université du Québec à Montréal.

En recherche, l'année a été marquée par une forte croissance des activités et la mise en service du laboratoire Synchromédia, financée par la FCI et le gouvernement du Québec. Le Centre de recherche Licef a obtenu des mêmes sources les fonds pour la création du laboratoire ERASME. Notons enfin la mise à jour de quatre politiques encadrant la recherche.

En 2006-2007, la croissance de l'effectif étudiant a permis à la Télé-université de retrouver l'équilibre financier, suite au déficit de 1,2 million de dollars en 2005-2006. Des négociations ont été entreprises avec les deux syndicats représentant le personnel d'encadrement des étudiants, en vue du renouvellement de leurs conventions collectives. Un plan de relève pour l'ensemble du personnel a été mis en application.

Une étudiante au baccalauréat en génie microélectronique.

Le personnel

Après une année d'existence, le Vice-rectorat aux Ressources humaines a identifié ses priorités, soit : le processus de «facultarisation»; la gestion des carrie-

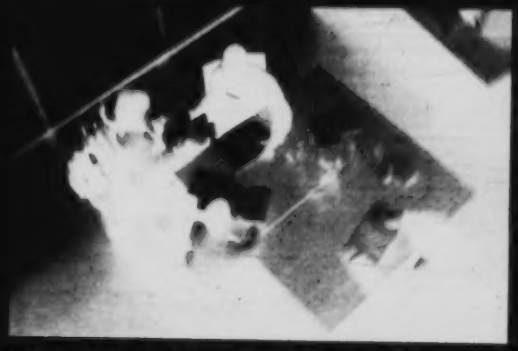
res, de la relève et des compétences; la conciliation du travail, de la vie personnelle et des études; la promotion de la santé et du mieux-être, et le renouvellement de ses systèmes d'information de gestion. En mars 2007, la Commission des études a approuvé l'instauration du concours institutionnel des Prix d'excellence en enseignement de l'UQAM, afin de reconnaître l'apport exceptionnel à l'enseignement d'un professeur, d'un maître de langue et d'un chargé de cours. Ce prix sera accompagné d'une subvention de 3000 dollars dédiée à des activités d'enseignement. Plusieurs facultés ont créé un Prix d'enseignement facultaire.

Le Conseil d'administration a attribué le statut de professeur émérite aux professeurs retraités Donna Mergler (Sciences biologiques) et Jean-Marc Piotte (Science politique).

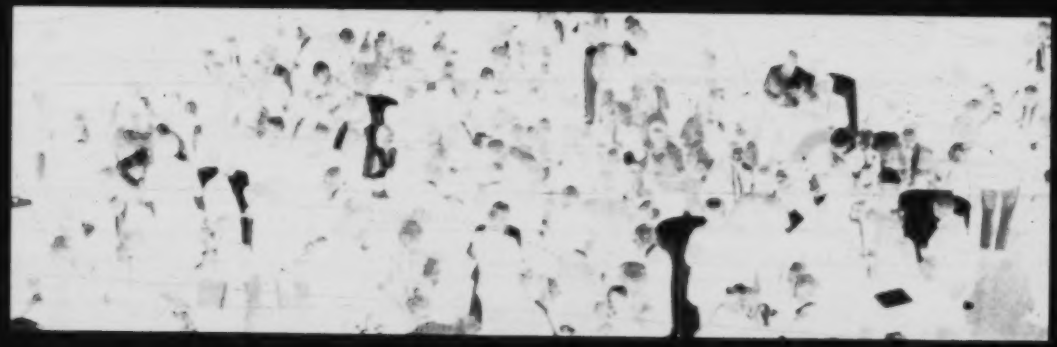
L'Université du Québec a remis le prix Carrière en enseignement à Claude Pichet, professeur au Département de mathématiques.

Les ressources matérielles et financières

En technopédagogie, la Division des services à l'enseignement et la recherche du Service de l'informatique et des télécommunications a déployé l'environnement d'apprentissage Moodle. Un nouveau laboratoire de création musicale assistée par ordinateur a été mis en place pour regrouper des postes de travail



Le Service d'intégration des étudiants handicapés de l'UQAM.



Cérémonie de clôture de la campagne majeure de développement 2002-2007 *Prenez position pour l'UQAM*.

dotés d'ordinateurs, de claviers numériques et d'une suite de logiciels d'édition et de création musicale professionnelle.

Le renouvellement des systèmes d'information de gestion a engendré le lancement officiel du projet SIG qui, par ses volets «finance et approvisionnement» et «ressources humaines et dossier étudiant», affecte la plupart des systèmes institutionnels, et vise une transformation organisationnelle pour simplifier la gestion et, à long terme, à réduire les coûts.

Au plan financier, l'UQAM a enregistré un déficit de 26,7 millions de dollars sur un budget d'opération de 320,8 millions pour 2006-2007. Au terme de l'année financière, l'Université doit déposer son plan de redressement auprès du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport et de l'Assemblée des gouverneurs de l'Université du Québec afin de contenir le déficit cumulé à 155 millions de dollars, au terme d'un horizon de cinq ans.

Les activités internationales

L'Université a poursuivi ses activités de mobilité étudiante internationale grâce à plus de 400 bourses, totalisant 1,3 million de dollars, remises par le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.

En matière d'aide au développement dans les Amériques, elle a entre autres participé à des projets au Honduras, au Nicaragua et au Brésil. Les projets Quartiers précaires et développement urbain durable en Haïti, de l'École de sciences de la gestion (ESG UQAM) et Ecominga Amazonica : Éco-développement communautaire et santé environnementale en Bolivie, de la Faculté des sciences de l'éducation, ont été financés par l'ACDI.

Sur les continents africain et asiatique, l'Université a terminé deux projets de réforme de l'éducation en Guinée, et entamé, au Kenya, l'évaluation d'un projet d'électrification rurale subventionnée par le Centre de recherches pour le développement international et TrustAfrica, et dirigé par une équipe de l'ESG UQAM. Au Cambodge, la Faculté de science politique et de droit a poursuivi un projet sur les droits des filles et des femmes.

Finalement, en collaboration avec l'Organisation mondiale du tourisme des Nations Unies, la George Washington University et le National Geographic, l'UQAM a participé à la création du Centre mondial d'excellence des destinations touristiques.

Les événements marquants de l'année

L'année aura été marquée par la clôture de la Campagne de développement 2002-2007, pilotée par la Fondation de l'UQAM. L'objectif initial de 50 millions de dollars a été dépassé pour atteindre 60,8 millions qui soutiendront près de 60 projets de recherche et de formation.

La campagne a permis d'enregistrer une hausse de près de 300 % des bourses octroyées en cinq ans. Le

nombre de donateurs corporatifs s'est accru de 25 % par rapport à la campagne précédente. Plus de 30 nouveaux partenaires se sont associés pour la première fois à l'Université, afin de financer des projets d'avenir.

Elle s'est également distinguée dans le rayonnement de la culture artistique et scientifique. Louise Déry, directrice de la Galerie de l'UQAM, a été sélectionnée comme commissaire du Pavillon canadien à la Biennale de Venise 2007 pour représenter le Canada avec une exposition de l'artiste montréalais David Altmejd, diplômé de l'UQAM en arts visuels. La première programmation du Cœur des sciences a attiré plus de 7000 participants à ses activités de diffusion et de vulgarisation scientifiques.

Les perspectives d'avenir

Dès le dépôt du rapport final du Comité d'étude sur la gouvernance, créé par le Conseil d'administration de l'UQAM, en juin 2007, plusieurs mesures ont été mises en place pour répondre aux recommandations relatives au cadre de gouvernance des mécanismes de suivis budgétaires, de vérification interne et de reddition de comptes.

L'UQAM s'est engagée à respecter le plan de redressement qui sera déposé auprès du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport et de l'Assemblée des gouverneurs de l'Université du Québec, et à tout mettre en œuvre pour rétablir sa santé financière, tout en maintenant l'intégrité de sa mission institutionnelle.

Bien qu'elle vive une situation difficile, l'Université du Québec à Montréal entend demeurer un foyer intellectuel incontournable et renforcer sa contribution unique au progrès social, économique et culturel du Québec.

Danielle Laberge
Rectrice par intérim,
vice-rectrice à la Vie académique
et vice-rectrice exécutive

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

DIRECTION (AU 31 MAI 2007)

DANIELLE LABERGE
Rectrice par intérim, vice-rectrice à la Vie académique et vice-rectrice exécutive

CLAUDE-YVES CHARRON
Vice-recteur aux Services académiques et au développement technologique

RAYMOND DUCHESNE
Directeur général par intérim de la TÉLUQ

MONIQUE GOYETTE
Vice-rectrice aux Affaires administratives et financières

MICHEL JÉBRAK
Vice-recteur à la Recherche et à la création

CAROLE LAMOUREUX
Vice-rectrice aux Études et à la vie étudiante

GINETTE LEGAULT
Vice-rectrice aux Ressources humaines

PIERRE PARENT
Vice-recteur aux Affaires publiques et au développement et secrétaire général

Ont également siégé en cours d'année :

LOUISE BERTRAND
Directrice générale de la TÉLUQ

ROCH DENIS
Recteur

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président

ALAIN LALLIER*
Ex-directeur général, Cégep du Vieux-Montréal

Membres

CLAUDETTE BARTHÉLEMY-ASNER
Avocate, Silver, Sandiford Avocats

DIANE BERTHELETTE
Professeure

MARTIN CAUCHON
Avocat, Gowling, Lafleur, Henderson

JEAN-PHILIPPE GINGRAS*
Étudiant

JACQUES GIRARD*
Consultant, Corporation Sun Media

DANIELLE LABERGE*
Rectrice par intérim, vice-rectrice à la Vie académique et vice-rectrice exécutive

MARIE-CLAUDE LALANDE
Vice-présidente adjointe et avocate principale Financière Sun Life

PIERRE LAMPRON
Président aux relations institutionnelles Quebecor média inc.

HENRI LELION*
Chargé de cours

CLAUDE PICHET
Professeur

LUCIE ROBERT*
Professeure

RENÉ ROY
Secrétaire général, Fédération des travailleurs du Québec

Ont également siégé en cours d'année :

LOUISE BERTRAND
Directrice générale de la TÉLUQ

ROCH DENIS
Recteur

RICHARD GUAY
Président directeur général, Groupe Melior

Secrétaire

JOHANNE FORTIN
Directrice, Secrétariat des instances

COMMISSION DES ÉTUDES

Présidente

DANIELLE LABERGE
Rectrice par intérim, vice-rectrice à la Vie académique et vice-rectrice exécutive

Membres

LORRAINE BÉNIC
Chargée de cours

JOSIANE BOULAD AYOUB
Vice-doyenne à la recherche

PATRICE CÔTÉ
Étudiant

ZAKARIA EL-MRABET
Chargé de cours

VÉRONIQUE GAUTHIER
Étudiante

LOUISE GAVARD
Chargée de cours

JACINTHE GIROUX
Professeure

CHARLOTTE GUAY-DUSSAULT
Étudiante

MICHEL JÉBRAK
Vice-recteur à la Recherche et à la création

CLAUDETTE JODOIN
Registraire

JESSICA JORDAN
Étudiante

CAROLE LAMOUREUX
Vice-rectrice aux Études et à la vie étudiante

FRÉDÉRIC LEGRIS
Étudiant

FRANCE L'HÉRAULT
Agente de la gestion technique (UQAM-Lanaudière)

CHARLES PERRATON
Vice-doyen à la recherche et à la création

DANIELLE PILETTE
Professeure

JEAN-GUY PRÉVOST
Directeur de département

GEORGE FRÉDÉRIC SINGER
Professeur

CAROLE TURCOTTE
Directrice de programmes

HUGUETTE VARIN
Attachée d'administration

PATRICK VÉRONNEAU
Étudiant

Ont également siégé en cours d'année :

VALÉRIE BERNIER
Étudiante

ROBERT BOURDON-CLOUTIER
Étudiant

MARIE-ANDRÉE CARDINALE
Étudiante

ROCH DENIS
Recteur

MYLÈNE LAPIERRE
Étudiante

Secrétaire

JOHANNE FORTIN
Directrice, Secrétariat des instances

* Membre du Comité exécutif

UQTR
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES

L'Université du Québec à Trois-Rivières poursuit sa croissance en prenant appui sur des projets intellectuels qui favorisent le regroupement et l'expression de ses forces. Présente dans son milieu, elle associe ses partenaires régionaux au développement de ses pôles d'excellence en formation et en recherche. Elle étend aussi ses activités internationales, certains de ses étudiants se signalant par la valeur de leur engagement à l'étranger.

Les programmes d'études et les étudiants

Avec 10 770 étudiants accueillis au trimestre d'automne, l'UQTR poursuit sur sa lancée. L'augmentation de l'effectif étudiant se situe à 16,4 % depuis cinq ans, une performance remarquable dans un contexte de repli démographique et de vieillissement de la population régionale.

Les nouvelles formations traduisent sa volonté d'écoute des besoins de la population régionale. Dans cet esprit, un programme court de deuxième cycle en intervention sociocommunautaire a été créé, avec des activités de formation à Trois-Rivières et Drummondville.

En février, l'Université du Québec à Trois-Rivières et le Collège Édouard-Montpetit ont lancé officiellement un nouveau DEC-BAC en marketing. Offert en partenariat dès l'automne 2007, ce programme permettra l'obtention d'un diplôme d'études collégiales en gestion de commerces et d'un baccalauréat en administration des affaires, concentration marketing.

De nombreux étudiants de l'Université se sont illustrés, dont Alexandra Labbé, du baccalauréat en génie électrique et informatique, avec un premier prix, lors de la remise des Prix universitaires du mérite de l'Ordre des ingénieurs du Québec. Ces prix annuels récompensent des étudiants qui se distinguent par des résultats exceptionnels dans leurs études et un engagement social, communautaire ou parascolaire remarquable.

La recherche et la formation des chercheurs

Sur le plan de la recherche, l'Université récolte le fruit d'efforts investis ces dernières années pour devenir un pôle majeur de recherche et de formation en santé.

Les trois nouvelles chaires accueillies sont en lien avec le domaine de la santé. Chez nos professeurs, Éric Asselin prendra la tête de la Chaire de recherche du Canada en gynéco-oncologie moléculaire. Natacha Brunelle est la nouvelle titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur les trajectoires d'usage de drogues et les problématiques associées. Des fonds privés ont favorisé la création d'une chaire de recherche en chiropratique, dirigée par Martin Descarreaux.

Alexandra Labbé, étudiante au baccalauréat en génie électrique et informatique, 1er prix, Prix universitaires du mérite de l'Ordre des ingénieurs du Québec.

D'importantes subventions de soutien à la recherche en sciences biomédicales et des investissements majeurs permettront à l'Université d'avancer un projet d'acquisition d'infrastructures de recherche en neurosciences, alors que les subventions de la Fondation canadienne pour l'innovation et du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport faciliteront l'aménagement d'un nouveau laboratoire de virologie et immuno-oncologie moléculaire.

Les partenariats et l'implication dans le milieu

Visant à mieux faire connaître les travaux de ses chercheurs et susciter de nouvelles collaborations avec le milieu, l'Université a lancé, cet hiver, les « Déjeuners de la recherche », une initiative conjointe avec la Chambre de commerce et d'industries de Trois-Rivières. Cette formule de rencontre et d'échanges présente aux acteurs régionaux les activités du Centre intégré en pâtes et papiers et de l'Institut de recherche sur l'hydrogène.

Notre service de la formation continue et des centres hors campus a créé un nouveau programme d'ateliers en gestion, pour répondre aux besoins en formation

exprimés par les entreprises régionales lors d'un sondage réalisé en collaboration avec les Chambres de commerce de la Mauricie et du Centre-du-Québec.

L'Université a décerné un Prix du partenariat à l'École nationale de police du Québec. Ce geste veut souligner de façon toute spéciale trois décennies de collaboration exceptionnelle avec l'ÉNPQ.

Le personnel

La communauté universitaire a rendu hommage à trois de ses professeurs : la Médaille de l'UQTR a été attribuée à Louis Raymond (Sciences de la gestion), et un émératat a été remis à Venkatachari Rajagopalan (Génie électrique et informatique) et Jacques L. Valade (Génie chimique).

L'Université a salué le travail de trois enseignants : le Prix d'excellence en recherche a été décerné au professeur Stéphane Martineau (Sciences de l'éducation), et deux Prix d'excellence en enseignement ont été attribué au professeur Sylvain Robert (Chimie-biologie), et au chargé de cours Roger Gaudreau (Arts).

Sœur Estelle Lacoursière, professeure retraitée au Département de chimie-biologie, a reçu le titre de membre de l'Ordre du Canada. Cette pionnière de l'Université voyait ainsi reconnues ses nombreuses réalisations en faveur de l'éducation et de l'environnement.

Pierre-André Julien, professeur associé au Département des sciences de la gestion et titulaire de la Chaire de recherche Bell pour des PME de classe mondiale, a été nommé chevalier de l'Ordre du Québec.

L'ethnologue Paul-Louis Martin, professeur associé au Département des sciences humaines (Section histoire) et grand spécialiste de la culture matérielle populaire, a mérité le prix Gérard-Morisset, la plus haute distinction du gouvernement du Québec dans le domaine du patrimoine.

Inauguration du Centre intégré en pâtes et papiers (février 2007). De gauche à droite : André Gabias, député de Trois-Rivières, Patrice Mangin, directeur général du CIPP, Pierre Corbeil, ministre des Ressources naturelles et de la Faune, Jean-Pierre Blackburn, ministre du Travail et ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec.

Le comité de l'ACFAS. René-Paul Fournier (président du congrès), Raynald Gareau (Comité scientifique), Martine Lesieur (Comité d'organisation).

Sylvie Taschereau, professeure au Département des sciences humaines (section histoire), récipiendaire du prix Guy-Frégault 2006.

Chantal Bernatchez, étudiante à la maîtrise en génie industriel et gagnante du concours de la Banque mondiale, présenté à la Foire régionale de développement tenue à Bamako, au Mali.

Sylvie Taschereau, professeure au Département des sciences humaines (Section histoire), a obtenu le prix Guy-Frégault 2006, attribué pour le meilleur article diffusé dans la *Revue d'histoire de l'Amérique française*.

Les ressources matérielles et financières

L'Université ayant terminé l'exercice 2006-2007 avec un important surplus dont le montant sera connu lors de l'approbation des états financiers, et à mesure que sa situation financière s'améliore, elle peut plus aisément planifier sa croissance et investir dans ses secteurs d'excellence. Ainsi, la Société immobilière de l'Université du Québec à Trois-Rivières a annoncé, en février, une contribution de 2 millions de dollars pour la construction d'un pavillon interdisciplinaire en santé.

Les activités internationales

Un protocole d'entente, adopté avec l'École Supérieure internationale de Gestion, permettra d'offrir au Maroc un programme de DESS en finance. L'Université a de plus conclu un accord de coopération scientifique avec l'École polytechnique de Bialystok. Depuis une quinzaine d'années, plusieurs ententes de partenariat ont permis de tisser des liens fructueux avec des institutions polonaises, particulièrement dans le secteur du génie électrique et du génie informatique.

L'Université continue d'avoir la cote auprès des étudiants désireux de parfaire leur apprentissage du français. L'École internationale de français a établi un nouveau record de fréquentation, alors que 925 étudiants venus d'ailleurs ont choisi de vivre un séjour estival d'immersion sur notre campus.

Nos étudiants se sont distingués en investissant leurs connaissances pour améliorer la qualité de vie de leurs concitoyens du monde. Chantal Bernatchez, de la maîtrise en génie industriel, a remporté la finale du concours de la Banque mondiale, présenté à la Foire régionale de développement tenue à Bamako, au Mali. Son projet vise le développement d'une entreprise de production de confitures biologiques au Burkina Faso.

Vincent Lévesque, du baccalauréat en génie industriel, récipiendaire du Prix du leadership étudiant en internationalisation du Bureau canadien de l'éducation internationale, s'est signalé par son esprit d'initiative en contribuant au projet Éclosion, dont la mission contribue au développement humain par la coopération et l'éducation internationale.

Les événements marquants de l'année

Sous le thème « L'esprit en mouvement », la communauté universitaire s'est mobilisée pour faire un succès

du 75e Congrès de l'Acfas qui a réuni à Trois-Rivières plus de 4500 congressistes. Chapeau aux collègues René-Paul Fournier (président du Congrès), Raynald Gareau (comité scientifique) et Martine Lesieur (comité d'organisation) pour la réussite méritée de ce grand projet collectif !

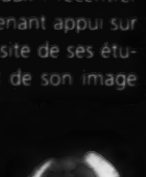
Le tout nouveau Centre intégré en papiers, qui regroupe sous un même toit l'ensemble des activités de formation et de recherche en pâtes et papiers de l'Université du Québec à Trois-Rivières et du Cégep de Trois-Rivières, a été inauguré en présence de plusieurs centaines de représentants du monde politique, des milieux éducatifs et de l'industrie.

Le nouveau centre de cours hors campus de Québec a été inauguré officiellement en accueillant une importante cohorte d'étudiants inscrits au baccalauréat en psychoéducation, nouvellement offert dans la Vieille Capitale. Sa popularité est telle que les cours seront offerts dans des locaux plus spacieux, dès l'automne 2007.

Enfin, l'Université a déployé une vaste opération visant l'adoption de pratiques vertes sur le campus. Une campagne de sensibilisation et de nouvelles commodités faciliteront le recyclage.

Les perspectives d'avenir

L'Université du Québec à Trois-Rivières a pris la décision de prolonger de deux années la réalisation de son plan de développement stratégique. Elle pourra de la sorte se concentrer sur trois objectifs principaux : recentrer son projet éducatif et scientifique en prenant appui sur ses pôles d'excellence, améliorer la réussite de ses étudiants, et poursuivre le renouvellement de son image de marque.



Ghislain Bourque
Recteur

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES

DIRECTION

GHISLAIN BOURQUE
Recteur

RENÉ-PAUL FOURNIER
Vice-recteur aux études de cycles supérieurs et à la recherche

RENÉ GARNEAU
Vice-recteur à l'administration, aux finances et à la vie étudiante

ANDRÉ PARADIS
Vice-recteur aux études de premier cycle et au soutien académique

ANDRÉ G. ROY
Vice-recteur aux ressources humaines et secrétaire général et directeur des affaires juridiques

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président

RICHARD BOUCHER*
Ingénieur, directeur général Abitibi-Consolidated inc., division Belgo.

Membres

JEAN-CLAUDE BERNATCHEZ
Professeur

GHISLAIN BOURQUE*
Recteur

LOUISE DESHAIES*
Pharmacienne propriétaire, Gestion P.L. Deshaies inc. – Chaîne Jean-Coutu

DANIEL DÉSILETS*
Diplômé, président-directeur général, Groupe Buromax inc.

GILLES DONTIGNY
Vice-président à la fabrication, Kruger inc.

PIERRE DROLET
Étudiant

RENÉ-PAUL FOURNIER*
Vice-recteur aux études de cycles supérieurs et à la recherche

DANIEL FRANCOEUR
Étudiant

RENÉ GARNEAU*
Vice-recteur à l'administration, aux finances et à la vie étudiante

CLAUDE G. GENEST
Professeur

LUCIE GUILLEMETTE*
Professeure

ROBERT PILOTTE
Chargé de cours

LOUISE TRUDEL
Directrice générale du Collège Shawinigan

Secrétaire

ANDRÉ G. ROY*
Vice-recteur aux ressources humaines et secrétaire général et directeur des affaires juridiques

COMMISSION DES ÉTUDES

Président

GHISLAIN BOURQUE
Recteur

Membres

PIERRE HUBERTIN ANDRIANIRINA
Étudiant

PAUL BELLEMARE
Chargé de cours

ISMAIL BISKRI
Professeur

PIERRE-YVES BONIN
Professeur

MENOUAR BOULAHFA
Chargé de cours

CLAIRE BROCHU
Professeure

LOUISE CLOUTIER
Chargée de cours

LYNE CLOUTIER
Professeure

MARIE-CLAUDE DENIS
Professeure

RENÉ-PAUL FOURNIER
Vice-recteur aux études de cycles supérieurs et à la recherche

MÉLANIE LAFRANCE
Étudiante

BENOÎT LANGLOIS
Étudiant

HÉLÈNE LAROCHE
Étudiante

DENIS MAYRAND
Doyen des études de cycles supérieurs et de la recherche

ÉRIC MARIN
Étudiant

CAROLE MÉNARD
Étudiante

JOCELYNE MOREAU
Professeure

MICHEL MORIN
Professeur

ANDRÉ PARADIS
Vice-recteur aux études de premier cycle et au soutien académique

JOHANNE PRUD'HOMME
Professeure

RENÉ ROCHETTE
Doyen des études de premier cycle

HÉLÈNE-MARIE THERIEN
Professeure

RICHARD WILSON, professeur

Secrétaire

ANDRÉ G. ROY
Vice-recteur aux ressources humaines et secrétaire général et directeur des affaires juridiques

* Membre du Comité exécutif

UQAC
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À CHICOUTIMI

Au cours des dernières années, l'Université du Québec à Chicoutimi s'est solidement positionnée au cœur d'un mouvement de rayonnement international. Le développement de réseaux d'enseignement supérieur accompagnant la mondialisation des accords commerciaux, c'est ainsi que l'Université s'est inscrite dans cette démarche et, parmi ses actions prioritaires, a identifié « l'affermissement des activités internationales ».

Les programmes d'études et les étudiants

À l'automne 2006, l'Université comptait 6393 étudiants inscrits dans plus de cent soixante programmes d'études de premier, deuxième et troisième cycles.

L'institution a apporté des modifications majeures à certains de ses programmes, dont le certificat en théologie, le baccalauréat avec majeure en sciences de l'activité physique et le baccalauréat en chimie qui a été modifié pour devenir le baccalauréat en science des produits naturels.

Un protocole d'entente a été signé avec le Cégep de Chicoutimi en ce qui a trait à l'offre d'une concentration en gestion de l'aéronautique, à l'intérieur du baccalauréat en administration. Plusieurs autres projets de création et d'extension de programmes sont à l'étude : en coopération internationale, en théologie, en émissions atmosphériques, en communication, etc.

Au Décanat des études de premier cycle, plus de 180 étudiants se sont inscrits au nouveau métacours « Mondialisation et citoyenneté : pour un développement durable », créé au trimestre d'hiver 2007, et qui sera repris à l'automne 2008.

L'ensemble des modules, unités ou programmes concernés, ont participé à la première opération d'implantation de la démarche PROSPÈRE (PROfil de Succès PERsonnel des Études), à l'automne 2006.

Partageant la même préoccupation que le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) au chapitre de la réussite scolaire de ses étudiants et de l'amélioration du taux de diplomation, l'Université a également mis sur pied, dans la foulée des contrats de performance, le programme « Opération réussite » implanté en 2001-2002, en y investissant, jusqu'à maintenant, près d'un million de dollars.

Après trois années d'implantation, le programme de mentorat, mis en place en collaboration avec l'ADAUQAC (Association des diplômés et amis de l'UQAC), a culminé au cours de la dernière année. Il permet ainsi aux diplômés de l'UQAC de rencontrer, dans leur milieu de travail, des cégépiens en processus de choix de carrière. Les cégeps de Baie-Comeau et de Saint-Félicien ont ainsi bénéficié de ces rencontres.

Doctorats *honoris causa*. De gauche à droite : le président de l'Université du Québec, Pierre Moreau, Boutros-Boutros Ghali, ex-secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, Lucien Bouchard, juriste et homme politique, et Michel Belley, recteur de l'UQAC.

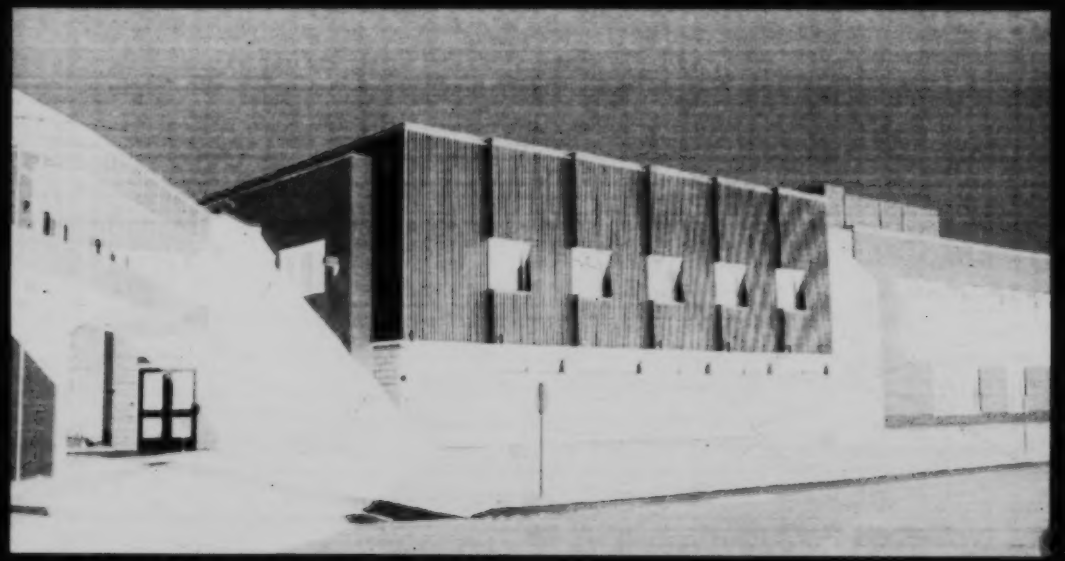
La recherche et la formation des chercheurs

L'Université possède le laboratoire de recherche universitaire le plus important au Canada dans le secteur de l'aluminium. Le CURAL (Centre universitaire de recherche sur l'aluminium) se démarque avec une quarantaine d'étudiants diplômés, un niveau record. Cette situation génère de nombreuses publications, des contrats de recherche, des partenariats ainsi que trois chaires de recherche, dont une, renouvelée cette année, avec l'implication d'Alcan comme partenaire privilégié. L'UQAC s'est positionnée au rang des institutions de recherche sur l'aluminium les plus performantes au monde. Rappelons que le CURAL a été créé en mai 2000, pour coordonner les activités d'unités de recherche reliées à l'aluminium, qui avaient vu le jour depuis 1980. Il regroupe, aujourd'hui : le GRIPS (Groupe de recherche en ingénierie de procédés et systèmes), la CISMA (Chaire industrielle relative à la solidification et la métallurgie de l'aluminium), la TRAM (Équipe de recherche en traitement avancé des matériaux), la EMSP (Équipe de recherche en modélisation des systèmes de production) et le LM2SA (Laboratoire de modélisation en mécanique des solides appliqués).

À l'automne 2006, on a procédé à la mise en place du Carrefour de la réussite des études qui vise à assurer la coordination et l'intégration des mesures de réussite de l'établissement et d'en favoriser la cohésion et la promotion au sein de l'Université avec, entre autres, une nouvelle page Web.

Quatre projets de l'UQAC ont été retenus lors du concours de la Fondation canadienne pour l'innovation (FCI) en 2006-2007. Deux projets au Fonds de l'avant-garde, dont celui de Gérard Bouchard sur l'expansion du fichier BALSAC, pour la période de 1940 à 1959, et celui de Masoud Farzaneh, pour la mise à niveau des équipements de recherche sur le givrage atmosphérique. Sarah Jane Barnes, du laboratoire de géochimie, a vu accepté, par le Fonds des leaders, un projet qu'elle conduit avec deux autres professeurs-chercheurs. Enfin, le projet de André Charette concernant la création d'une plateforme intégrée pour la recherche de pointe appliquée au développement technologique de la production et de la transformation de l'aluminium, a été retenu pour financement par le Fonds des initiatives nouvelles. Ce projet implique des chercheurs de l'UQAC, de l'Université Laval, de l'Université de Sherbrooke et de l'École de technologie supérieure, dans le cadre du Regroupement stratégique en recherche de l'aluminium (REGAL).

Vue aérienne du campus de l'UQAC.



Le pavillon de médecine et des sciences de la santé.

Le pavillon du Centre universitaire de recherche sur l'aluminium (CURAL).

Les partenariats et l'implication dans le milieu

Un nouveau projet a vu le jour avec la multinationale Alcan, sur la densification du « coke ». Le CURAL s'est également impliqué dans le développement d'un nouveau projet sur le carbone avec R et D Carbone (Suisse), Alouette, ABI, Unilab Carbone et le Centre de haute technologie.

Le personnel

En 2006-2007, l'Université du Québec à Chicoutimi a accueilli onze nouveaux professeurs. De plus, vingt et une autres personnes ont obtenu des postes de personnel non enseignant régulier. Par ailleurs, vingt-quatre employés ont quitté l'établissement pour prendre leur retraite.

Conformément à son Schéma directeur 2006-2011, l'Université a adopté une politique de reconnaissance de ses employés. En plus d'organiser des activités à caractère social, cette politique a permis la mise en opération de programmes pour l'achat d'ordinateurs et d'appareils de conditionnement physique par les employés. Très populaires, ces programmes sont les prémisses de nouvelles pratiques visant à reconnaître la contribution de l'ensemble du personnel au développement de l'établissement.

Les ressources matérielles et financières

Les deux réalisations marquantes ont été l'achèvement du pavillon CURAL, consacré à la recherche sur l'aluminium, et du pavillon de médecine et des sciences de la santé.

Le Service des technologies de l'information (STI) a travaillé à l'implantation de la carte à puce étudiante. Les premiers étudiants à en bénéficier sont les nouveaux inscrits, au printemps 2007.

Les activités internationales

Pour appuyer ses projets internationaux, l'UQAC compte sur des ressources permanentes au Maroc, en Chine, en Colombie et au Mexique, en plus d'une équipe à Chicoutimi, formée de personnel enseignant, qui assume des fonctions de coordination ou de gestion des programmes internationaux. En Chine, l'Université a débuté avec la délocalisation d'un programme de maîtrise en gestion de projet qui a accueilli 336 étudiants en 2006-2007. Le baccalauréat en informatique a été suivi par 215 étudiants dans une seule université chinoise, et on envisage atteindre le niveau de 400 étudiants d'ici deux ans, en plus des futures cohortes étudiantes en Art, qui s'ajouteront à la suite de la signature d'une nouvelle entente.

Le récent séjour en Chine d'une équipe de représentants de l'UQAC, accompagnée du maire de la ville de Saguenay, Jean Tremblay, a révélé au grand public la présence croissante de notre université sur la scène internationale.

Les événements marquants de l'année

L'Université du Québec à Chicoutimi a décerné, le 27 avril 2007, ses vingtième et vingt et unième doctorats *honoris causa* à Lucien Bouchard, juriste et homme

politique, et à Boutros Boutros-Ghali, ex-secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Mathieu Rouleau, finissant à la maîtrise en ingénierie, a remporté, en mars 2007, le grand prix C.F. Lucks Award de l'International Thermal Conductivity Conference pour la qualité de ses travaux, déterminant la résistance thermique et électrique de contact, réalisés en partenariat avec la multinationale Alcan.

Ramdane Younsi, du Groupe de recherche sur la thermotransformation du bois (GRTB), a reçu le prix de l'Association internationale des sciences et technologies, pour le développement (IASTED), lors de la 18e conférence internationale sur la modélisation et simulation, qui s'est tenue à Montréal, à la fin mai.

Le Prix d'excellence en gestion 2006, a été remis par l'Université du Québec à Hugues Paris et son équipe d'éco-conseillers, pour un projet particulièrement rassembleur localement.

Les perspectives d'avenir

Au total, en 2006-2007, l'Université comptait 1661 étudiants hors Québec, principalement répartis en Chine, au Maroc, en Colombie, au Liban et au Sénégal. À ce jour, l'Université a diplômé près de 2000 étudiants dans ces pays, et ce nombre est appelé à croître considérablement à court terme.

On a aussi procédé à la mise en place d'un groupe-conseil ayant pour mandat de définir de grandes thématiques pour les prochains métacours à élaborer. Six thèmes ont été retenus.

Michel Belley
Recteur

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À CHICOUTIMI

DIRECTION

MICHEL BELLEY
Recteur

FRANCINE BELLE-ISLE
Vice-recteur à l'enseignement et à la recherche

ANDRÉ DORION
Vice-recteur à l'administration et aux finances

MARTIN CÔTÉ
Secrétaire général

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président

MICHEL BELLEY*
Recteur

Membres

FRANCINE BELLE-ISLE*
Vice-recteur à l'enseignement et à la recherche

LAVAL BOULIANNE
Associé, Samson, Bélair, Deloitte & Touche

CAMILLE COUILLARD*
Directeur, Usine Saguenay, Alcan international

CHRISTIANE COURTOIS
Analyste recherchiste, Conseil Tribal Mamuitun

MONIQUE DEMERS*
Chargée de cours

ANDRÉ DORION*
Vice-recteur à l'administration et aux finances

GUILLAUM DUBREUIL
Étudiant

GILLES GAGNON*
Professeur

CAMIL LAFORGE
Directeur général, Fédération des caisses populaires Desjardins du Saguenay—Lac-Saint-Jean

JEAN-FRANÇOIS LALONDE*
Étudiant

LOUIS LEFEBVRE
Directeur général, Cégep de Saint-Félicien

ANDRÉ McCLURE
Retraité

JACINTHE VAILLANCOURT
Présidente, Consulte Station

RICHARD VÉZINA
Professeur

Secrétaire

MARTIN CÔTÉ
Secrétaire général

COMMISSION DES ÉTUDES

Président

MICHEL BELLEY
Recteur

Membres

FRANCINE BELLE-ISLE
Vice-recteur à l'enseignement et à la recherche

SIMON BOLDUC
Étudiant de premier cycle

NICOLE BOUCHARD
Doyenne des études de cycles supérieurs et de la recherche

DANIEL BRASSARD
Chargé de cours

DENIS BUSSIÈRES
Professeur

PIERRE COUSINEAU
Professeur

CAROLE DION
Doyenne des études de premier cycle

FRANÇOIS GAUDREAULT
Étudiant à temps partiel

DUYGU KOCAEFE
Professeur

ANDRÉ LECLERC
Professeur

ALEXANDRE LEMAY
Étudiant de premier cycle

ISABELLE LEMAY
Professeur

PIERRE LOSIER-CÔTÉ
Étudiant de premier cycle

SEREYRATH SRIN
Étudiant de deuxième cycle

MARIE TREMBLAY
Professeur

Ont également siégé en cours d'année :

GABRIEL FORTIER
Professeur

JEAN-MICHEL FORTIN
Étudiant

JOSYANN GUAY-COUTURE
Étudiante

CYNTHIA HOVINGTON
Étudiante

VINCENT MORIN
Professeur

Secrétaire

MARTIN CÔTÉ
Secrétaire général

* Membre du Comité exécutif

UQAR

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À RIMOUSKI

Parmi les réalisations de l'Université du Québec à Rimouski en 2006-2007, la construction d'un tout nouveau campus à Lévis est, sans équivoque, la plus importante et la plus tangible. D'autres éléments ont soulevé la fierté collective, notamment : les Prix d'excellence de l'Université du Québec reçus par deux professeurs, l'un en enseignement, l'autre en recherche ; la participation d'une équipe de l'Institut des sciences de la mer au volet scientifique de la mission du Sedna IV en Antarctique ; et la création de deux nouvelles chaires de recherche, en histoire littéraire et en génie de la conception.

Les programmes d'études et les étudiants

L'UQAR comptait 5429 étudiants à l'automne 2006, dont 45 % à Rimouski, 44 % à Lévis et 11 % ailleurs sur le territoire, et un nombre record de 237 étudiants provenant de 35 pays.

Plus de 300 récipiendaires étudiants se sont partagé plus de 2,3 millions de dollars en bourses d'études et de recherche.

Des changements ont été apportés aux programmes suivants : le baccalauréat en informatique est maintenant orienté vers le « Génie logiciel de l'Internet », le certificat en informatique est modifié en certificat en commerce électronique ; un nouveau profil en musique a été ajouté au baccalauréat en enseignement secondaire, en collaboration avec le Conservatoire de musique de Rimouski ; enfin, le programme en génie comprend un nouveau cheminement avec stage.

Les étudiantes Manon Morrissette et Ursule Boyer-Villemaire ont remporté des prix dignes de mention.

Au total cette année, l'Université a remis leur diplôme à 10 étudiants au doctorat, 124 à la maîtrise et 681 au baccalauréat. Pour la première fois, une étudiante a soutenu une thèse de doctorat au campus de Lévis, en éducation.

Cette année encore, nos étudiants se sont distingués à de nombreuses occasions, notamment : Médaille d'or de l'Ordre des CGA du Québec, 1er et 2e prix du concours Spécial Cas (Ordre des comptables agréés du Québec), Prix du jury dans le Concours de vulgarisation scientifique de l'Université du Québec, meilleure affiche étudiante lors d'un congrès en sciences de la mer à Terre-Neuve, prix au Concours québécois en entrepreneuriat, etc.

Parmi les réalisations étudiantes, on compte la mise sur pied de l'Association des maîtres en gestion de projets au campus de Lévis, qui a pour but d'établir des liens entre étudiants et diplômés actifs sur le marché du travail, et la création à Rimouski d'un Centre entrepreneurial étudiant. En génie, des étudiants se sont de nouveau inscrits au concours Mini-Baja, soit la construction d'un véhicule pouvant se déplacer sur terrains accidentés.

La recherche et la formation des chercheurs

Les octrois de recherche ont totalisé plus de 10 millions de dollars. Deux nouvelles chaires de recherche ont vu le jour : l'une en histoire littéraire, dirigée par Claude La Charité, l'autre en génie de la conception, sous la gouverne de Jean Brousseau et Abderrazak El-Ouafi. La Fondation canadienne pour l'innovation ainsi que le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) ont appuyé la première en accordant des subventions pour la mise sur pied d'un centre de documentation en histoire littéraire. La seconde est soutenue par le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada (CRSNG) dont la contribution, étalée sur cinq ans, permet aux étudiants et professeurs de réaliser des projets de conception en partenariat avec l'industrie.

Dans le cadre de l'Année polaire internationale (2007-2008), divers projets ont été supportés : le Programme de chaires de recherche du Canada octroyant des fonds pour le renouvellement de la Chaire de recherche sur la conservation des écosystèmes nordiques ; le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien appuyant financièrement l'Université dans le cadre du Programme de formation scientifique dans le Nord.

La Chaire de recherche sur le développement régional et territorial est maintenant dirigée par une nouvelle professeure, Marie-José Fortin.

Un professeur de l'ISMER a mis au point un réseau de bouées satellitaires permettant de localiser les baleines.

L'Université participe à un vaste projet international (BAR CODE) qui vise à caractériser et positionner chacune des espèces animales et végétales sur la planète pour leur attribuer chacune un code-barres.

Nos chercheurs ont fait tourner les presses, en publiant notamment : *La déficience intellectuelle : savoirs et perspectives d'action*, *le Guide pratique des stratégies d'enseignement et d'apprentissage* et *L'homme biotech : humain ou posthumain ?*

Les partenariats et l'implication dans le milieu

Associé à l'UQAR, le nouveau Centre de recherche sur les milieux insulaires et maritimes (CERMIM) a vu le jour. Une étude sur la coopération et le développement socioéconomique aux Îles-de-la-Madeleine a été entreprise.

À l'été 2007, la Fondation de l'UQAR avait déjà recueilli plus de 5 millions de dollars dans le cadre de la Campagne majeure de financement 2006-2010, sur un objectif de 11 millions de dollars. Dans ce contexte, Hydro-Québec a remis un don qui servira à financer une recherche sur l'acceptabilité sociale des développements éoliens dans les collectivités locales.

L'Université est devenue partenaire du Centre CORUS à Murdochville, une infrastructure dédiée à l'étude des différents aspects entourant l'énergie éolienne en milieu nordique. Une journée de formation sur l'énergie éolienne ainsi qu'un colloque se sont également déroulés à l'UQAR.

La construction d'un nouveau campus à Lévis est la réalisation la plus importante et la plus tangible.

Plusieurs colloques ont eu lieu à l'Université traitant de sujets aussi variés que le développement régional, le suicide assisté, la didactique des mathématiques, l'adaptation scolaire et sociale, le développement et l'analyse des problèmes sociaux, les préoccupations environnementales dans les universités, le futur de nos ressources, la géographie, l'histoire, l'aquaculture, etc.

Le personnel

L'Université du Québec a remis ses Prix d'excellence à deux professeurs de l'UQAR. Bernard Hétu (géographie) a reçu le Prix en enseignement (volet réalisation) pour avoir initié le programme de mobilité MobilUQ, qui permet à des étudiants en géographie du réseau de l'Université du Québec de se familiariser avec les réalités du terrain dans le Bas-Saint-Laurent, en Gaspésie et sur la Côte-Nord. Claude La Charité (littérature) a reçu le prix en recherche pour la mise sur pied de la Chaire de recherche du Canada en histoire littéraire.

Spécialiste en océanographie du milieu nordique, Michel Gosselin a reçu la Distinction Alcide-C.-Horth. Le professeur en gestion des ressources maritimes James Wilson a été nommé conseiller scientifique à l'Institut universitaire européen de la mer. R'Kia Laroui, professeure en éducation, a été nommée au comité-conseil sur l'intégration et l'accommodement raisonnable en milieu scolaire. Le professeur de sociologie Bruno Jean a été nommé membre d'un comité consultatif de la Commission de l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois. La professeure en gestion Berthe A. Lambert a été nommée au Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture. Denis Boisvert, directeur de la bibliothèque, a été nommé président de l'Association des sciences et des techniques de la documentation (ASTED).

Huit membres du personnel ont célébré leurs 25 ans de service alors que seize membres du personnel ont pris leur retraite cette année.

Deux nouvelles chaires de recherche ont vu le jour, l'une en histoire littéraire, dirigée par Claude La Charité, l'autre en génie de la conception, sous la gouverne d'Abderrazak El-Ouafi et de Jean Brousseau.

Une équipe de l'ISMER-UQAR était responsable du volet scientifique de la mission du Sedna IV en Antarctique. Gustavo Ferreyra et Serge Demers sont ici avec Damian Lopez et Sébastien Roy, les deux étudiants qui étaient à bord du voilier.

Le Centre entrepreneurial étudiant de l'UQAR a été honoré par le Concours québécois en entrepreneuriat.

Les ressources matérielles et financières

Pour l'année 2006-2007, l'Université avait un budget de fonctionnement de 54,6 millions de dollars, soit une augmentation des revenus de 10 % par rapport à 2005-2006. Parmi les principaux éléments ayant contribué à cette hausse, on note un investissement supplémentaire de 3,4 millions de dollars du gouvernement du Québec et des ajustements des subventions pour les frais indirects à la recherche. Le réinvestissement du gouvernement québécois a permis à l'UQAR d'investir 1 million de dollars dans le renouvellement des équipements scientifiques et dans les ressources technologiques et documentaires pour l'enseignement. Ajoutons que l'Université a terminé l'année 2006-2007 avec un léger surplus. Le déficit accumulé s'élève à 6,5 millions de dollars, ce qui représente 11 % des revenus.

Le nouveau campus de l'UQAR à Lévis a été construit sans dépassement budgétaire et dans les délais prévus. Le 4 juin 2007, le promoteur du projet de construction, le Groupe Brochu-Tanguay, a remis les clés de l'édifice à une direction institutionnelle très heureuse de la qualité de construction de ce nouveau bâtiment de 14 400 m² qui fera la fierté de toute la population de la région de Chaudière-Appalaches, tant pour sa conception architecturale que pour sa préoccupation écologique.

Grâce à une subvention spéciale du gouvernement du Québec, le Département des sciences infirmières a pu aménager et garnir d'équipements de nouveaux laboratoires sur les campus de Rimouski et de Lévis.

On a procédé à l'inauguration du laboratoire de toxicologie marine et de radiomarquage à la station aquicole de Pointe-au-Père, grâce à un investissement des deux paliers de gouvernement.

Enfin, la technologie sans fil pour Internet a été déployée dans les aires communes des deux campus, et le portail-étudiants a été implanté.

Les activités internationales

Une équipe de l'ISMER-UQAR était responsable du volet scientifique de la mission du Sedna IV en Antarctique. Deux étudiants étaient à bord du voilier, où ils ont travaillé pendant plusieurs mois dans des conditions difficiles.

Associé à l'UQAR, le Centre de recherche sur les milieux insulaires et maritimes (CERMIM) a vu le jour aux Îles-de-la-Madeleine.

Devant, le doyen Denis Rajotte et le recteur Michel Ringuet annoncent l'arrivée d'un profil d'enseignement de la musique à l'UQAR, en compagnie du directeur du Conservatoire de musique de Rimouski, Benoit Plourde, au centre.

Un laboratoire de toxicologie marine et de radiomarquage a été inauguré à la station aquicole de Pointe-au-Père.

Douze ententes de coopération internationale ont été signées au cours de l'année. Des représentants chinois ont notamment visité l'Université du Québec à Rimouski pour établir une collaboration en matière de recherche en sciences de la mer dans les milieux polaires. À leur tour, des gens de l'Université se sont rendus en Chine. Aussi, un protocole de mobilité étudiante dans les programmes de maîtrise en gestion des personnes en milieu de travail a été conclu avec l'Université Catholique de l'Ouest de France.

Les perspectives d'avenir

Le financement des universités à long terme, le renouvellement du personnel et la décroissance démographique en région sont autant de facteurs d'inquiétude. Néanmoins, les raisons de se réjouir ne manquent pas : un budget équilibré, du succès dans le recrutement étudiant, des octrois de recherche bien ancrés dans nos créneaux, un tout nouveau campus à Lévis, et une belle reconnaissance du milieu pour la qualité de nos interventions.

Michel Ringuet
Recteur

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À RIMOUSKI

DIRECTION

MICHEL RINGUET
Recteur

DANIEL BÉNÉTEAU
Vice-recteur aux ressources humaines et à l'administration

DANIEL R. ROUSSE
Vice-recteur au campus de Lévis

JEAN FERRON
Vice-recteur à la formation et à la recherche

ALAIN CARON
Secrétaire général

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président

PAUL-EUGÈNE GAGNON*
Retraité

Membres

DANIEL BÉNÉTEAU*
Vice-recteur aux ressources humaines et à l'administration

JEAN-FRANÇOIS BOUTIN
Professeur

JEAN FERRON*
Vice-recteur à la formation et à la recherche

RKIA LAROUI*
Professeure

JEAN-PAUL MORIN
Consultant en gestion des ressources humaines

MICHEL PARÉ*
Comptable agréé, associé et responsable du Département d'insolvabilité, Lemieux Nolet

MARTIN PELLETIER
Étudiant

MICHEL RINGUET*
Recteur

MARIE-PIERRE SIMARD*
Étudiante

LOUIS ST-LAURENT
Directeur général CIEU-FM

JACQUES THÉRIAULT
Chargé de cours

Personnes convoquées

ALAIN COUETTE
Directeur de la planification et de l'ingénierie des réseaux, TELUS Québec

SERGE DESSERS
Directeur ISMER

MARIE-THÉRÈSE BRUNELLE
Directrice du Service des communications

DENIS OUELLET
Président, SCFP, section locale 1575

DANIEL R. ROUSSE
Vice-recteur au campus de Lévis

YVAN ROUX
Professeur

Ont également siégé en cours d'année :

JENNIFER GAUTHIER
Étudiante

CHRISTIANE HARDY
Directrice générale, Cégep de La Pocatière

Secrétaire

ALAIN CARON
Secrétaire général

Attachée d'assemblée

CLAUDETTE BÉDARD

COMMISSION DES ÉTUDES

Président

MICHEL RINGUET
Recteur

Membres

FRANCIS BELZILE
Professeur

LOUISE BÉRUBÉ
Chargée de cours

THOMAS BUFFIN-BÉLANGER
Professeur

VINCENT COUSIN
Étudiant

JOANE DENEAULT
Professeure

MYRA-CHANTAL FABER
Étudiante

JEAN FERRON
Vice-recteur à la formation et à la recherche

RÉGIS FORTIN
Professeur

ALEXANDRE GAGNÉ
Étudiant

HUBERT GASCON
Professeur

KARINE HÉBERT
Professeure

MAXIME JEAN
Étudiant

FERNANDO OUELLET
Professeur

JEAN-PIERRE OUELLET
Doyen des études de cycles supérieurs et de la recherche

GINETTE PELLETIER
Chargée de cours

MARTIN PELLETIER
Étudiant

LOUIS-CHARLES RAINVILLE
Étudiant

DENIS RAJOTTE
Doyen des études de premier cycle

JEAN-SIMON TALBOT
Étudiant

Personnes convoquées :

PHILIPPE HORTH
Registraire

DANIEL R. ROUSSE
Vice-recteur au campus de Lévis

Ont également siégé en cours d'année :

YVON BOUCHARD
Doyen des études avancées et de la recherche

MARC-ANDRÉ DESCHÊNES
Étudiant

MARIE-MAUDE GAMACHE
Étudiante

JENNIFER GAUTHIER
Étudiante

CLAUDE LA CHARITÉ
Professeur

BERTHE A. LAMBERT
Professeure

MAGALIE MOREL
Étudiante

SUZAN TAYLOR
Étudiante

Secrétaire

ALAIN CARON
Secrétaire général

Attachée d'assemblée

CLAUDETTE BÉDARD

* Membre du Comité exécutif

UQO
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN OUTAOUAIS

L'Université du Québec en Outaouais a connu une année de croissance qui s'est concrétisée, entre autres, par une augmentation des activités de recherche, le développement de nouveaux programmes porteurs pour l'Outaouais et les Laurentides ainsi que la réalisation de travaux majeurs d'infrastructure qui témoignent de son expansion rapide.

Le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, Jean-Marc Fournier, était de passage à l'UQO, en septembre 2006, pour annoncer une subvention de 14 millions de dollars pour des travaux d'agrandissement du pavillon Alexandre-Taché. Sur la photo : Benoit Pelletier, ministre responsable de l'Outaouais et député du comté de Chapleau; Jean Vaillancourt, recteur; Marlène Thonnard, présidente du Conseil d'administration de l'UQO; le ministre Jean-Marc Fournier; Norman MacMillan, député de Papineau; et Roch Cholette, député de Hull, avec la maquette de l'édifice qui sera construit.

Les programmes d'études et les étudiants

L'UQO a lancé, à l'automne 2006, deux nouveaux programmes de doctorat autonomes, soit le doctorat en sciences sociales appliquées et le doctorat en sciences et technologies de l'information. L'offre de ces programmes constitue un jalon essentiel dans le développement des études de cycles supérieurs à l'Université du Québec en Outaouais. De plus, elle a obtenu l'autonomie de son programme de baccalauréat en psychologie, une étape importante dans son projet de création d'un programme autonome de doctorat en psychologie.

L'Université a poursuivi le développement de programmes en fonction de son document de planification Horizon 2012. Ainsi, elle a créé un nouveau programme dans le secteur du droit, soit le certificat en droit de l'entreprise et du travail, offert dès l'automne 2007. Pour faire suite à l'évaluation périodique des programmes dans le secteur des arts et du design, l'Université a aussi renouvelé sa programmation en arts et ajouté une formation en cybermuséologie. Elle a également poursuivi l'implantation de programmes à son centre d'études universitaires à Saint-Jérôme.

Dans le but de mieux accueillir, informer et soutenir les étudiants en provenance de l'extérieur du Canada, l'Université a créé le Bureau des étudiants et des échanges internationaux qui a débuté ses activités à la rentrée 2006. Par ailleurs, elle est fière de ses étudiants qui ont pris part à diverses compétitions interuniversitaires et qui se sont distingués par leur performance et leur esprit d'équipe.

La recherche et la formation de chercheurs

L'année 2006-2007 a été particulièrement fertile sur le plan du financement de la recherche. Les professeurs, les étudiants aux cycles supérieurs et les stagiaires postdoctoraux ont obtenu un taux de réussite enviable pour le financement de la recherche aux concours des organismes subventionnaires fédéraux et provinciaux.

Mentionnons, à titre d'exemple, l'octroi d'une subvention en cyberpsychologie d'une valeur de près de 3 millions de dollars en provenance de la Fondation canadienne pour l'innovation et du gouvernement du Québec en vue de faire l'acquisition d'équipements de pointe, dont une voûte immersive. Cette subvention constitue une étape déterminante dans la consolidation de ce créneau d'excellence.

De plus, la tenue en mai 2006, du colloque international « Terminologie : approches transdisciplinaires » a permis de rassembler quelque 250 experts internationaux dans le domaine de la terminologie.

D'autres secteurs d'expertise en recherche sont en développement, dont le Groupe interdisciplinaire de recherche et de développement en soins infirmiers et en service de santé qui témoigne du dynamisme et de l'expertise de nos chercheurs dans le domaine de la prévention et de la promotion de la santé.

Les partenariats et l'engagement dans le milieu

Un profil avec stage coopératif a été mis en œuvre cette année à la maîtrise en gestion de projet, permettant aux étudiants de réaliser des stages auprès d'employeurs de la région.

Plusieurs nouveaux partenariats de formation continue et de recherche en développement régional ont été initiés avec des organismes du milieu, dont la Chambre des communes, Développement économique Canada, et Emploi Québec.

L'Université a participé activement aux processus de concertation régionale pour l'établissement des priorités de la planification stratégique de la Conférence régionale des élus de l'Outaouais, ainsi que pour l'élaboration des deux plans d'action de développement régional du programme québécois ACCORD (Industrie de la langue et Production et transformation du bois de type feuillu). Elle constitue d'ailleurs un pôle d'excellence avec le Centre de recherche en technologies langagières, inauguré en mai 2006, qui accueille déjà plus d'une cinquantaine d'experts du Conseil national de recherches du Canada, du Bureau de traduction du Canada et de l'Université du Québec en Outaouais ainsi que trois entreprises qui y réalisent des projets conjoints de recherche.

Jean Gervais, professeur au Département de psychoéducation et de psychologie, récipiendaire du Prix de la Ministre dans la catégorie « multimédia » pour la conception de l'outil pédagogique *Aux origines de l'agression : le guide interactif pour observer, comprendre et intervenir*, en compagnie de Hélène P. Tremblay, sous-ministre adjointe à l'enseignement supérieur.

Afin de mieux coordonner les différentes actions régionales en matière d'innovation, l'Université a mis sur pied le Forum recherche-innovation Outaouais avec le Cégep de l'Outaouais et le Collège Heritage.

L'Université maintient des liens étroits avec la communauté d'affaires d'Ottawa-Gatineau, un programme destiné à former les leaders de demain a été déployé en partenariat avec l'Université d'Ottawa et le Regroupement des gens d'affaires. Elle y a organisé une série de conférences dans le domaine de la gestion technologique, en partenariat avec l'Ottawa Centre for Research and Innovation.

Le personnel

En 2006-2007, l'Université a consolidé les effectifs à Saint-Jérôme en embauchant huit nouveaux employés

Le Centre de recherche en technologies langagières : un pôle d'excellence en recherche à l'UQO.

pour mieux répondre aux besoins de ses étudiants de plus en plus nombreux dans les Laurentides. Par ailleurs, l'année a été marquée par la nomination de nouveaux cadres : Jean Boileau, directeur des communications et du recrutement; Robert Bondaz, registraire; Linda DuPont, adjointe au secrétaire général et conseillère juridique; Murielle Laberge, doyenne de la gestion académique; Hélène Larouche, directrice du Service de la bibliothèque, et Luc Maurice, secrétaire général.

Lucie Frechette, professeure au Département de travail social et des sciences sociales, introduite au Cercle d'excellence de l'UQ en 2006.

Parmi les distinctions attribuées cette année aux membres du corps professoral, Jean Gervais, professeur au Département de psychoéducation et de psychologie, a reçu le Prix de la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport 2006-2007 au premier cycle de l'enseignement universitaire, ainsi que le Prix professionnel 2007 en psychoéducation décerné par l'Ordre des conseillers d'orientation et des psychoéducateurs du Québec.

Les ressources matérielles et financières

Le ministre de l'Éducation du Loisir et du Sport, Jean-Marc Fournier, a annoncé, en septembre 2006, une subvention de 14 millions de dollars pour l'agrandissement du campus Alexandre-Taché. Ces nouveaux locaux accueilleront les départements des sciences infirmières, des relations industrielles, de psychologie et de psychoéducation de même que de nouveaux laboratoires en sciences infirmières et en cyberpsychologie. De plus, dès le mois d'août 2007, la communauté universitaire pourra profiter de plus d'espace à la bibliothèque et à la cafétéria. L'ouverture officielle des nouveaux locaux est prévue pour janvier 2008.

En décembre 2006, une centaine d'étudiants de l'UQO se sont partagé plus de 100 000 $ en bourses d'études et d'excellence de la Fondation. L'UQO est fière de ses étudiants qui participent à des compétitions interuniversitaires. À l'occasion de la 15e édition du Happening Marketing, des étudiantes de l'UQO célèbrent leur deuxième position.

Les activités internationales

L'Université accueille chaque année 250 étudiants internationaux à qui on offre le programme de maîtrise en gestion de projet en République dominicaine (en espagnol) et en France. En 2006-2007, l'UQO a signé une nouvelle entente de partenariat avec la Banque de développement agricole de Chine dans le domaine de la gestion de projet et quatre ententes de coopération universitaire avec des établissements français, marocains et mexicains. L'Université a aussi offert une formation en vérification informatique en Afrique, dans le cadre d'un projet de l'ACDI. Un autre projet majeur de l'ACDI se poursuit au Chili en psychoéducation, en partenariat avec l'Université de la Frontera.

Plusieurs étudiants de l'Université ont profité d'un programme d'ententes bilatérales et du programme d'échanges d'étudiants de la CREPUQ pour poursuivre une partie de leurs études à l'étranger.

Les événements marquants de l'année

Avec l'élargissement de la programmation, la croissance rapide des effectifs étudiants et le développement accéléré des activités de recherche, l'annonce du gouvernement du Québec de financer les travaux majeurs d'infrastructure du pavillon Alexandre-Taché vient soulager le manque d'espace chronique dont souffre notre établissement depuis plusieurs années et lui donne un nouvel élan pour centraliser tous ses effectifs sur un seul campus à Gatineau.

Par ailleurs, à la suite d'une vaste consultation publique menée au cours de l'année, l'Université s'est dotée d'une nouvelle politique linguistique qui stipule clairement qu'elle est une université publique de langue française qui privilégie l'usage du français dans ses relations avec ses partenaires et se préoccupe de la qualité de la langue dans l'ensemble de ses interventions. L'UQO entend continuer à miser sur les atouts que lui vaut sa situation frontalière avec la capitale canadienne, et agir en promoteur de la qualité de la langue française en Outaouais ainsi que dans l'ensemble des sites où elle offre des programmes.

Les perspectives d'avenir

Au cours des prochaines années, un des enjeux importants sera le développement du secteur des sciences naturelles. Le protocole d'entente signé avec l'Institut québécois d'aménagement de la forêt feuillue constitue la pièce centrale de cette stratégie. Ce dossier revêt un caractère particulièrement significatif étant donné que l'industrie forestière est l'un des principaux secteurs économiques de l'Outaouais.

Le développement du campus de Saint-Jérôme constitue un autre défi, tant sur le plan des infrastructures que sur le plan organisationnel, compte tenu de la croissance rapide des activités d'enseignement qui s'y déroulent.

En terminant, l'Université, en collaboration avec ses partenaires régionaux, contribue à trouver une solution à la pénurie de personnel qualifié dans les secteurs de la santé et de l'éducation. Ce défi s'inscrit directement dans sa mission de prendre part au développement social et économique de sa région.

Jean Vaillancourt
Recteur

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN OUTAOUAIS

DIRECTION

JEAN VAILLANCOURT
Recteur

DENIS DUBÉ
Vice-recteur à l'enseignement et à la recherche

HÉLÈNE GRAND-MAÎTRE
Vice-rectrice à l'administration et aux ressources

LUC MAURICE
Secrétaire général

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Présidente :

MARLÈNE THONNARD*
Directrice générale de la Commission scolaire des Hauts-Bois-de-l'Outaouais

Membres :

MARC AUBÉ
Chargé de cours

MICHEL BLANCHETTE
Professeur

ÉLODIE BLEYAERT*
Étudiante

LISETTE BLOUIN MONFILS
Représentante des diplômés / conseillère stratégique en ressources humaines

LUC CHAPUT
Professeur

CLAUDE J. CHÉNIER
Représentant des collèges, directeur général du Collège Heritage

DENIS DUBÉ
Vice-recteur à l'enseignement et à la recherche

PIERRETTE DUPONT-ROUSSE*
Avocate retraitée

CLAUDETTE GATIEN*
Directrice des services communautaires, Centre de santé et de services sociaux de Gatineau, retraitée

HÉLÈNE GRAND-MAÎTRE*
Vice-rectrice à l'administration et aux ressources

ÉTIENNE SIMARD
Étudiant

JEAN-FRANÇOIS SIMARD*
Professeur

JEAN VAILLANCOURT*
Recteur

CLAIRE VAIVE
Enseignante retraitée

Secrétaire :

LUC MAURICE
Secrétaire général

COMMISSION DES ÉTUDES

Président :

JEAN VAILLANCOURT
Recteur

Membres :

PATRICE BABINEAU
Chargé de cours

LOUISE BRUNETTE
Directrice de module

DAVID CLÉMENT
Étudiant

DENYSE CÔTÉ
Professeure

FRANÇOIS DESCHÊNES
Doyen de la recherche

DENIS DUBÉ
Vice-recteur à l'enseignement et à la recherche

TOUSSAINT FORTIN
Doyen des études par intérim

MARIE GÉRIN
Chargée de cours

MICHAL IGLEWSKI
Directeur de département

CATHERINE LANARIS
Professeure

JEAN-PIERRE LÉVY MANGIN
Professeur

MARTINE MAYRAND-LECLERC
Professeure

ALEXANDRE TREMBLAY
Étudiant

A également siégé en cours d'année :

JEAN-MARIE BERGERON
Doyen des études

Secrétaire

LUC MAURICE
Secrétaire général

* Membre du Comité exécutif

UQAT

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

L'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT) souligne quelques facteurs de développement rapide : l'augmentation de l'effectif étudiant, notamment aux cycles supérieurs, l'amélioration et l'accroissement du patrimoine académique ainsi que l'ajout de partenariats. Cette croissance résulte de mesures et d'actions dynamiques des professeurs et des chercheurs, et de l'engagement du personnel administratif et professionnel.

Des élèves et des étudiants des trois ordres scolaires dévoilent le résultat de la troisième campagne de financement de la Fondation.

Les programmes d'études et les étudiants

Le nombre d'inscriptions d'étudiants croît depuis 2001, notamment avec l'arrivée de groupes provenant de la Chine et du Maroc, et de l'ouverture de programmes dans d'autres localités dont Mont-Laurier.

De nouveaux programmes créés en 2006-2007, répondront aux besoins exprimés par la population : un certificat en soins infirmiers cliniques, complètement médiatisé et offert à distance; un microprogramme de premier cycle en examen clinique; un microprogramme en études autochtones; et un programme de maîtrise en art-thérapie, la première maîtrise autonome offerte par l'Université.

La commission des études a soumis deux programmes pour approbation qui auront beaucoup d'incidence sur le développement : un programme de majeure en création 3D et un programme conjoint de maîtrise réseau en gestion durable des écosystèmes forestiers, ce dernier résultant des travaux du chantier en foresterie mis sur pied par l'Université du Québec.

L'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue s'est dotée d'une stratégie d'intervention sur la mission d'enseignement et de recherche auprès des Premières Nations, donnant naissance à l'Unité de formation et de développement des programmes autochtones (UFDPA), et a défini les formules d'accompagnement étudiant pendant le cheminement vers la diplomation.

La recherche et la formation de chercheurs

La Chaire industrielle CRSNG-Polytechnique-UQAT a bénéficié d'un renouvellement de son programme de recherche grâce à une subvention de 3,25 millions de dollars pour les cinq prochaines années s'ajoutant à un investissement de 1,625 million de dollars des entreprises minières et du fonds du ministère des Ressources naturelles et de la Faune, ce qui confirme la notoriété acquise de ses professeurs-chercheurs.

L'Unité de recherche et de développement en agroalimentaire en Abitibi-Témiscamingue poursuivra ses travaux sur trois ans pour doter la région d'une filière de production bovine fondée sur un produit à valeur ajoutée. Développement économique Canada injecte 3,9 millions de dollars sur les 8,9 millions nécessaires à la recherche, au transfert technologique et à la commercialisation d'un bœuf à l'herbe.

Le Conseil de la recherche en sciences humaines a soutenu des projets d'une valeur totale de 2,450 millions de dollars portant sur les facteurs déterminants de la qualité des relations entre autochtones et non-autochtones dans les villes de taille moyenne, sur les réseaux stratégiques des connaissances dans le domai-

ne des sciences humaines et sociales, et sur les partenariats de recherche avec des organismes cris, algonquins et inuits. De son côté, les Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC) soutiennent une recherche visant l'engagement d'une communauté algonquine envers la santé et le bien-être des enfants.

La Fondation canadienne pour l'innovation (FCI) s'implique dans un projet de mise en service d'un laboratoire de biomatériaux visant la valorisation et la caractérisation des systèmes de construction en bois. Le Conseil de recherches en sciences naturelles et de génie du Canada (CRSNG) a renouvelé son financement pour le projet « Accès sans fil très large bande pour milieux confinés ».

Au chapitre des événements de transfert des connaissances, la Chaire industrielle CRSNG-UQAT-UQAM en aménagement forestier durable a tenu deux importants colloques en cours d'année : l'un sur la régénération en forêt boréale, au mois d'octobre 2006, et l'autre sur le suivi de l'état des forêts, en juin 2007. En mai 2007, à Val d'Or, sous le thème « Traditions, culture et modernité », le cinquième colloque des Premières Nations a attiré 250 personnes. Toujours en mai, l'Université a reçu des sommités en mathématiques, en organisant le premier séminaire international de didactique des mathématiques, et la Chaire Desjardins en développement des petites collectivités a réuni plusieurs intervenants afin d'approfondir les formules d'animation des milieux ruraux. De plus, elle a organisé son troisième colloque sur l'eau souterraine à Amos, dans le but de comprendre et de protéger la ressource. Contact 2006, un deuxième colloque technologique sur les outils de production audiovisuelle et sur la diffusion en vidéoconférence, s'est tenu à l'Université, en août 2006.

Quelques-uns des étudiants chinois en multimédia au cours d'une célébration du Nouvel An chinois au campus de Rouyn-Noranda. Serge Bastien, président de la Société de l'eau souterraine d'Abitibi-Témiscamingue, et Johanne Jean, rectrice de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue, ont signé une entente qui fait des deux organismes des partenaires privilégiés.

Réjean Parent, président, et Francis Provencher, vice-président, sont à l'origine de l'Association des MBA de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec (AMBAATNQ). Elle sera un lien de rencontre pour les quelque 80 MBA recensés dans la région, qu'ils soient diplômés de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT) ou d'autres universités. Pierre Corbeil, ministre des Ressources naturelles et de la Faune, Johanne Jean, rectrice, Fernand Trahan, maire de Val-d'Or, Marie-Josée Croteau, présidente du comité consultatif des Premières Nations de l'UQAT et Daniel Marcotte, directeur général du Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue, au moment de l'annonce de la contribution du gouvernement québécois au financement du pavillon des Premières Nations.

Les partenariats et l'implication dans le milieu

À chaque étape de son développement, l'Université négocie une association, une entente ou un partenariat avec d'autres universités, les gouvernements, les entreprises et les organismes publics de même que les milieux sociopolitiques et communautaires de son territoire.

En ouvrant un centre à Mont-Laurier, elle s'est associée à plusieurs chefs de file du milieu en créant une Corporation de développement de l'enseignement supérieur, une formule ayant cours sur les cinq territoires des municipalités régionales de comté (MRC) de l'Abitibi-Témiscamingue.

L'Université s'est aussi associée avec les dirigeants de la Société de l'eau souterraine de l'Abitibi-Témiscamingue pour développer un programme de recherche sur les eaux souterraines (eskers).

Des partenariats ont été signés avec des universités de Chine pour l'accueil d'étudiants au programme de baccalauréat en multimédia, et du Maroc pour l'accueil d'étudiants au baccalauréat en génie électromécanique et en sciences de la gestion.

Le personnel

Le tableau d'honneur regorge d'initiatives professorales couronnées de succès. Samuelle Ducrocq-Henry (multimédia) s'est vue attribuer le prix spécial du jury du Prix Möbius international des multimédias pour *Le Bestiaire*

BERNARD PELLETIER

ANNIE BOUDREAU

À GAUCHE : Linda Perron-Beauchemin, nouvelle directrice du campus de l'UQAT à Amos. À DROITE : Isabelle Gaumond détient le premier doctorat en sciences cliniques conféré par l'UQAT. Le sujet de la thèse de la nouvelle docteure est *Douleur et analgésie : le rôle des hormones sexuelles*.

BERNARD PELLETIER

Dans l'ordre habituel, Édith Cloutier, présidente du conseil d'administration de l'UQAT, Jean-Pierre Blackburn, ministre du Travail du Canada, Johanne Jean, rectrice, et Carole Lafrenière, coordonnatrice du projet Boeuf en Or.

immersif sur cédérom, qui a été présenté au Musée Juste pour rire et au Festival du nouveau cinéma de Montréal. Le Grand Prix d'excellence et le Prix innovation technologique de l'Association nationale des établissements en réadaptation en déficience physique ont été décernés à Réal Bergeron, Bernard Harvey et Martine Cournoyer, auteurs d'ouvrages exceptionnellement bien réussis en faveur des jeunes non voyants et leurs accompagnants. Pierrette Doré (sciences de la gestion) a obtenu la plus haute distinction du concours d'étude de cas de l'Association canadienne des professeurs de comptabilité pour son cas de planification fiscale du projet « Bois de veine inc. ». Enfin, Janet Mark, agente de liaison au service des Premières Nations, a été admise au Cercle d'excellence de l'Université du Québec.

L'université a accueilli à son campus d'Amos la nouvelle directrice, Linda Perron-Beauchemin, qui a fait carrière en enseignement et en direction d'établissement scolaire.

Les professeurs Michel Aubertin et Bruno Bussière, à l'avant-plan, et leur équipe ont obtenu en quelques années seulement une reconnaissance internationale de leur expertise en environnement minier.

ANNIE BOUDREAU

Dans l'ordre habituel : Joel Paquet, Sébastien Lacharite, Myriam Desbiens et David Gingras, gagnants du premier prix de l'épreuve du génie-conseil de la Compétition québécoise d'ingénierie 2007.

BERNARD PELLETIER

Les ressources matérielles et financières

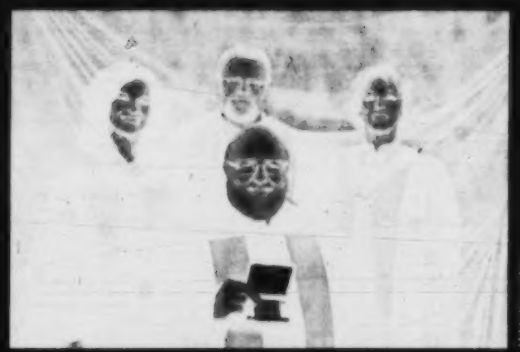
La communauté universitaire et les étudiants des Premières Nations ont chaudement applaudi la décision des gouvernements fédéral et provincial, par la voix des ministres Jean-Pierre Blackburn et Pierre Corbeil, d'investir dans l'agrandissement du campus de Val-d'Or par la construction d'un pavillon des Premières Nations qui sera livré en 2009, une étape importante confirmant le rôle de l'Université dans la formation des étudiants autochtones.

Grâce à la collaboration de la Caisse Desjardins de Rouyn-Noranda, l'Université s'est dotée d'une salle moderne pour la vidéoconférence, compte tenu de l'importance de la formation à distance et des communications des groupes de recherche.

Elle a terminé l'exercice 2006-2007 avec un léger surplus après avoir composé avec un important déficit en 2005-2006, pour garantir l'offre de formation et de services aux Premières Nations. Cet équilibre a été facilité par l'injection de nouveaux fonds du gouvernement du Québec.

La Fondation de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (FUQAT) a clôturé sa troisième campagne quinquennale de financement avec un résultat impressionnant de 13,329 millions de dollars. Malgré les

Au centre, Roger Gauthier, récipiendaire de la quatrième médaille d'honneur de l'UQAT, est entouré par la présidente Édith Cloutier, du vice-recteur à l'enseignement et à la recherche, Denis Martel, et de la rectrice Johanne Jean.



ANNIE BOUDREAU

conjonctures cahoteuses dans l'économie de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec, 4972 entreprises et individus ont souscrit à leur fondation universitaire, un apport remarquable pour un bassin de population comptant 170 000 personnes au total.

Perspectives d'avenir

En 2007-2008, l'accent sera mis sur le recrutement, la rétention et la réussite étudiante afin de maintenir la courbe ascendante observée depuis 2001. L'université se trouvant en plein développement de ses clientèles, entend encourager la venue d'autres groupes d'étudiants d'origine étrangère et offrir des programmes exclusifs hors région. L'objectif fixé de 1500 EETP dans le plan de développement 2003-2008 est maintenant dépassé, mais l'Université doit augmenter sans cesse le nombre et la qualité de ses diplômés. Cette augmentation de ressources étudiantes et professorales crée une pression importante sur les espaces d'enseignement et de recherche. La direction entend donc consacrer beaucoup d'énergie pour augmenter son parc immobilier à Rouyn-Noranda, principalement par l'agrandissement du campus et la construction de résidences étudiantes, et en Abitibi-Ouest ainsi qu'au Témiscamingue, par l'aménagement de laboratoires de recherche en agroalimentaire et en systèmes de construction en bois (biomatériaux).

L'Université entend évaluer les résultats de son plan de développement, se préparer à célébrer son vingt-cinquième anniversaire en Abitibi-Témiscamingue et élaborer son quatrième plan quinquennal de développement afin de confirmer son rôle comme l'un des principaux agents de développement des régions de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec.

Johanne Jean
Rectrice

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

DIRECTION

JOHANNE JEAN
Rectrice

JULES ARSENAULT
Adjoint à la rectrice

LUC BERGERON
Vice-recteur aux ressources

DENIS MARTEL
Vice-recteur à l'enseignement et à la recherche et registraire

GUY LEMIRE
Secrétaire général

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Présidente

EDITH CLOUTIER*
Directrice générale, Centre d'amitié autochtone

Membres

LOUISE BÉDARD
Chargée de cours

ADÈLE BÉLANGER
Responsable de la formation, Tember

LUC BERGERON
Vice-recteur aux ressources

ANDRÉ BLANCHARD
Professeur

BRUNO BOUCHARD*
Professeur

JASON BRUSHEY*
Étudiant

ROCH DUBÉ
Président, Groupe Bell Nordiq

LYNE FECTEAU
Professeure

JOHANNE JEAN*
Rectrice

SYLVIE LAMPRON
Planificatrice financière

JÉRÉMIE LAROUCHE
Étudiant

CHRISTIANE PERREAULT
Professeure, Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue

CLÉMENT ROY*
Producteur agricole

RAYMOND THIBAULT
Vice-président exploitation, Société de développement de la Baie-James

Observateurs

ANDRÉ BELLAVANCE
Directeur du campus de Val-d'Or

LINE BOUCHER
Directrice des Services aux étudiants et aux diplômés

ANNETTE DROUIN-MORIN
Directrice du centre de La Sarre

CLAIRE HOGAN
Technicienne en administration

ANDRÉ LANGLOIS
Directeur du centre de Ville-Marie

DENIS MARTEL
Vice-recteur à l'enseignement et à la recherche et registraire

LINDA PERRON
Directrice du campus d'Amos

Secrétaire

GUY LEMIRE
Secrétaire général

COMMISSION DES ÉTUDES

Présidente

JOHANNE JEAN
Rectrice

Membres

LAURENT BARRY
Étudiant

SUZANNE BRAIS
Professeure

MARIO BRÛLÉ
Professeur

MARIANNE CAZEAULT
Étudiante

YVONNE DA SILVEIRA
Professeure

THOMAS DESCHAMPS
Étudiant

AUGUSTIN EPENDA
Professeur

ISABELLE GAUMOND
Professeure

MAUDE LABRECQUE-DENIS
Étudiante

DENIS MARTEL
Vice-recteur à l'enseignement et à la recherche et registraire

PHILIPPE MONTOUR
Étudiant

ISABELLE MORASSE
Chargée de cours

MOHAMAD SAAD
Professeur

MARTIN THIBEAULT
Étudiant

Observateurs

MONIQUE BEAUPRÉ
Responsable du Bureau du registraire

LINE BOUCHER
Directrice des Services aux étudiants et aux diplômés

ALINE BIZIEN
Coordonnatrice au vice-rectorat à l'enseignement et à la recherche

STÉPHANIE DUCHESNE
Agente de recrutement

LUC SIGOUIN
Directeur de la bibliothèque

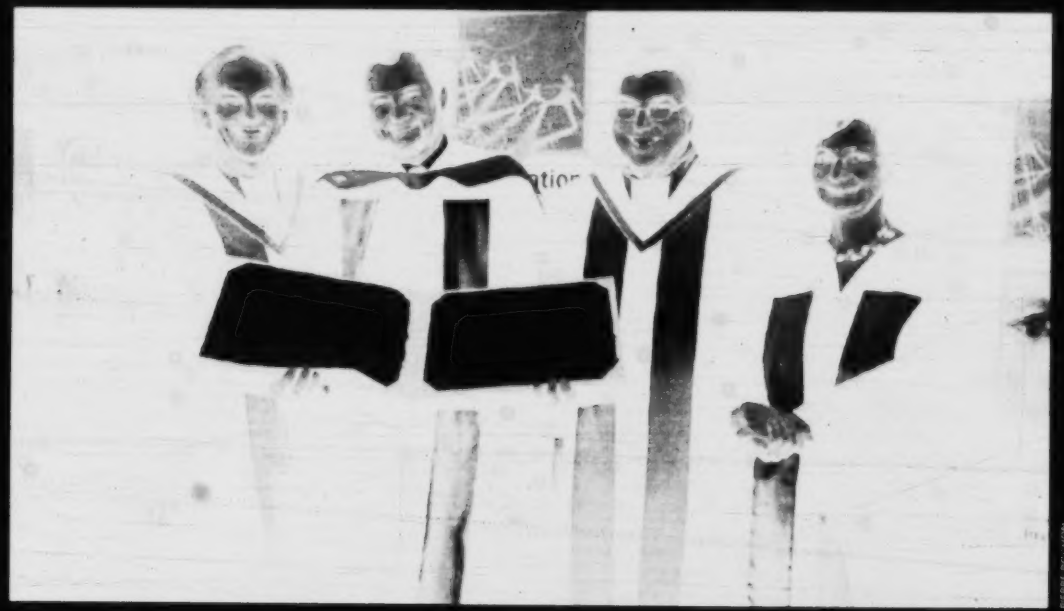
Secrétaire

GUY LEMIRE
Secrétaire général

* Membre du Comité exécutif

INRS
INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Fort de sa mission de recherche et de formation de deuxième et de troisième cycles, l'Institut national de la recherche scientifique (INRS) continue de faire sa marque dans des secteurs porteurs de progrès et de développer des expertises de pointe pour répondre aux besoins de la société.



PIERRE RICHMOND

C'est en présence du président de l'Université du Québec, Pierre Moreau, et de la directrice du centre Urbanisation, Culture et Société, Johanne Charbonneau, que le directeur général de l'INRS, Pierre Lapointe, a remis un doctorat *honoris causa* à Marc Renaud, un ardent défenseur de la recherche en sciences humaines et sociales.

La recherche

Des professeurs-chercheurs de l'Institut bénéficient de nouvelles infrastructures de recherche dans les domaines des télécommunications sans fil haute vitesse, de l'énergie durable et de la génomique, grâce au soutien financier du gouvernement du Québec et de la Fondation canadienne pour l'innovation (FCI). Leurs travaux visent, notamment, à trouver des solutions technologiques pour les émetteurs-récepteurs en ondes millimétriques utilisés pour des applications radar, à configurer l'architecture des futurs réseaux optiques, à développer des matériaux pour les piles au méthanol direct et à découvrir de nouvelles avenues thérapeutiques pour empêcher les infections causées par la bactérie *pseudomonas aeruginosa*.

Parmi les succès remportés par ses chercheurs auprès des organismes de subventions, mentionnons celui du réseau DIALOG, un des sept réseaux stratégiques de connaissances financés par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH). Ce réseau recevra 2,1 millions de dollars au cours des sept prochaines années afin de poursuivre et d'intensifier le dialogue amorcé entre les chercheurs, les représentants des instances autochtones et les communautés autochtones d'ici et d'ailleurs dans le monde.

Les programmes d'études et les étudiants

L'Institut a accueilli 584 étudiants à l'automne 2006 dans ses centres de recherche, soit 236 étudiants à la maîtrise, 291 étudiants au doctorat, 18 étudiants libres ou stagiaires, et 39 stagiaires postdoctoraux.

La Fondation Armand-Frappier a attribué plus de 40 bourses à de jeunes chercheurs de l'INRS–Institut Armand-Frappier à l'occasion de sa cérémonie annuelle.

Grâce à ses généreux donateurs, la Fondation a remis 16 bourses de maîtrise d'un montant de 14 000 dollars et 16 bourses de doctorat d'une valeur de 17 000 dollars chacune, alors que cinq stagiaires postdoctoraux se sont vu accorder une bourse de 30 000 dollars.

MARTYNE CHARBONNEAU

L'Édifice INRS-Québec a été un des bâtiments primés lors du gala des Mérites d'architecture de la Ville de Québec, tenu en novembre 2006.

Les partenariats et l'implication dans le milieu

L'équipe du laboratoire de source de rayonnements laser (ALLS), dirigée par le professeur-chercheur Jean-Claude Kieffer du centre Énergie, Matériaux et Télécommunications, teste le potentiel de nouveaux lasers à impulsions ultrabrèves pour des applications en imagerie médicale et en chirurgie. Réalisées en collaboration avec l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont, ces recherches ont donné lieu à des avancées majeures en chirurgie de la cornée, ce qui permettra, dans un futur rapproché, de pallier au manque de donneurs, en offrant une alternative à la transplantation. Des scientifiques ont fait le point sur l'état des connaissances en cette matière lors de la 2nd International Conference on Femtosecond Lasers in Ophthalmology, qui s'est tenue à Montréal, à l'initiative de la Faculté de médecine de l'Université de Montréal et de l'Institut national de la recherche scientifique.

C'est sous le thème *La toxicologie : la découverte au service de la société* que s'est déroulé à Montréal le Congrès international de toxicologie organisé avec le concours de plusieurs professeurs-chercheurs du centre INRS–Institut Armand-Frappier, dont Daniel Cyr qui a présidé le comité du programme scientifique. Quant à la Chaire de recherche du Canada sur la ville et les enjeux politiques de l'insécurité, elle a organisé, en avril 2007, l'atelier international *La peur, la ville et la mobilisation politique* qui a réuni plusieurs chercheurs européens, américains et canadiens.

Par ailleurs, à l'occasion des Fêtes du 400e, l'Institut accueillera à Québec le 76e Congrès de l'Acfas. Le comité organisateur, composé de Jean-Pierre Villeneuve (président), de Sinh LeQuoc (vice-président), de Monique Bernier (comité scientifique) et de Sophie Duchesne (comité d'organisation), travaille présentement à faire de cet événement scientifique une réussite collective.

À titre d'exemple de réussite, notons les partenariats réalisés avec les milieux régionaux dans le cadre du chantier des Histoires régionales qui ont déjà porté fruit avec la publication de dix-sept synthèses. Quatre synthèses devraient bientôt paraître, soit celles des régions de Québec, de Lanaudière, de Laval et du Centre-du-Québec.

Le personnel

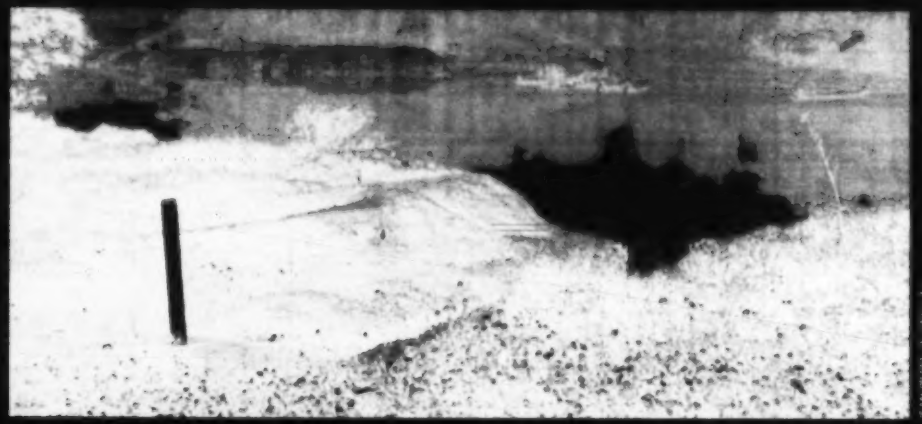
Cette année, on a accueilli deux nouveaux directeurs de centre, soit Yves Bégin au centre Eau, Terre et Environnement et Jean-Claude Kieffer au centre Énergie, Matériaux et Télécommunications. Soulignons également que le directeur de l'administration et des finances, Jean Lavoie, a quitté ses fonctions pour relever de nouveaux défis à l'Université du Québec, à titre de vice-président à l'administration.

En réponse aux exigences de la *Loi sur l'équité salariale*, un comité composé de représentants de l'institut et du personnel a été mis en place afin d'établir un programme d'équité salariale. En matière de relations de travail, on a poursuivi les négociations avec le syndicat des mécaniciens de machines de la centrale énergétique située sur le campus de Laval, en vue de renouveler la convention échue depuis novembre 2005.

Les ressources matérielles et financières

Au plan financier, l'année s'est conclue avec un léger surplus, et ce, après avoir effectué un virement de solde au fonds des immobilisations de 2,9 millions de dollars. En conformité avec la réforme des frais indirects sur le financement des espaces de recherche, cette somme est affectée à la rénovation et au réaménagement des immeubles ainsi qu'au financement d'ajouts d'espaces.

Les travaux de construction des laboratoires de recherche et de développement technologique du cen-



À GAUCHE : **Dans les laboratoires de l'INRS, des chercheurs s'activent pour rendre entièrement optiques les réseaux de télécommunications, notamment en configurant l'architecture des futurs réseaux optiques. Leurs travaux pourraient donner lieu à des applications imprévues, par exemple en imagerie médicale.** À DROITE : **Une équipe du centre Eau, Terre et Environnement de l'INRS pilote un ambitieux programme de gestion intégrée par bassin versant au Vietnam. Elle étudie le bassin versant de la rivière Cầu, considérée comme prioritaire par les autorités vietnamiennes.**

tre Eau, Terre et Environnement ont débuté en octobre 2006, dans le Parc technologique du Québec métropolitain, et se poursuivront jusqu'à l'automne 2007. À terme, les chercheurs auront accès à des plateformes d'essais et des équipements pour la mise à l'échelle, la démonstration, l'optimisation et le développement de technologies environnementales. Au campus Laval, le Centre national de biologie expérimentale sera bientôt opérationnel alors que le pavillon de recherche et de formation est en voie d'être achevé et accueillera, dans les prochains mois, les équipes du centre INRS–Institut Armand-Frappier présentement localisées à Pointe-Claire.

Les activités internationales

L'expertise développée par les professeurs-chercheurs est de plus en plus sollicitée à l'international. Par exemple, au cours des cinq prochaines années, une équipe du centre Eau, Terre et Environnement investira son savoir-faire dans le domaine de la gestion par bassin versant au service du Vietnam. Elle étudiera le territoire de la rivière Cầu, en collaboration avec des chercheurs vietnamiens, puis bâtira un outil informatique de gestion intégrée adapté à ses particularités. Les retombées de ce projet pourraient favoriser une meilleure gestion de l'eau dans tout le pays.

Les équipes montréalaises du centre Urbanisation, Culture et Société de l'INRS disposent de nouveaux espaces multifonctionnels au centre-ville de Montréal, soit au 385, rue Sherbrooke Est.

L'année a aussi été marquée par la création du Laboratoire Samuel-de-Champlain, un laboratoire international associé Inserm, dédié à la recherche sur la pharmacologie des peptides. Issu de quinze années de coopération entre des équipes du centre INRS–Institut Armand-Frappier et l'Université de Rouen, le Laboratoire Samuel-de-Champlain se joint à sept autres laboratoires internationaux, et devient le premier de ce type en Amérique du Nord.

Les événements marquants de l'année

En août 2006, la directrice du Laboratoire de contrôle du dopage, Christiane Ayotte, a reçu la Médaille d'honneur, soit la plus haute distinction remise par l'Association médicale canadienne à une personne n'appartenant pas au corps médical. Son engagement social envers l'élimination du dopage dans les sports et sa contribution à la recherche antidopage lui ont valu cet honneur. En plus d'accéder au Cercle d'excellence de l'Université du Québec, le professeur-chercheur Rajeshwar Dayal Tyagi a obtenu le Wesley W. Horner Award attribué par l'American Society of Civil Engineers pour les meilleures pratiques en recherche orientée.

L'Association of Indian Teachers of French a remis le AITF Award au professeur-chercheur Fernand Harvey, en reconnaissance de sa contribution méritoire envers la promotion du français et des études francophones.

En novembre 2006, le centre Eau, Terre et Environnement a reçu un des quatre prix d'excellence et de reconnaissance remis par le Centre d'expertise et de recherche en infrastructures urbaines, soit celui de Membre émérite, catégorie institutionnel. En même temps, l'Édifice INRS-Québec a été désigné lauréat dans la catégorie Édifice public et institutionnel lors du gala des Mérites d'architecture de la Ville de Québec.

Lors de l'inauguration des nouveaux locaux montréalais du centre Urbanisation, Culture et Société, situés au 385, rue Sherbrooke Est, l'Institut a décerné un doctorat honorifique au sociologue Marc Renaud qui a présidé le CRSH de 1997 à 2005. Cette distinction visait à souligner sa contribution comme ardent défenseur de l'importance de la recherche en sciences humaines et sociales et le rôle déterminant qu'il a joué pour rapprocher la recherche des milieux d'action.

Les perspectives d'avenir

Plus que jamais, l'Institut contribue à l'enrichissement des connaissances, à leur transmission et à leur diffusion, sa raison d'être. Dans cette perspective, les changements climatiques, les nanobiotechnologies ainsi que la gestion intégrée du territoire, et la prise en compte de l'action collective ont été identifiés comme les domaines prioritaires de développement de la recherche. En quête de solutions adaptées au XXI[e] siècle, l'Institut mise encore et toujours sur l'excellence et la pertinence en matière de recherche et de formation, une formule garante de succès.

Pierre Lapointe
Directeur général

INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

DIRECTION

PIERRE LAPOINTE
Directeur général

JEAN LAVOIE
Directeur de l'administration et des finances

SINH LEQUOC
Directeur scientifique

MICHÈLE GAUTHIER
Secrétaire générale

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président

ARMAND COUTURE *

Membres

MARIE-CLAUDE BOISVERT
Première vice-présidente Investissements et Opérations, Desjardins Capital de risque

PIERRE BOULANGER
Directeur général, Société du 400e anniversaire de Québec

MARY-ANN BELL
Première vice-présidente et chef de l'exploitation pour le Québec, Bell Aliant Communications régionales

JEAN-PHILIPPE CHENEL
Étudiant, Centre Eau, Terre et Environnement

FRANCINE DÉCARY
Présidente et chef de la direction, Héma-Québec

GILBERT DIONNE
Consultant

MADELEINE GAUTHIER
Professeure, Centre Urbanisation, Culture et Société, INRS

PAVEL HAMET
Directeur de la recherche, Centre hospitalier de l'Université de Montréal

ANDRÉ IBGHY
Directeur général, Hôpital juif de réadaptation

JEAN-CLAUDE KIEFFER
Professeur, Centre Énergie, Matériaux et Télécommunications, INRS

PIERRE LACROIX
Conseiller en gestion d'entreprise

PIERRE LAPOINTE *
Directeur général, INRS

SINH LEQUOC *
Directeur scientifique, INRS

CHRISTINE MARTEL *
Administratrice de sociétés

LOUISE MILOT
Consultante

GHISLAIN PICARD
Chef régional, Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador

JEAN-PIERRE VILLENEUVE *
Directeur, Centre Eau, Terre et Environnement, INRS

CAROLE VOYZELLE
Présidente-directrice générale, Parc technologique du Québec métropolitain

Secrétaire

MICHÈLE GAUTHIER
Secrétaire générale

Ont également siégé en cours d'année :

PIERRE BÉLANGER
Directeur général, Laval Technopole

JEAN-FRANÇOIS LALIBERTÉ
Professeur, INRS-Institut Armand-Frappier

COMMISSION DE LA RECHERCHE

Président

PIERRE LAPOINTE
Directeur général

Membres

JONATHAN BERNIER
Étudiant, Centre Eau, Terre et Environnement

ALEXANDRE PERRON
Étudiant, Centre Énergie, Matériaux et Télécommunications

JOHANNE CHARBONNEAU
Directrice, Centre Urbanisation, Culture et Société

PASCAL COURVILLE
Étudiant, INRS-Institut Armand-Frappier

CLAUDE FORTIN
Professeur, Centre Eau, Terre et Environnement

ALAIN FOURNIER
Directeur par intérim, INRS-Institut Armand-Frappier

DANIELLE GOUDREAULT
Agente de recherche, INRS-Institut Armand-Frappier

FERNAND HARVEY
Professeur, Centre Urbanisation, Culture et Société

JEAN-CLAUDE KIEFFER
Directeur par intérim, Centre Énergie, Matériaux et Télécommunications

NICOLAS LE BERRE
Professionnel de recherche, INRS-Institut Armand-Frappier

SINH LEQUOC
Directeur scientifique

HORST D. PACHER
Professeur, Centre Énergie, Matériaux et Télécommunications

JULIE PARADIS
Étudiante, Centre Urbanisation, Culture et Société

DALIDA POIRIER
Directrice du Service des études supérieures

YVES ST-PIERRE
Professeur, INRS-Institut Armand-Frappier

JEAN-PIERRE VILLENEUVE
Directeur, Centre Eau, Terre et Environnement

Secrétaire

MICHÈLE GAUTHIER
Secrétaire générale

* Membres du Comité exécutif

ENAP
ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Après plusieurs années de croissance soutenue de l'ensemble de ses activités, l'École nationale d'administration publique (ENAP) a connu, en 2006-2007, une stabilisation de sa clientèle étudiante, alors que les formations non créditées et les autres services aux organisations publiques progressaient de façon spectaculaire, avec des hausses de clientèle de l'ordre de près de 30 %. La recherche a aussi progressé de façon marquée, tant sur le plan des subventions et des contrats que sur celui des publications.

Sommet de la francophonie de Budapest : Jean Charest, premier ministre du Québec, Liviu Radu, secrétaire d'État à l'Administration et de l'Intérieur de la Roumanie, et Marcel Proulx, directeur général de l'ENAP.

Des efforts importants ont été consentis en cours d'année pour ancrer davantage l'École nationale d'administration publique dans son milieu, par le biais de nombreuses ententes de partenariat, et pour renforcer la pertinence de ses programmes.

Les programmes d'études et les étudiants

Le nombre d'étudiants inscrits aux programmes a cru de 2,8 %. Cette croissance s'est cependant traduite par une baisse de l'ordre de 2 % des « équivalents étudiants à temps plein », base du financement des études. Les conséquences financières de cette baisse qui ne sont pas négligeables, ont amené l'École à revoir complètement la stratégie de marketing de ses programmes.

Sur le plan de la qualité des programmes, l'évaluation de la maîtrise en administration publique pour analystes et du programme de doctorat, menée l'année dernière sous l'égide de la CREPUQ, avait confirmé leur pertinence. Quelques modifications mineures aux programmes ont permis de corriger les déficiences observées. L'évaluation des programmes de maîtrise pour gestionnaires, amorcée en 2006-2007, sera complétée en 2008.

Par ailleurs, l'évaluation systématique de tous les cours montre que la qualité de l'enseignement se maintient à un niveau élevé, avec un taux moyen de satisfaction étudiante de plus de 90 %.

Cette année, deux étudiants de l'École ont été particulièrement honorés :

- Marc Vachon, diplômé de la maîtrise en administration publique, concentration administration internationale à l'ENAP à Gatineau, a reçu le Prix du Lieutenant-gouverneur en reconnaissance de sa réussite académique et de son engagement personnel, social et communautaire ;
- Guillaume Lavoie, étudiant à l'ENAP à Montréal, a obtenu la Bourse Sauvé d'une valeur de 30 000 dollars, pour son rapport de stage effectué au Generalitat de Catalogne en Espagne.

La recherche et les publications

L'École a beaucoup investi au cours des dernières années dans le développement de la recherche. Les résultats se sont traduits par trois croissances :

- 5 % des subventions et contrats de recherche ;
- 12 % de l'ensemble des publications « reconnues » ;
- 18 % du nombre moyen de publications par professeur dans des revues avec comités de lecture.

Pour favoriser la création de communautés de recherche au sein de l'École, on a constitué, cette année, un ensemble de regroupements de professeurs autour de secteurs et de thématiques d'enseignement et de recherche.

Parmi les autres événements marquants de l'année en recherche, citons la signature d'une entente de collaboration avec l'École de la fonction publique du Canada pour la diffusion des travaux de L'Observatoire de l'administration publique dans l'ensemble de la fonction publique fédérale, en anglais et en français, et pour le développement de la recherche contractuelle.

Les services aux organisations

Les services aux organisations regroupent l'ensemble des services destinés aux gestionnaires et aux organisations publiques : formations de courte ou de moyenne durée (perfectionnement), services d'évaluation des compétences, services-conseils et activités de développement international. Ces activités au cœur de la mission de l'École, au même titre que les programmes de deuxième et de troisième cycles, contribuent également au développement de l'administration publique au Québec. L'ensemble de ces services non subventionnés représente plus du quart de ses revenus et contribue de

À GAUCHE : **Collation des grades 2006 : Renaud Lachance, vérificateur général du Québec et président d'honneur.** À DROITE : **Prix Roland-Parenteau pour la meilleure moyenne académique obtenue à la maîtrise pour gestionnaires : Stéphane Couture, président de l'Association des diplômées et diplômés de l'ENAP, campus de Québec, Nelson Michaud, directeur de l'enseignement et de la recherche, Marcel Proulx, directeur général, Daniel Pelletier, récipiendaire, Renaud Lachance, et Pierre Moreau, président de l'Université du Québec.**

Prix d'excellence en enseignement : Nelson Michaud, Marcel Proulx, Louis Sabourin, professeur titulaire et récipiendaire, Renaud Lachance et Pierre Moreau. **Prix Gérard-Bergeron pour la meilleure moyenne académique obtenue à la maîtrise pour analystes : Stéphane Couture, Nelson Michaud, Marcel Proulx, Martin Grégoire, récipiendaire, Renaud Lachance, et Pierre Moreau.**

façon importante à sa santé financière. Les résultats de la dernière année confirment le succès des services offerts, les revenus atteignant 6 030 700 dollars, en hausse de près de 30 % par rapport à l'année précédente.

Le perfectionnement

Les réalisations de l'École en matière de perfectionnement ont notamment porté sur :

- la réalisation de plus de 4500 jours/personnes de formation ;
- la formation de près de 400 nouveaux cadres ou de cadres en promotion de la fonction publique québécoise, en collaboration avec le Centre québécois de leadership ;
- la formation à la gouvernance de 300 membres de conseils d'administration de 30 organismes publics.

Le Service d'évaluation des compétences (SEDEC)

Le SEDEC a poursuivi le développement de nouveaux outils pour l'évaluation des compétences et la sélection des gestionnaires. Notons cette année, le développement de profils de compétence particuliers pour les titulaires d'emplois supérieurs et les membres des tribunaux administratifs.

Les activités internationales

Les activités internationales de l'École comportent deux volets : les échanges universitaires, et l'offre de services au titre du développement international.

Projet d'appui à la gouvernance en Haïti : Yves Poulin, directeur de la coopération internationale à l'ENAP, Marcel Proulx, directeur général de l'ENAP, Jacques-Édouard Alexis, premier ministre de la république d'Haïti, Monique Gagnon-Tremblay, ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, et Jean Charest, premier ministre du Québec.

Parmi les réalisations majeures à ce chapitre, retiennent particulièrement l'attention :

- la signature et le renouvellement d'ententes-cadres de coopération avec l'École nationale d'administration de France, l'École nationale de santé publique de Rennes, l'Institut régional d'administration de Lille, l'Université de Nancy 2 et le ministère des Affaires étrangères de France (accueil de stagiaires) ;
- la finalisation de l'entente sur le projet d'appui à la gouvernance d'Haïti, réalisé en partenariat avec le gouvernement du Québec ;
- la réalisation d'un programme de formation des enseignants de la maîtrise en administration publique de l'Institut national d'administration de Roumanie ;
- l'achèvement du programme de maîtrise de l'ENAP au Rwanda ;
- des missions d'appui technique pour l'amélioration de la gouvernance au Ghana, au Burkina Faso, à Madagascar, au Bénin, au Maroc et en Afrique du Sud ;
- l'accueil et l'organisation d'un séminaire de découverte intensif à l'intention d'une vingtaine de secrétaires généraux des ministères et présidents d'agences du gouvernement de la Communauté flamande.

Les partenariats

C'est sous le signe de la continuité et du renforcement de l'ancrage de l'École nationale d'administration publique dans son milieu que s'est déroulée l'année 2006-2007 en matière de partenariats par :

- l'implantation à l'École du Centre de valorisation internationale de l'expertise publique québécoise en partenariat avec le ministère des Relations internationales et le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation ;
- la signature d'ententes pour l'offre de programmes de formation créditée et non créditée à l'intention des gestionnaires policiers de la Ville de Montréal, des administrateurs socio-sanitaires de la Nation crie et de la relève en gestion de la fonction publique fédérale (Conseil fédéral du Québec) ;
- la signature d'une entente avec l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue pour l'offre d'un programme court en administration publique.

PHOTOS : MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES (MRI)

Lancement du Centre de valorisation internationale de l'expertise publique québécoise : Simon Chabot, directeur du Centre, Marcel Proulx, directeur général de l'ENAP, Gilles Demers, sous-ministre au ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, et Denis Bédard, sous-ministre au ministère des Relations internationales.

La gestion interne

Quelques réalisations marquantes en matière de gestion sont dignes de mention :

- l'adoption de plusieurs nouveaux programmes et politiques en matière de gestion des ressources humaines ;
- la conception et l'implantation d'un système d'évaluation des enseignements en ligne ;
- la création d'un groupe de travail institutionnel permanent sur la gestion des risques et des crises.

François Joly, président du Conseil d'administration de l'ENAP

Les événements marquants de l'année

Parmi les autres événements marquants de l'année, mentionnons :

- la réintégration de nos locaux à l'ENAP à Montréal, que nous avions dû quitter à la suite de l'incendie survenu le 7 décembre 2005;
- la nomination de François Joly à titre de président du Conseil d'administration pour un mandat de deux ans. Cette nomination fait suite à une révision en profondeur des règles de gouvernance à l'École réalisée au cours de l'année précédente;
- le renouvellement du mandat du directeur général de l'École;
- la nomination de Nelson Michaud à titre de nouveau directeur de l'Enseignement et de la Recherche;
- un effort important de révision de l'image institutionnelle qui s'est traduit par le lancement d'un nouveau site Web, la production d'une gamme complète de brochures et de dépliants, et une concertation accrue des divers intervenants internes en matière de promotion.

Les perspectives d'avenir

L'École nationale d'administration publique entend continuer à mettre l'accent sur un ancrage toujours plus solide dans son milieu, assurant par le fait même un équilibre entre la croissance de la clientèle créditée, le développement de la recherche et la progression des services aux organisations.

Marcel Proulx
Directeur général

ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE

DIRECTION

MARCEL PROULX
Directeur général

NELSON MICHAUD
Directeur de l'enseignement et de la recherche

MADELEINE MOREAU
Directrice des services aux organisations

ROBERT BRULOTTE
Directeur des services administratifs et secrétaire général

LOUISE LAFLAMME
Directrice des finances

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président

FRANÇOIS JOLY*
Administrateur

Membres

MARYSE ALCINDOR
Sous-ministre, ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles

SYLVIE BARCELO*
Sous-ministre, ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine

JEAN-PHILIPPE BERNARD
Président, AEENAP

MARTINE COUTURE
Présidente-directrice générale, Agence de développement des réseaux locaux de santé et de services sociaux du Saguenay-Lac-St-Jean

HÉLÈNE LEE-GOSSELIN
Professeure titulaire, Université Laval

DANIEL MALTAIS
Professeur, ENAP

RICHARD MARCEAU
Professeur, ENAP

NELSON MICHAUD
Directeur de l'enseignement et de la recherche, ENAP

MADELEINE MOREAU
Directrice des services aux organisations, ENAP

MADELEINE PAULIN
Sous-ministre, ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs

MARCEL PROULX*
Directeur général, ENAP

FRANCINE SÉGUIN*
Professeure, HEC-Montréal

MADONE TURCOTTE
Coordonnatrice à la gestion de l'information et de la performance-clinico-administrative, CSSS de Lac-Saint-Jean-Est

SERGE VIAU
Directeur général, Ville de Québec

Secrétaire

ROBERT BRULOTTE
Secrétaire général, ENAP

A également siégé en cours d'année :

LUC BERNIER
Directeur de l'enseignement et de la recherche

COMMISSION DES ÉTUDES

Président

MARCEL PROULX
Directeur général

Membres

JEAN-PHILIPPE BERNARD
Président, AEENAP

HÉLÈNE BLIER
Étudiante, ENAP

LISE BOUDREAULT
Étudiante, ENAP

MICHÈLE CHARBONNEAU
Professeure, ENAP

LOUIS DEMERS
Directeur des programmes de 3e cycle

ANDRÉ FORGET
Directeur des études à Montréal, ENAP

AKRAM GHARBAOU
Vice-président académique, AEENAP

DENISE GOSSELIN
Directrice des ressources humaines, ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

DANIEL LOZEAU
Professeur, ENAP

NELSON MICHAUD
Directeur de l'enseignement et de la recherche

JAMAL OUADAHI
Professeur, ENAP

GILLES PAQUET
Registraire, ENAP (membre non votant)

LUC FERRON
Président, Syndicat des professeurs de l'État du Québec

LUCIE ROUILLARD
Professeure, ENAP

Secrétaire

ROBERT BRULOTTE
Secrétaire général, ENAP

Ont également siégé en cours d'année :

MARIE BÉLANGER
Étudiante, ENAP

LUC BERNIER
Directeur de l'enseignement et de la recherche

LILLY LEMAY
Professeure, ENAP

OPHÉLIE SYLVESTRE
Vice-présidente académique, AEENAP

MARC VALLÉE
Étudiant, ENAP

A changé de statut en cours d'année :

NELSON MICHAUD

* Membre du Comité exécutif

ÉTS
ÉCOLE DE TECHNOLOGIE SUPÉRIEURE

L'École de technologie supérieure a poursuivi son développement et mis en place les outils qui lui permettront de satisfaire les attentes de plus en plus grandes du milieu industriel en matière de recherche et de formation en génie.

Les programmes d'études et les diplômés

L'École a revu ses programmes aux cycles supérieurs afin de répondre plus adéquatement aux besoins de l'industrie, des étudiants et des professeurs.

Cette refonte a notamment permis la création de plusieurs programmes courts de deuxième cycle et d'études supérieures spécialisées convenant tout spécialement aux professionnels en exercice. De nouveaux programmes ont été élaborés pour chaque domaine du génie et également en gestion de l'innovation et de projets d'ingénierie.

Au troisième cycle, l'École offre maintenant deux profils de doctorat : Recherche appliquée, avec une composante recherche renforcée, et Innovation industrielle, dont la thèse doit être réalisée en industrie.

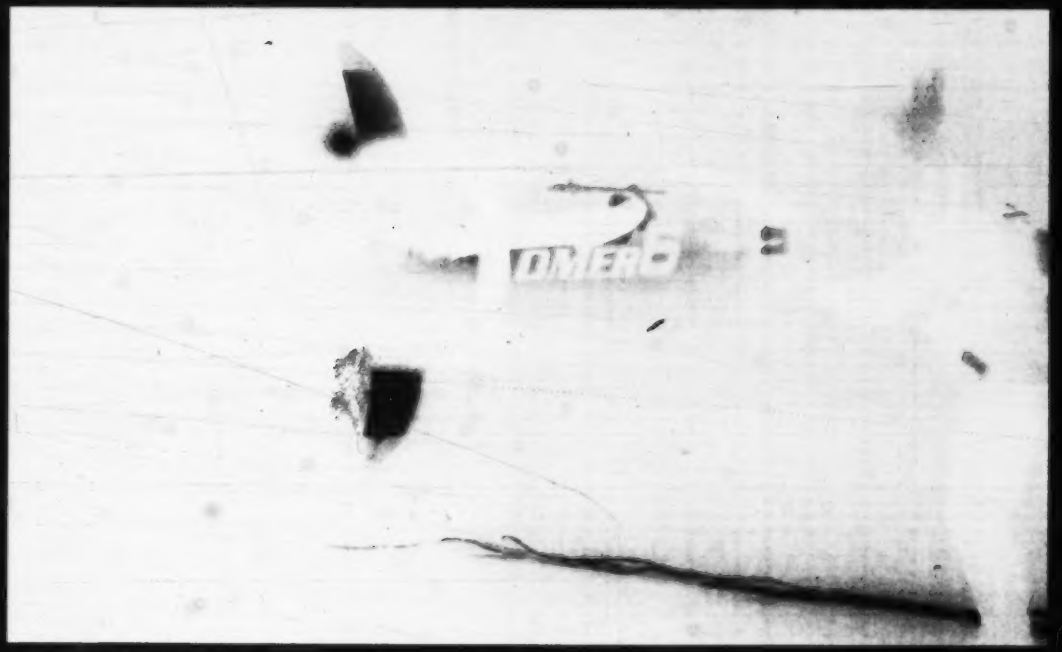
Par ailleurs, elle a accueilli sa première cohorte de diplômés en sciences de la nature dans le nouveau cheminement universitaire en technologie, un programme préparatoire à l'orientation appliquée des baccalauréats de l'ÉTS.

Encore une fois en 2006-2007, l'École a franchi la barre des 900 diplômés.

La recherche et la formation des chercheurs

Les fonds récurrents de recherche ont atteint près de 12 millions de dollars, tandis que les fonds externes ont bondi de plus de 20 %, pour s'établir à 11,2 millions.

Les montants obtenus du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada (CRSNG) par les professeurs de l'École ont connu une hausse marquée de 20 %. Fidèle à son créneau, elle a de plus obtenu du milieu industriel plus de contrats que de subventions de recherche, affichant une augmentation à souligner de plus de 25 %, pour atteindre près de 6 millions de dollars.



Le club étudiant Omer a établi de nouveaux records mondiaux de vitesse avec ses deux sous-marins, l'un monoplace, l'autre biplace. Ses performances lui ont valu le 1er rang au classement général des 9e International Submarine Races organisées par l'IEEE Ocean Engineering Society. Sur la photo : Omer 6, le nouveau sous-marin monoplace sans hélice.

L'École a remis à Omar Chaallal, professeur au Département de génie de la construction, le Prix d'excellence 2006 en recherche.

Le Centre d'expérimentation et de transfert technologique de l'École de technologie supérieure a remis à Ilian Bonev, professeur au Département de génie de la production automatisée, le Prix de la divulgation d'invention la plus prometteuse.

La Commission européenne a attribué à Alain Abran, professeur au Département de génie logiciel et des TI, une bourse internationale d'accueil Marie Curie de 200 000 dollars pour la poursuite de projets de recherche en génie logiciel.

Sur le plan des infrastructures de recherche, on souligne de nouveaux dons d'équipements de Nortel qui ont permis de doter le Laboratoire de technologies de réseaux d'une série de systèmes de transmission par fibre optique. La valeur des dons de Nortel passe ainsi à près de 5 millions de dollars.

L'engagement dans le milieu

Cette année encore, l'École a organisé le projet Découverte qui initie des élèves de 6e année aux sciences et aux technologies. Ce projet unique au Québec a permis à quatorze étudiants de s'impliquer socialement dans un projet visant la réussite scolaire d'une trentaine d'élèves d'une école primaire en milieu défavorisé.

Le personnel

En 2006-2007, l'École comptait 468 postes réguliers répartis ainsi : 129 postes de professeurs, dont trois postes pour les candidats boursiers, et 22 maîtres d'enseignement. Le corps professoral peut aussi compter sur le soutien de 210 chargés de cours.

Gilles Rousseau, membre du comité de direction et employé de l'École depuis près de 20 ans, a pris sa retraite. Jean Beizile, professeur au Département de génie électrique, a été nommé directeur de la recherche et des relations avec l'industrie. Hélène St-Jacques a pour sa part été nommée directrice de l'administration.

Plusieurs professeurs se sont distingués sur la scène nationale et internationale : Vladimir Brailovski, professeur au Département de génie mécanique, a été nommé professeur honoraire du Moscow State Institute of Steel and Alloys. Kamal Al-Haddad, professeur du Département de génie électrique et titulaire de la Chaire de recherche du Canada en conversion de l'énergie électrique et en électronique de puissance, a été nommé Fellow de l'Institute of Electrical and Electronics Engineers (IEEE). François Coallier, directeur du Département de génie logiciel et des technologies de l'information, a été nommé membre Golden Core de l'Institute of Electrical and Electronics Engineers Computer Society, la division informatique de l'IEEE.

Enfin, le DVD-ROM *Gestion de projets de construction à l'aide du logiciel Microsoft Project*, créé par Jean Paradis, professeur du Département de génie de la construction, a reçu le Mérite du français dans la catégorie Multimédia interactif – Apprentissage en ligne, décerné par l'Office québécois de la langue française.

L'École a aussi rendu hommage à Patrick Terriault, professeur au Département de génie mécanique, en lui remettant le Prix d'excellence 2006 en enseignement.

Le club du sous-marin autonome S.O.N.I.A. a connu une année exceptionnelle qui s'est terminée par l'obtention du JavaOne Conference Speaker Award 2007, soulignant à la fois l'appréciation du public ainsi que la qualité des présentations des étudiants lors du colloque annuel JavaOne. Le jury, composé notamment du vice-président de Sun MicroSystems, James Gosling (à droite), a été impressionné par la qualité et le professionnalisme des recherches effectuées par les étudiants de l'ÉTS.

À GAUCHE : **Isabelle Deschamps, professeure responsable des nouveaux programmes de 2e cycle en gestion de l'innovation, compte 25 ans d'expérience en formation et en gestion de projets technologiques, démarrage d'entreprises technologiques et gestion stratégique d'entreprises manufacturières.** AU CENTRE ET À DROITE : **Deux nouveaux cadres supérieurs se sont joints au comité de direction de l'École. Jean Beizile a été nommé directeur de la recherche et des relations avec l'industrie, et Hélène St-Jacques, directrice de l'administration.**

Les ressources matérielles et financières

L'agrandissement du pavillon principal du campus porte la superficie totale des bâtiments à près de 100 000 m² bruts. Cet agrandissement représente un investissement total de près de 64,3 millions de dollars, et 60 % de l'espace supplémentaire est consacré exclusivement à des activités de R&D. Dans le cadre de ces travaux,

Développement économique Canada a accordé près de 2 millions de dollars à l'École pour l'acquisition d'équipements de télécommunication de pointe et pour l'aménagement d'une salle blanche.

Du côté de la campagne de financement 2004-2007, qui visait un objectif de 15 millions de dollars, le Fonds de développement de l'ÉTS affichait des résultats de plus de 14 millions de dollars au 31 mai 2007. L'objectif sera vraisemblablement dépassé avant la fin de l'année 2007.

Les activités internationales

À la suite du renouvellement de l'accord bilatéral entre l'École de technologie supérieure et CONACYT (Conseil national des sciences et de technologie du Mexique) permettant le financement d'étudiants mexicains désirant poursuivre un doctorat à l'ÉTS, l'École a effectué une mission au Mexique et a également été l'hôte de deux délégations de recteurs d'universités d'Amérique latine. Ces réunions lui ont permis de renforcer ses liens avec ses partenaires et de préparer quelques nouveaux projets de partenariats.

L'ÉTS développe de plus en plus ses liens à l'international, notamment au Mexique, où s'est rendu Pierre L'Heureux, directeur du Bureau des relations internationales et du recrutement étudiant (4e à partir de la gauche), dans le but de renforcer les partenariats de l'École et de recruter des étudiants aux cycles supérieurs.

Les ententes bilatérales avec certains partenaires français ont été révisées et renouvelées. Ces ententes permettent aux étudiants français d'obtenir le diplôme d'ingénieur français, la maîtrise en génie de l'ÉTS et le grade de Master recherche français. Les liens étroits entre l'École de technologie supérieure et l'Université de technologie de Compiègne (UTC) ont permis le développement d'un programme d'échange spécifique entre le Département du génie de la construction à l'ÉTS et le Département du génie des systèmes urbains à l'UTC.

Par ailleurs, l'équipe du Programme de regroupement étudiant pour la coopération internationale (PRÉCI) a procédé à la construction d'un complexe laitier à Madagascar. Chaque année, un groupe d'étudiants particulièrement engagés s'envole vers un pays en développement afin de vivre une expérience d'aide humanitaire tout en mettant à profit leurs connaissances en ingénierie.

Les événements marquants

Au Québec et sur la scène internationale, l'École s'est grandement illustrée, notamment en se hissant en tête du classement du magazine *Corporate Knights* des universités canadiennes pour l'intégration de questions sociales et environnementales dans la formation des futurs ingénieurs, devançant ainsi les trente-cinq autres écoles et facultés de génie canadiennes.

Elle a reçu une mention lors de la soirée Énergia de l'Association québécoise pour la maîtrise de l'énergie.

Dans le domaine de la gestion de l'énergie, l'École est le chef de file des établissements universitaires québécois.

Le club scientifique étudiant S.O.N.I.A. (Système d'opération nautique intelligent et autonome) a été invité à présenter son système d'intelligence artificielle lors de la conférence JavaOne 2007 de Sun Microsystems à San Francisco, qui a par ailleurs décerné un Duke's Choice Award à S.O.N.I.A. Les Duke's Choice Awards récompensent les meilleures applications développées en utilisant la technologie Java. Finalement, pour la cinquième année consécutive, S.O.N.I.A. est monté sur le podium, se classant au troisième rang, à l'issue de l'International Autonomous Underwater Vehicle Competition, tenue à San Diego.

Christine Tremblay (à gauche), professeure au Département de génie électrique, dirige le Laboratoire de technologies de réseaux qui a bénéficié en cours d'année d'importants dons d'équipements de Nortel. Elle mène ses recherches avec la professeure Véronique François.

Le club du sous-marin OMER a fracassé deux records mondiaux de vitesse lors des 9e International Submarine Races, tenues au Maryland, en obtenant la meilleure performance au classement général, doublée d'un prix en argent décerné par l'IEEE Ocean Engineering Society.

Plusieurs autres clubs étudiants de l'École, dont le Mini-Baja (véhicule tout-terrain amphibie), le canoë de béton et le pont d'acier Hercule, se sont classés parmi les premiers lors de compétitions québécoises, canadiennes et américaines.

Lors des Eastern Canadian Robot Games au Centre des sciences de l'Ontario, trois étudiants de l'École de technologie supérieure ont remporté respectivement les première, deuxième et troisième places avec des robots qu'ils ont eux-mêmes conçus.

Enfin, pour une quatrième année consécutive, l'École s'est distinguée dans la catégorie Environnement lors du gala Forces Avenir avec un prix remis à l'Association du bâtiment durable de l'ÉTS.

Une grande proportion des étudiants de l'ÉTS proviennent de l'extérieur de la région métropolitaine. En 2008, un nouvel immeuble sur le campus portera à plus de 850 le nombre de places disponibles pour eux en résidence. Au fond, le pavillon principal de l'École.

Les perspectives d'avenir

La construction de nouvelles résidences portera le nombre de places à plus de 850 en 2008.

Le nouveau bâtiment accueillera également un supermarché, ce qui contribuera grandement au processus de revitalisation du quartier entamé par la Ville de Montréal.

La demande du consortium formé de l'École et de cinq autres universités nord-américaines a été fructueuse, et permettra, de 2007 à 2011, un accroissement de la mobilité étudiante entre les six établissements partenaires au Canada, aux États-Unis et au Mexique.

Yves Beauchamp
Directeur général

ÉCOLE DE TECHNOLOGIE SUPÉRIEURE

DIRECTION

YVES BEAUCHAMP
Directeur général

JEAN BELZILE
Directeur de la recherche et des relations avec l'industrie

CLAUDE OLIVIER
Directeur des affaires académiques et directeur exécutif

HÉLÈNE ST-JACQUES
Directrice de l'administration

NORMAND TRUDEL
Secrétaire général

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président

PATRICK CHAMPAGNE,*
Vice-président – ingénierie, CMC Électronique inc.

Vice-président

LUC J. FOUQUETTE*
Directeur de projets, Bombardier Transport

Membres

KAMAL AL-HADDAD
Professeur

FRANÇOIS ALLARD
Directeur général, Collège Montmorency (remplacé par Monique Lauriin**)

YVES BEAUCHAMP*
Directeur général

OLIVIER BILODEAU
Étudiant

GABY GAUDORD
Gestionnaire de projets, Bell Solutions TIC (remplacé par Richard Gagné**)

RICHARD LAMARCHE*
Vice-président, division Énergie Alcoa Canada

YVES LANGHAME*
Chef - Innovation stratégique, Institut de recherche d'Hydro-Québec (IREQ)

CHRISTIANE MARCOUX
Directrice générale adjointe, BPR CSO (remplacée par Josée Perron**)

CHRISTIAN MASSON
Professeur

CLAUDE OLIVIER
Directeur des affaires académiques et directeur exécutif

MARC PARENT*
Président, Tecsult International Limitée

Observateurs

NICOLE DUBUC
Coordonnatrice Affaires départementales, génie électrique

ANDRÉ BORDELEAU
Maître d'enseignement

JEAN BELZILE
Directeur de la recherche et des relations avec l'industrie

HÉLÈNE ST-JACQUES
Directrice de l'administration

Secrétaire

NORMAND TRUDEL
Secrétaire général

COMMISSION DES ÉTUDES

Président

YVES BEAUCHAMP
Directeur général

Membres

JEAN ARTEAU
Professeur

HÉLÈNE BRISEBOIS
Chargée de projets, Saia, Deslauriers, Kadanoff & Ass.

ROGER CHAMPAGNE
Professeur

ÉRIC DÉSAILLIERS
Étudiant

SYLVIE DORÉ
Doyenne des études

MARTIN MCNICOLL
Associé, I.T.-RATION Conseil inc.

HANY MOUSTAPHA
Senior fellow et directeur, Pratt & Whitney Canada

RITA NOUMEIR
Professeure

CLAUDE OLIVIER
Directeur des affaires académiques et directeur exécutif

SÉBASTIEN PARÉ
Étudiant

GENEVIÈVE SAVARD
Maître d'enseignement

HÉLÈNE VAILLANCOURT
Directrice, bureau de Montréal, CSA International

Observateurs

FRANCINE GAMACHE
Registraire

PAUL GELY
Directeur du Service de la gestion académique

LOUISE THIBAUDEAU
Directrice du Service de la bibliothèque

CLAUDE BÉDARD
Doyen à la recherche et au transfert technologique

Secrétaire

NORMAND TRUDEL
Secrétaire général

* Membre du Comité exécutif

** Membres nommés par Décret 554-2007, le 27 juin 2007

Rapport des vérificateurs

Aux membres de l'Assemblée des gouverneurs, Université du Québec

Nous avons vérifié les bilans consolidés et synoptiques des fonds de fonctionnement, avec restriction, des immobilisations et de dotation de l'Université du Québec aux 31 mai 2007 et 2006, les états consolidés et synoptiques des résultats et de l'évolution des soldes de fonds des fonds de fonctionnement, avec restriction, des immobilisations et de dotation, ainsi que l'évolution de la situation financière du fonds des immobilisations des exercices terminés à ces dates. Ces états financiers ont été élaborés pour satisfaire aux besoins exclusifs des administrateurs de l'Université du Québec, du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport et des institutions financières. La responsabilité de ces états financiers consolidés et synoptiques incombe à la direction de l'Université. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés et synoptiques en nous fondant sur notre vérification.

À l'exception de ce qui est mentionné aux paragraphes suivants, nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés et synoptiques sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers consolidés et synoptiques. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés et synoptiques.

Pour la composante UQAM, nous n'avons pu obtenir une confirmation externe du degré d'avancement des travaux pour l'îlot Voyageur (note 18 e) ii)) pour nous faire une opinion sur les coûts des immobilisations et le montant de la dette à long terme comptabilisés dans le fonds des immobilisations au montant de 84 324 222 $. Par conséquent, nous n'avons pu déterminer si certains redressements étaient nécessaires aux coûts des immobilisations et au montant de la dette à long terme.

De plus, tel que mentionné à la note 6 a) et b), l'UQAM a comptabilisé une subvention à recevoir de 57 039 300 $ au 31 mai 2007, et de 28 620 000 $ au 31 mai 2006 conditionnelle à l'atteinte de l'équilibre financier ou à l'adoption de mesures nécessaires au rétablissement de l'équilibre financier, sans obtenir de confirmation du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, ce qui est contraire aux principes généralement reconnus par les universités du Québec. Si cette subvention à recevoir n'avait pas été comptabilisée, les subventions à recevoir et les soldes de fonds non affectés du fonds de fonctionnement auraient diminué de 57 039 300 $ au 31 mai 2007, et de 28 620 000 $ au 31 mai 2006, et l'insuffisance des produits par rapport aux charges du fonds de fonctionnement aurait augmenté de 28 419 300 $ au 31 mai 2007, et de 28 620 000 $ au 31 mai 2006.

À notre avis, à l'exception de l'effet des redressements que nous aurions pu juger nécessaires si nous avions obtenu une confirmation externe pour les coûts des immobilisations, le montant de la dette à long terme et la comptabilisation de la subvention à recevoir, ces états financiers consolidés et synoptiques donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'Université aux 31 mai 2007 et 2006, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 3.

Les états financiers, qui n'ont pas été établis, et qui n'avaient pas à être établis, selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, sont fournis uniquement à titre d'information et pour être utilisés par les administrateurs de l'Université du Québec, le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport ainsi que les institutions financières. Ces états financiers ne sont pas destinés à être utilisés, et ne doivent pas l'être, par des personnes autres que les utilisateurs déterminés, ni à aucune autre fin que la ou les fins auxquelles ils ont été établis.

Raymond Chabot Grant Thornton

Comptables agréés
Québec, le 23 août 2007

FONDS AVEC RESTRICTION

BILAN SYNOPTIQUE AUX 31 MAI 2007 ET 2006 (en milliers de dollars)

	UQAM $	UQTR $	UQAC $	UQAR $	UQO $	UQAT $	ENAP $	ETS $	INRS $	UQ $	ÉLIMI-NATIONS $	2007 TOTAL $	2006 TOTAL $
ACTIF													
ACTIF À COURT TERME													
PLACEMENTS À COURT TERME (note 9)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	15
COMPTES À RECEVOIR	907	417	1 706	337	1 273	4 905	582	1 646	4 288	3	–	16 064	11 802
SOMME À RECEVOIR DE LA FONDATION DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL	3 470	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	3 470	3 590
SUBVENTIONS À RECEVOIR	19 024	5 149	3 354	2 653	–	–	–	5 481	6 708	–	(1 726)	40 643	41 362
AVANCES INTERFONDS	26 611	7 584	10 804	4 173	2 346	–	1 187	7 285	22 115	845	1 726	84 676	84 835
STOCKS ET FRAIS PAYÉS D'AVANCE	–	–	50	25	–	–	1	61	–	–	–	137	51
FRAIS DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT REPORTÉS	–	–	–	–	–	1 567	–	–	–	–	–	1 567	2 281
	50 012	13 150	15 914	7 188	3 619	6 472	1 770	14 473	33 111	848	–	146 557	143 936
PASSIF													
PASSIF À COURT TERME													
COMPTES À PAYER ET FRAIS COURUS	1 452	481	3 309	98	159	126	266	607	4 601	41	–	11 140	12 157
AVANCES INTERFONDS	–	–	–	–	–	2 770	–	–	–	–	–	2 770	3 319
	1 452	481	3 309	98	159	2 896	266	607	4 601	41	–	13 910	15 476
DETTE À LONG TERME (note 16)	–	–	–	–	–	–	–	275	–	–	–	275	307
	1 452	481	3 309	98	159	2 896	266	882	4 601	41	–	14 185	15 783
SOLDES DE FONDS													
AFFECTATION D'ORIGINE INTERNE	–	–	1 101	–	–	–	–	–	–	–	–	1 101	–
AFFECTATION D'ORIGINE EXTERNE	48 560	12 669	11 504	7 090	3 460	3 576	1 504	13 591	28 510	807	–	131 271	128 153
	48 560	12 669	12 605	7 090	3 460	3 576	1 504	13 591	28 510	807	–	132 372	128 153
	50 012	**13 150**	**15 914**	**7 188**	**3 619**	**6 472**	**1 770**	**14 473**	**33 111**	**848**	**–**	**146 557**	**143 936**

Engagements et éventualités (note 18)

Pour l'Assemblée des gouverneurs,

Président

Vice-président à l'administration

FONDS AVEC RESTRICTION

ÉVOLUTION DES SOLDES DE FONDS SYNOPTIQUE DES EXERCICES TERMINÉS LES 31 MAI 2007 ET 2006 (en milliers de dollars)

	UQAM $	UQTR $	UQAC $	UQAR $	UQO $	UQAT $	ENAP $	ETS $	INRS $	UQ $	ÉLIMI-NATIONS $	2007 TOTAL $	2006 TOTAL $
SOLDE AU DÉBUT	45 320	10 571	12 484	6 750	1 925	3 498	1 873	15 592	29 538	602	–	128 153	134 512
REDRESSEMENTS AFFECTÉS AUX EXERCICES ANTÉRIEURS (note 20)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(1 364)
SOLDE REDRESSÉ	45 320	10 571	12 484	6 750	1 925	3 498	1 873	15 592	29 538	602	–	128 153	133 148
EXCÉDENT (insuffisance) DES PRODUITS PAR RAPPORT AUX CHARGES	3 240	2 098	593	340	1 535	78	(369)	(2 001)	(1 028)	205	–	4 691	(5 504)
VIREMENTS INTERFONDS	–	–	(472)	–	–	–	–	–	–	–	–	(472)	509
SOLDE À LA FIN	**48 560**	**12 669**	**12 605**	**7 090**	**3 460**	**3 576**	**1 504**	**13 591**	**28 510**	**807**	**–**	**132 372**	**128 153**

FONDS AVEC RESTRICTION

RÉSULTATS SYNOPTIQUES DES EXERCICES TERMINÉS LES 31 MAI 2007 ET 2006 (en milliers de dollars)

	UQAM $	UQTR $	UQAC $	UQAR $	UQO $	UQAT $	ENAP $	ETS $	INRS $	UQ $	ÉLIMINATIONS $	2007 TOTAL $	2006 TOTAL $
PRODUITS													
SUBVENTIONS													
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC													
FONCTIONNEMENT– MELS	1 601	503	345	323	293	373	1 369	385	24	210	–	5 426	9 912
AUTRES	17 104	3 305	2 221	3 410	379	696	75	2 315	10 851	420	–	40 778	35 540
GOUVERNEMENT DU CANADA	33 532	7 023	4 395	5 570	4 148	3 630	1 548	6 141	27 285	–	–	93 272	87 118
AUTRES	–	3 196	3 612	1 367	173	4 690	486	5 672	5 124	681	–	25 501	24 292
AUTRES REVENUS	12 348	–	4 124	–	139	–	15	–	12 386	108	–	29 120	31 818
VENTES EXTERNES	1 896	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1 896	1 419
CONTRIBUTION INTERFONDS	–	–	341	–	–	860	–	–	–	–	–	1 201	236
	66 481	**14 027**	**15 038**	**10 670**	**5 132**	**10 249**	**3 993**	**14 513**	**55 672**	**1 419**	**–**	**197 194**	**190 335**
CHARGES													
ENSEIGNEMENT ET RECHERCHE	4	–	2	–	25	99	1 750	320	52 637	726	–	55 563	53 696
RECHERCHE SUBVENTIONNÉE	60 310	10 419	11 525	10 061	3 238	9 242	–	15 589	–	–	–	120 384	126 775
SERVICES À LA COLLECTIVITÉ	2 914	449	1 951	–	164	–	2 157	279	–	–	–	7 914	7 561
BIBLIOTHÈQUE	–	–	16	–	–	–	–	–	–	81	–	97	133
INFORMATIQUE	–	–	42	–	–	–	–	–	–	–	–	42	83
ADMINISTRATION	–	1	30	–	15	–	249	–	–	407	–	702	622
SERVICES AUX ÉTUDIANTS	13	1 060	225	–	155	–	–	326	–	–	–	1 779	1 617
CONTRIBUTION INTERFONDS	–	–	–	–	–	621	–	–	–	–	–	621	1 427
TRANSFERTS DE COÛTS INDIRECTS	–	–	654	269	–	209	206	–	4 063	–	–	5 401	3 925
	63 241	11 929	14 445	10 330	3 597	10 171	4 362	16 514	56 700	1 214	–	192 503	195 839
EXCÉDENT (insuffisance) DES PRODUITS PAR RAPPORT AUX CHARGES	**3 240**	**2 098**	**593**	**340**	**1 535**	**78**	**(369)**	**(2 001)**	**(1 028)**	**205**	**–**	**4 691**	**(5 504)**
EXCÉDENT (insuffisance) DES PRODUITS PAR RAPPORT AUX CHARGES DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT	(795)	(809)	(455)	479	(196)	459	(41)	4 501	(8 590)	(57)	–	–	5 504

FONDS DE DOTATION

BILAN SYNOPTIQUE AUX 31 MAI 2007 ET 2006
(en milliers de dollars)

	UQTR $	UQAC $	ETS $	INRS $	2007 TOTAL $	2006 TOTAL $
ACTIF						
ACTIF À COURT TERME						
ENCAISSE	–	659	–	–	659	810
PLACEMENTS RÉALISABLES AU COURS DU PROCHAIN EXERCICE	–	–	–	–	–	125
COMPTES À RECEVOIR	4	546	12	67	629	117
AVANCES INTERFONDS	17	67	1 240	–	1 324	944
	21	1 272	1 252	67	2 612	1 996
PLACEMENTS, AU COÛT (NOTE 9)	337	9 447	6 669	5 335	21 788	17 818
	358	**10 719**	**7 921**	**5 402**	**24 400**	**19 814**
PASSIF						
PASSIF À COURT TERME						
COMPTES À PAYER ET FRAIS COURUS	–	–	25	2	27	18
AVANCES INTERFONDS	–	538	–	378	916	299
	–	538	25	380	943	317
SOLDES DE FONDS						
AFFECTATION D'ORIGINE INTERNE	–	758	827	–	1 585	243
AFFECTATION D'ORIGINE EXTERNE	358	9 423	7 069	5 022	21 872	19 254
	358	10 181	7 896	5 022	23 457	19 497
	358	**10 719**	**7 921**	**5 402**	**24 400**	**19 814**

FONDS DE DOTATION

ÉVOLUTION DES SOLDES DE FONDS SYNOPTIQUE DES EXERCICES TERMINÉS LES 31 MAI 2007 ET 2006
(en milliers de dollars)

	UQTR $	UQAC $	ETS $	INRS $	2007 TOTAL $	2006 TOTAL $
SOLDE AU DÉBUT	358	8 902	5 365	4 872	19 497	17 681
EXCÉDENT DES PRODUITS PAR RAPPORT AUX CHARGES	–	807	2 531	150	3 488	1 729
VIREMENT INTERFONDS	–	472	–	–	472	87
SOLDE À LA FIN	**358**	**10 181**	**7 896**	**5 022**	**23 457**	**19 497**

FONDS DE DOTATION

RÉSULTATS SYNOPTIQUES DES EXERCICES TERMINÉS LES 31 MAI 2007 ET 2006
(en milliers de dollars)

	UQTR $	UQAC $	ETS $	INRS $	2007 TOTAL $	2006 TOTAL $
PRODUITS						
PLACEMENTS ET DOTATIONS	16	2 505	467	231	3 219	2 031
AUTRES REVENUS	–	–	3 115	5	3 120	1 461
	16	**2 505**	**3 582**	**236**	**6 339**	**3 492**
CHARGES						
SERVICES À LA COLLECTIVITÉ	–	8	–	–	8	7
ENSEIGNEMENT ET RECHERCHE	–	–	1 051	70	1 121	753
SERVICES AUX ÉTUDIANTS	1	–	–	–	1	–
CONTRIBUTION INTERFONDS	15	1 673	–	–	1 688	969
AUTRES	–	17	–	16	33	34
	16	**1 698**	**1 051**	**86**	**2 851**	**1 763**
EXCÉDENT DES PRODUITS PAR RAPPORT AUX CHARGES	**–**	**807**	**2 531**	**150**	**3 488**	**1 729**
EXCÉDENT DES PRODUITS PAR RAPPORT AUX CHARGES DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT	1	315	1 186	227	–	–

FONDS DES IMMOBILISATIONS

BILAN SYNOPTIQUE AUX 31 MAI 2007 ET 2006 (en milliers de dollars)

	UQAM $	UQTR $	UQAC $	UQAR $	UQO $	UQAT $	ENAP $	ETS $	INRS $	UQ $	ÉLIMINATIONS $	2007 TOTAL $	2006 TOTAL $
ACTIF													
ACTIF À COURT TERME													
ENCAISSE	–	–	–	–	–	–	–	–	–	3 929	–	3 929	–
COMPTES À RECEVOIR	48	–	–	73	405	1	6	1 364	238	1 310	663	4 108	2 292
RÉCLAMATION À RECEVOIR													
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC	1 407	1 213	643	453	3 985	86	–	8 029	7 148	–	(22 964)	–	–
AUTRES	–	–	138	–	–	–	–	–	–	–	–	138	2 108
SUBVENTIONS À RECEVOIR	–	538	637	–	–	–	–	–	–	13 947	–	15 122	17 880
AVANCES INTERFONDS	–	4 500	500	–	–	–	55	–	–	–	–	5 055	675
FRAIS PAYÉS D'AVANCE	–	2	–	–	–	–	–	4	–	–	–	6	4
ENCAISSEMENTS EXIGIBLES À COURT TERME DES EFFETS À RECEVOIR	–	–	–	–	–	–	–	–	–	252	–	252	201
	1 455	6 253	1 918	526	4 390	87	61	9 397	7 386	19 438	–	28 610	23 160
FINANCEMENT À RECEVOIR (note 8)	83 973	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	83 973	94 693
PLACEMENTS, AU COÛT (note 9)	20 495	–	–	–	–	–	–	275	2 072	–	–	22 842	22 737
IMMOBILISATIONS (note 10)	849 915	103 316	89 225	69 302	82 050	25 246	17 656	199 393	224 866	60 121	–	1 721 110	1 539 740
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (note 11)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1 586	–	1 586	–
IMMOBILISATIONS DESTINÉES À LA VENTE (note 12)	–	–	–	–	–	–	–	–	3 000	–	–	3 000	–
CONTRIBUTIONS AUX CONSTITUANTES– IMMOBILISATIONS	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1 054 266	(1 054 266)	–	–
EFFETS À RECEVOIR (note 13)	–	–	–	–	9	–	–	–	–	13 045	(10 275)	2 779	2 220
FRAIS REPORTÉS	4 553	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	4 553	4 677
FRAIS DE FINANCEMENT DIFFÉRÉS– ESCOMPTE, AU COÛT NON AMORTI	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1 548	–	1 548	2 439
AUTRE ACTIF AU COÛT (note 14)	1 368	684	684	684	684	703	684	684	684	684	–	7 541	8 112
	961 759	**110 273**	**91 827**	**70 512**	**87 133**	**26 036**	**18 401**	**209 749**	**238 008**	**1 150 688**	**–**	**1 877 544**	**1 697 778**
PASSIF													
PASSIF À COURT TERME													
EMPRUNTS BANCAIRES (note 15)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	50 000	–	50 000	66 730
COMPTES À PAYER ET FRAIS COURUS	9 399	256	438	910	1 292	1	10	4 911	1 890	17 787	–	42 895	48 663
COMPTES À PAYER AUX CONSTITUANTES	–	–	–	–	–	–	–	–	–	24 027	(24 027)	–	–
RETENUES SUR CONTRAT	690	–	14	–	1	1	–	3 131	–	–	–	3 835	8 652
PRODUITS REPORTÉS	–	–	–	–	–	–	–	–	1 364	–	–	1 364	1 526
VERSEMENTS SUR LA DETTE À LONG TERME	13 371	437	102	86	438	–	4	1 642	959	57 103	–	74 142	201 846
AVANCES INTERFONDS	24 221	1 816	3 785	1 041	3 622	–	–	1 630	37 772	6 179	1 726	81 792	42 780
	47 681	**2 509**	**4 339**	**2 038**	**5 352**	**1**	**14**	**11 314**	**47 159**	**155 096**	**–**	**253 202**	**370 147**
DETTE À LONG TERME (note 16)	332 921	4 180	391	121	7 415	–	507	43 278	4 848	856 789	(10 275)	1 240 175	1 000 704
JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS (note 17)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	713	–	713	–
AVANCES INTERFONDS	116 520	–	–	–	–	–	–	1 208	–	–	–	117 728	99 677
	497 122	**6 689**	**4 730**	**2 159**	**12 767**	**1**	**521**	**55 800**	**52 007**	**1 012 598**	**–**	**1 611 818**	**1 470 468**
SOLDES DE FONDS													
INVESTI EN IMMOBILISATIONS	464 637	104 584	87 097	68 353	74 366	26 035	17 880	153 949	186 001	138 090	(1 054 266)	265 726	227 310
	961 759	**110 273**	**91 827**	**70 512**	**87 133**	**26 036**	**18 401**	**209 749**	**238 008**	**1 150 688**	**–**	**1 877 544**	**1 697 778**

FONDS DES IMMOBILISATIONS

RÉSULTATS SYNOPTIQUES DES EXERCICES TERMINÉS LES 31 MAI 2007 ET 2006 (en milliers de dollars)

	UQAM $	UQTR $	UQAC $	UQAR $	UQO $	UQAT $	ENAP $	ETS $	INRS $	UQ $	ÉLIMINATIONS $	2007 TOTAL $	2006 TOTAL $
PRODUITS													
SUBVENTIONS													
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC													
FONCTIONNEMENT - MELS	11 072	3 449	6 072	3 865	6 676	350	185	–	14 702	91 474	(46 371)	91 474	91 356
AUTRES	5 472	51	103	–	1	–	–	33 458	–	–	–	39 085	7 165
GOUVERNEMENT DU CANADA	–	827	1 076	178	–	–	–	–	–	–	–	2 081	6 047
AUTRES	–	671	48	13	–	25	–	–	–	–	–	757	2 872
AUTRES REVENUS	115	35	879	437	310	–	20	338	702	2 546	–	5 382	23 004
INTÉRÊTS	1 109	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1 109	1 050
CONTRIBUTION INTERFONDS	31 394	4 967	3 752	3 286	2 095	766	613	9 054	27 137	85	(45 636)	37 513	56 075
UTILISATION DE LA RÉSERVE POUR RÉNOVATIONS ET RÉAMÉNAGEMENT	–	–	–	–	–	–	–	–	5 351	–	–	5 351	–
ACQUISITIONS NETTES DES ACTIFS DU CENTRE PIERRE-PÉLADEAU (note 5)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	2 967
DONS EN NATURE	1 348	6	290	–	–	–	–	–	–	–	–	1 644	3 035
	50 510	**10 006**	**12 220**	**7 779**	**9 082**	**1 141**	**818**	**42 850**	**47 892**	**94 105**	**–**	**184 396**	**193 571**
CHARGES													
VIREMENTS ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES	–	25	–	–	–	–	–	–	–	–	–	25	–
CONTRIBUTION INTERFONDS	–	631	–	–	–	–	–	–	–	–	(631)	–	–
INTÉRÊTS SUR EMPRUNTS	16 235	201	33	20	415	–	–	–	1 706	46 885	–	65 495	64 476
RADIATION ET PERTE SUR LA CESSION D'IMMOBILISATIONS	–	388	209	301	280	–	148	–	397	98	–	1 821	3 320
MOINS-VALUE SUR PLACEMENTS ET IMMOBILISATIONS	–	–	–	–	–	–	–	–	2 340	–	–	2 340	–
AMORTISSEMENT DES FRAIS DE FINANCEMENT REPORTÉS ET DES IMMOBILISATIONS	32 450	6 978	6 804	4 445	3 752	1 787	823	8 303	13 819	2 250	–	81 411	76 965
AMORTISSEMENT DE L'AUTRE ACTIF	106	53	53	53	53	39	53	53	53	53	–	569	576
RADIATION DES FRAIS ANNUELS D'ÉMISSION DE BILLETS ET DE DÉBENTURES	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1	–	1	7
AUTRES	123	5	–	–	–	–	–	–	295	48 542	(44 968)	3 997	666
	48 914	**8 281**	**7 099**	**4 819**	**4 500**	**1 826**	**1 024**	**8 356**	**18 610**	**97 829**	**–**	**155 659**	**146 010**
AUTRES PRODUITS (charges)													
GAIN COMPTABLE SUR DISPOSITIONS D'ACTIFS	–	69	–	–	–	–	–	–	779	7 062	–	7 910	116
VARIATION DE LA JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS (note 17)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(713)	–	(713)	–
	–	69	–	–	–	–	–	–	779	6 349	–	7 197	116
EXCÉDENT (insuffisance) DES PRODUITS PAR RAPPORT AUX CHARGES	**1 596**	**1 794**	**5 121**	**2 960**	**4 582**	**(685)**	**(206)**	**34 494**	**30 061**	**2 625**	**(46 408)**	**35 934**	**47 677**
EXCÉDENT (insuffisance) DES PRODUITS PAR RAPPORT AUX CHARGES DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT	21 575	2 342	10 012	7 619	9 658	1 150	(212)	9 722	26 992	(1 668)	(34 451)	–	–

FONDS DES IMMOBILISATIONS

ÉVOLUTION DES SOLDES DE FONDS SYNOPTIQUE DES EXERCICES TERMINÉS LES 31 MAI 2007 ET 2006 (en milliers de dollars)

	UQAM $	UQTR $	UQAC $	UQAR $	UQO $	UQAT $	ENAP $	ETS $	INRS $	UQ $	ÉLIMINATIONS $	2007 TOTAL $	2006 TOTAL $
SOLDE AU DÉBUT	463 041	97 290	81 604	65 193	69 784	26 720	18 086	119 455	158 529	135 465	(1 007 858)	227 310	174 724
REDRESSEMENTS AFFECTÉS AUX EXERCICES ANTÉRIEURS (note 20)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	857
SOLDE REDRESSÉ	463 041	97 290	81 604	65 193	69 784	26 720	18 086	119 455	158 529	135 465	–	227 310	175 581
EXCÉDENT (insuffisance) DES PRODUITS PAR RAPPORT AUX CHARGES	1 596	1 794	5 121	2 960	4 582	(685)	(206)	34 494	30 061	2 625	(46 408)	35 934	47 677
RÉSERVE POUR LA RÉNOVATION, LE RÉAMÉNAGEMENT ET LE FINANCEMENT DES AJOUTS D'ESPACES (note 21)	–	–	–	–	–	–	–	–	2 762	–	–	2 762	–
UTILISATION DE LA RÉSERVE POUR LA RÉNOVATION, LE RÉAMÉNAGEMENT ET LE FINANCEMENT DES AJOUTS D'ESPACES	–	–	–	–	–	–	–	–	(5 351)	–	–	(5 351)	2 547
VIREMENTS INTERFONDS	–	4 500	372	200	–	–	–	–	–	–	–	5 072	1 505
SOLDE À LA FIN	**464 637**	**103 584**	**87 097**	**68 353**	**74 366**	**26 035**	**17 880**	**153 949**	**186 001**	**138 090**	**–**	**265 727**	**227 310**

FONDS DES IMMOBILISATIONS

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE SYNOPTIQUE DES EXERCICES TERMINÉS LES 31 MAI 2007 ET 2006 (en milliers de dollars)

	UQAM $	UQTR $	UQAC $	UQAR $	UQO $	UQAT $	ENAP $	ETS $	INRS $	UQ $	ÉLIMINATIONS $	2007 TOTAL $	2006 TOTAL $
PROVENANCE DES FONDS													
PRODUIT NET DES ÉMISSIONS DE BILLETS, DÉBENTURES ET AUTRES DETTES	–	–	–	–	–	–	–	–	–	200 000	–	200 000	80 112
RÉCLAMATIONS POUR IMMOBILISATIONS	11 072	3 449	6 072	3 865	6 676	350	185	33 457	14 702	–	(79 829)	–	–
ACQUISITION DES ACTIFS NETS DU CENTRE PIERRE-PÉLADEAU	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	2 967
CONTRIBUTIONS DU FONDS													
FONCTIONNEMENT	28 590	4 152	2 027	2 540	1 953	145	555	5 374	3 635	85	(12 073)	36 983	20 230
AVEC RESTRICTION	2 804	815	722	747	142	621	58	3 634	23 502		–	33 045	35 025
DOTATION	–	–	1 010	–	–	–	–	47	–	–	–	1 057	155
SUBVENTIONS ET CONTRIBUTIONS													
MELS													
SUBVENTIONS	5 472	51	–	12	–	–	–	–	–	7 471	–	13 006	8 188
SERVICE DE LA DETTE	–	–	–	–	–	–	–	–	–	84 003	–	84 003	89 501
GOUVERNEMENT DU CANADA	–	827	–	178	–	–	–	–	–	–	–	1 005	1 983
AUTRES	–	706	–	436	313	25	–	–	779	2 545	–	4 804	34 340
VENTES D'IMMOBILISATIONS	–	69	–	–	–	–	–	2	1 006	–	–	1 077	671
AUTRES REVENUS	115	–	2 396	–	–	–	20	336	–	–	–	2 867	4 037
PLACEMENT	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	2 350
EFFET À RECEVOIR	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1 569
DETTE À LONG TERME	–	–	–	–	501	–	500	45 057	–	43 610	–	89 668	19 123
OBLIGATIONS DÉCOULANT DE CONTRATS DE LOCATION-ACQUISITION	–	–	154	–	–	–	–	–	–	–	–	154	–
OBLIGATIONS RELATIVES À DES BAUX EMPHYTÉOTIQUES	37 185	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	37 185	47 139
DONS EN NATURE	1 348	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1 348	–
VIREMENT INTERFONDS	–	4 500	372	200	–	–	–	–	2 761	–	–	7 833	4 051
	86 586	**14 569**	**12 753**	**7 978**	**9 585**	**1 141**	**1 318**	**87 907**	**46 385**	**337 714**	**–**	**514 035**	**351 441**
UTILISATION DES FONDS													
CONTRIBUTION AUX UNITÉS CONSTITUANTES	–	–	–	–	–	–	–	–	–	91 902	(91 902)	–	–
PLACEMENT	–	–	18	–	–	–	–	–	–	–	–	18	–
EFFET À RECEVOIR	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS	99 543	8 409	15 349	8 308	9 276	1 365	1 265	45 566	55 306	18 642	–	263 029	317 337
CONTRATS DE LOCATION-ACQUISITION													
VARIATION NETTE DES OBLIGATIONS	–	–	72	–	–	–	4	–	–	–	–	76	71
INTÉRÊTS SUR CONTRATS DE LOCATION-ACQUISITION	–	–	21	–	–	–	–	–	–	–	–	21	24
VIREMENTS ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES	–	25	–	–	–	–	–	–	–	–	–	25	–
SERVICE DE LA DETTE													
CAPITAL	1 934	364	22	249	247	–	–	26 688	127	174 638	–	204 269	107 936
INTÉRÊTS	15 926	201	12	20	747	–	–	–	1 706	39 897	–	58 509	62 905
FRAIS INHÉRENTS AUX ÉMISSIONS DE BILLETS ET DÉBENTURES	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1	–	1	7
CONTRIBUTION AU FONDS DE FONCTIONNEMENT	–	631	–	–	–	–	–	–	–	–	–	631	631
AUTRES	–	5	209	–	–	–	148	–	101	4 158	–	4 621	(350)
INTÉRÊTS SUR EMPRUNTS BANCAIRES	–	–	–	–	–	–	–	–	–	6 987	–	6 987	1 615
	117 403	**9 635**	**15 703**	**8 577**	**10 270**	**1 365**	**1 417**	**72 254**	**57 240**	**336 225**	**–**	**538 187**	**490 176**
AUGMENTATION (diminution) DES FONDS	**(30 817)**	**4 934**	**(2 950)**	**(599)**	**(685)**	**(224)**	**(99)**	**15 653**	**(10 855)**	**1 489**	**–**	**(24 152)**	**(138 735)**
SOLDE DISPONIBLE (non pourvu) AU DÉBUT	(118 558)	(741)	631	(829)	409	309	151	(16 861)	(28 785)	(80 297)	–	(244 572)	(105 837)
SOLDE DISPONIBLE (non pourvu) À LA FIN	(149 375)	4 193	(2 319)	(1 428)	(276)	85	52	(1 208)	(39 640)	(78 808)	–	(268 724)	(244 572)

FONDS DE FONCTIONNEMENT

RÉSULTATS SYNOPTIQUES DES EXERCICES TERMINÉS LES 31 MAI 2007 ET 2006 (en milliers de dollars)

	UQAM $	UQTR $	UQAC $	UQAR $	UQO $	UQAT $	ENAP $	ETS $	INRS $	UQ $	C.S.C. $	RÉSEAU $	ÉLIMINATIONS $	2007 TOTAL $	2006 TOTAL $
PRODUITS															
DROITS DE SCOLARITÉ	52 841	14 490	7 271	6 013	7 634	2 814	2 574	8 720	611	–	–	–	–	102 988	100 988
SUBVENTIONS															
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC															
FONCTIONNEMENT - MELS	252 299	80 381	52 939	45 701	38 390	25 947	12 040	49 135	41 972	8 639	4 702	8 555	–	620 700	567 047
AUTRES	2 651	131	493	363	249	–	2 905	305	106	–	–	–	–	7 203	4 850
GOUVERNEMENT DU CANADA	4 166	1 441	2 223	871	521	–	186	906	3 110	–	–	–	–	13 424	11 250
AUTRES	–	417	575	–	175	149	724	–	516	–	–	–	–	2 556	4 665
PLACEMENTS ET DOTATIONS	–	102	–	20	–	–	5	–	186	16	83	189	–	601	477
ENTREPRISES AUXILIAIRES	16 004	980	854	424	1 936	12	115	4 359	–	–	–	–	–	24 684	23 425
AUTRES REVENUS	29 374	8 757	4 086	1 724	2 458	1 938	1 091	2 556	11 176	1 413	277	5 011	(3 711)	66 150	59 672
RECOUVREMENT DE COÛTS INDIRECTS	–	229	654	269	–	209	206	840	4 063	–	–	–	–	6 470	5 106
PRODUITS D'ASSURANCE	–	–	–	–	–	–	721	–	–	–	–	–	–	721	1 103
CONTRIBUTIONS INTERFONDS	–	633	320	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	953	869
	357 355	**107 559**	**69 417**	**55 385**	**51 363**	**31 069**	**20 567**	**66 821**	**61 740**	**10 068**	**5 062**	**13 755**	–	**846 450**	**779 452**
CHARGES															
ENSEIGNEMENT ET RECHERCHE	216 490	63 983	41 984	35 482	32 580	20 516	10 985	36 917	31 465	2 032	–	2 288	(2 276)	492 446	463 590
RECHERCHE SUBVENTIONNÉE	4 368	864	1 027	1 500	373	351	–	1 925	–	–	–	–	–	10 408	11 603
SERVICES À LA COLLECTIVITÉ	5 244	1 679	1 845	157	1 013	25	3 452	2 792	–	–	–	–	–	16 207	13 683
BIBLIOTHÈQUE	14 433	4 328	2 781	2 301	2 543	678	1 034	1 809	1 214	455	–	–	–	31 576	31 376
AUDIOVISUEL	5 186	–	324	–	416	563	–	432	–	–	–	–	–	6 921	6 643
INFORMATIQUE	14 925	4 724	2 919	2 803	1 850	925	538	3 602	1 950	–	4 692	–	–	38 928	36 954
ADMINISTRATION	56 274	11 688	7 646	6 811	6 680	4 321	3 398	6 202	8 006	7 146	–	5 313	(1 435)	122 050	99 199
TERRAINS ET BÂTIMENTS	32 384	7 655	5 679	4 558	3 900	2 179	1 558	8 449	13 053	620	–	5 911	–	85 946	78 789
SERVICES AUX ÉTUDIANTS	8 630	3 706	3 517	1 206	1 075	255	117	1 232	–	–	–	–	–	19 738	18 362
ENTREPRISES AUXILIAIRES	16 247	1 006	950	359	1 492	2	76	3 637	–	–	–	–	–	23 769	22 646
REDRESSEMENT DES BASES - U.Q.	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	87	–	87	329
AUTRES	8 540	902	–	–	–	1 005	721	–	3 278	–	–	–	–	13 647	9 921
	382 722	**99 735**	**68 672**	**55 177**	**51 922**	**30 820**	**21 879**	**66 997**	**58 966**	**10 253**	**4 692**	**13 599**	–	**861 723**	**793 095**
EXCÉDENT (insuffisance) DES PRODUITS PAR RAPPORT AUX CHARGES	**(25 367)**	**7 824**	**745**	**208**	**(559)**	**249**	**(1 312)**	**(176)**	**2 774**	**(185)**	**370**	**156**	–	**(15 273)**	**(13 643)**
EXCÉDENT (insuffisance) DES PRODUITS PAR RAPPORT AUX CHARGES DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT	(14 157)	653	39	(397)	(1 702)	(1 042)	(1)	(867)	3 109	134	151	375	–	–	–

FONDS DE FONCTIONNEMENT

ÉVOLUTION DES SOLDES DE FONDS SYNOPTIQUE DES EXERCICES TERMINÉS LES 31 MAI 2007 ET 2006 (en milliers de dollars)

	UQAM $	UQTR $	UQAC $	UQAR $	UQO $	UQAT $	ENAP $	ETS $	INRS $	UQ $	C.S.C. $	RÉSEAU $	ÉLIMINATIONS $	2007 TOTAL $	2006 TOTAL $
SOLDE (déficit) AU DÉBUT	(15 694)	(17 108)	(7 469)	(6 476)	(9 694)	(6 154)	1 336	(2 189)	(2 807)	1 040	277	(15 162)	–	(80 100)	(59 138)
REDRESSEMENTS AFFECTÉS AUX EXERCICES ANTÉRIEURS (note 20)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1 364
RADIATION DE LA SOMME À RECEVOIR DE LA FONDATION DE L'UQAM (note 20)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(4 036)
SOLDE REDRESSÉ	(15 694)	(17 108)	(7 469)	(6 476)	(9 694)	(6 154)	1 336	(2 189)	(2 807)	1 040	277	(15 162)	–	(80 100)	(61 810)
EXCÉDENT (insuffisance) DES PRODUITS PAR RAPPORT AUX CHARGES	(25 367)	7 824	745	208	(559)	249	(1 312)	(176)	2 774	(185)	370	156	–	(15 273)	(13 643)
VIREMENTS INTERFONDS	–	(4 500)	(372)	(200)	–	–	–	–	(2 761)	–	–	–	–	(7 833)	(4 647)
SOLDE (déficit) À LA FIN	**(41 061)**	**(13 784)**	**(7 096)**	**(6 468)**	**(10 253)**	**(5 905)**	**24**	**(2 365)**	**(2 794)**	**855**	**647**	**(15 006)**	–	**(103 206)**	**(80 100)**

FONDS DE FONCTIONNEMENT

BILAN SYNOPTIQUE AUX 31 MAI 2007 ET 2006 (en milliers de dollars)

	UQAM $	UQTR $	UQAC $	UQAR $	UQO $	UQAT $	ENAP $	ETS $	INRS $	UQ $	ÉLIMINATIONS $	2007 TOTAL $	2006 TOTAL $
ACTIF													
ENCAISSE	994	6 173	5 934	–	–	1 999	–	606	–	–	(7 933)	7 773	22 190
PLACEMENTS À COURT TERME (note 3)	–	–	–	1	–	–	–	–	–	–	–	1	1
COMPTES À RECEVOIR													
DROITS DE SCOLARITÉ	2 271	490	210	201	330	496	–	108	–	–	–	4 106	4 755
AUTRES	25 620	14 881	4 484	4 522	3 945	3 638	2 800	564	8 418	676	(24 146)	45 402	65 988
SOMME À RECEVOIR DE LA FONDATION DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL (note 20)	361	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	361	236
SUBVENTIONS À RECEVOIR (note 6)	60 792	9 006	6 156	8 196	6 789	3 070	1 928	8 317	6 789	138 345	(111 043)	138 345	84 019
AVANCES INTERFONDS	21 561	–	3 823	–	3 605	2 779	–	1 630	16 034	5 334	–	54 757	17 431
STOCKS ET FRAIS PAYÉS D'AVANCE	4 231	628	1 141	813	573	252	279	497	177	31	–	8 622	7 439
	115 830	31 178	21 748	13 733	15 242	12 225	5 007	11 722	31 418	144 386	–	259 367	202 059
SOMMES À RECEVOIR - MELS (note 7)	5 615	529	670	374	270	325	–	2 759	–	–	–	10 542	4 646
SUBVENTIONS À RECEVOIR (note 6)	6 899	1 691	1 046	753	749	294	210	939	240	12 820	(12 821)	12 820	6 347
FRAIS REPORTÉS	–	1 670	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1 670	1 545
AVANCES INTERFONDS	116 520	–	–	–	–	–	–	1 208	–	–	–	117 728	99 617
PLACEMENTS AU COÛT (note 9)	122	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	122	100
	244 986	**35 068**	**23 464**	**14 860**	**16 261**	**12 844**	**5 217**	**16 628**	**31 658**	**157 206**	**–**	**402 249**	**314 314**
PASSIF													
PASSIF À COURT TERME													
DÉCOUVERT BANCAIRE	3 812	–	–	1 689	–	–	557	–	1 502	373	(7 933)	–	–
EMPRUNTS BANCAIRES (note 15)	223 000	16 000	9 800	13 025	18 614	14 000	1 268	3 725	26 500	18 081	–	344 013	245 005
COMPTES À PAYER ET FRAIS COURUS	29 874	9 326	8 509	3 148	4 912	4 337	1 431	5 320	5 723	4 237	–	76 817	67 686
SUBVENTIONS À PAYER	–	–	–	–	–	–	–	–	–	148 010	(148 010)	–	–
PRODUITS REPORTÉS	5 409	1 512	1 380	335	659	412	696	1 423	381	9	–	12 216	11 960
AVANCES INTERFONDS	23 952	10 285	10 871	3 131	2 329	–	1 241	8 525	–	–	–	60 334	57 537
DETTE EXIGIBLE À COURT TERME (note 16)	–	46	–	–	–	–	–	–	–	–	–	46	47
DETTE DEVANT ÊTRE REFINANCÉE À LONG TERME (note 16)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	9 775
	286 047	37 169	30 560	21 328	26 514	18 749	5 193	18 993	34 106	170 710	–	493 426	392 010
DETTE À LONG TERME (note 16)	–	11 683	–	–	–	–	–	–	–	–	–	11 683	1 953
INCITATIF RELATIF À UN BAIL	–	–	–	–	–	–	–	–	346	–	–	346	451
	286 047	**48 852**	**30 560**	**21 328**	**26 514**	**18 749**	**5 193**	**18 993**	**34 452**	**170 710**	**–**	**505 455**	**394 414**
SOLDES DE FONDS (négatif)													
NON AFFECTÉ	(55 732)	(15 144)	(7 724)	(6 789)	(11 588)	(5 953)	24	(2 365)	(3 644)	(16 491)	–	(125 416)	(99 085)
AFFECTATION D'ORIGINE INTERNE	14 671	1 360	628	321	1 345	48	–	–	850	2 987	–	22 210	18 985
	(41 061)	(13 784)	(7 096)	(6 468)	(10 253)	(5 905)	24	(2 365)	(2 794)	(13 504)	–	(103 206)	(80 100)
	244 986	**35 068**	**23 464**	**14 860**	**16 261**	**12 844**	**5 217**	**16 628**	**31 658**	**157 206**	**–**	**402 249**	**314 314**

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX 31 MAI 2007 ET 2006

1 - ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers consolidés et synoptiques comprennent les données de l'Université du Québec (UQ), de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) (incluant sa composante TELUQ), de l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR), de l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC), de l'Université du Québec à Rimouski (UQAR), de l'Université du Québec en Outaouais (UQO), de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT), de l'École nationale d'administration publique (ENAP), de l'École de technologie supérieure (ÉTS) et de l'Institut national de la recherche scientifique (INRS), dont les biens, en cas de liquidation, sont dévolus à l'Université du Québec.

Aux fins de consolidation, seules les éliminations importantes au niveau du bilan et des produits et des charges ont été effectuées. Des modifications ont été apportées aux états financiers de certaines unités constituantes afin de rendre comparables, aux fins des états financiers synoptiques et consolidés, les données des différentes unités à l'intérieur de la même année.

2 - FINANCEMENT DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL ET CONTINUITÉ D'ACTIVITÉS

Une proposition de plan de redressement a été déposée par la direction de l'UQAM en juin 2007 afin d'assurer la pérennité de l'Université. Par conséquent, une évaluation complète et rigoureuse de la situation financière de l'UQAM est en cours.

Ce plan de redressement tient compte de la décision du gouvernement du Québec de retirer du périmètre comptable de l'Université le fardeau financier et les conséquences financières découlant d'investissements dans l'Îlot Voyageur.

Le plan de redressement est rendu nécessaire afin d'obtenir du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) les subventions conditionnelles déjà comptabilisées, mais aussi afin de permettre le financement futur des opérations courantes et le remboursement du solde non pourvu du fonds des immobilisations. La date butoir de l'adoption du plan de redressement a été fixée au 29 février 2008.

Par conséquent, ces états financiers ont été préparés selon la convention de la continuité d'activités, ce qui suppose que l'Université du Québec à Montréal continuera à exercer ses activités et sera en mesure de les réaliser et d'acquitter ses dettes dans le cours normal de ses opérations. Cela suppose qu'elle continuera à bénéficier du soutien du MELS et des institutions financières. Si l'Université du Québec à Montréal n'était pas en mesure de respecter le principe de la continuité d'activités, certains éléments d'actif pourraient faire l'objet d'une radiation ou une réduction de valeur importante.

3 - PRINCIPALES DIFFÉRENCES AVEC LES PRINCIPES COMPTABLES GÉNÉRALEMENT RECONNUS

Les états financiers ont été établis conformément aux principes comptables généralement reconnus par les universités du Québec.

Ces principes sont régis par le Cahier des définitions, des termes et des directives de présentation du rapport financier annuel pour les universités québécoises publié par le MELS.

En l'absence de directives du MELS, l'Université se conforme aux normes comptables recommandées par l'Institut Canadien des Comptables Agréés et plus particulièrement celles relatives à la comptabilité des organismes sans but lucratif.

Les différences entre les recommandations du Cahier des définitions, des termes et des directives de présentation du rapport financier annuel par les universités du Québec et les principes comptables généralement reconnus sont les suivantes :

i. La comptabilité d'exercice n'est pas appliquée pour la comptabilisation des vacances à payer ni pour les avantages sociaux futurs.

ii. Les immobilisations acquises à même les produits des fonds de fonctionnement et avec restriction sont comptabilisées à titre de charges dans ces fonds et à titre de produits dans le fonds des immobilisations.

iii. Les contributions au financement ou les versements sur la dette à long terme non financés par le MELS sont comptabilisés à titre de charges dans le fonds de fonctionnement et à titre de produits dans le fonds des immobilisations.

iv. Les redressements s'appliquant aux exercices antérieurs sont comptabilisés au solde de fonds correspondant. Les chiffres de l'exercice antérieur fournis aux fins de comparaison ne sont pas redressés.

v. La charge d'amortissement est comptabilisée pour la période entière plutôt que la portion d'année dans l'exercice financier au cours duquel le bien a été mis en service.

vi. Les produits de commandites du fonds avec restriction non utilisés à la fin de l'exercice pour supporter les coûts de certaines opérations désignées spécifiquement ne sont pas comptabilisés comme produits reportés, mais considérés dans le solde de fonds correspondant.

4 - CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers sont dressés selon les principes comptables contenus au Cahier des définitions, des termes et des directives de présentation du rapport financier annuel 2006-2007 du MELS.

Estimation comptables

Pour dresser ces états financiers, la direction de l'Université doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la société pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Classification des fonds

Les fonds sont divisés en quatre catégories :

- Le fonds de fonctionnement sert à l'enregistrement des transactions relatives aux opérations courantes et à certaines opérations désignées spécifiquement, qu'elles soient assujetties ou non à des restrictions internes.
- Le fonds avec restriction regroupe les ressources utilisées pour défrayer le coût de certaines opérations désignées spécifiquement et qui sont assujetties à des restrictions déterminées de l'extérieur.
- Le fonds de dotation sert à l'enregistrement des transactions dont les ressources proviennent de legs ou de donations dont le capital est maintenu intact ou est affecté, tout comme les revenus, aux fins déterminées par le donateur.
- Le fonds des immobilisations sert à l'enregistrement des transactions relatives aux immobilisations et à leur financement.

Comptabilisation des transactions

Les transactions sont enregistrées conformément aux principes comptables généralement reconnus, dont certains sont prévus ou modifiés comme suit :

- Les produits de subventions regroupent les subventions, les contrats, les commandites et les dons reçus dans le cadre de la mission de l'entité, soit à l'enseignement, à la recherche et aux services à la collectivité.
- Les produits de subventions pour le fonds de fonctionnement sont enregistrés aux livres selon les règles de financement du MELS et les ajustements sont portés à l'état des résultats de l'exercice dans l'année financière où ils sont définitivement établis.
- Les droits de scolarité sont considérés comme produits de l'année financière à laquelle la session de cours appartient.
- Les placements de portefeuille et de participation sont inscrits dans les fonds respectifs au moindre du coût ou de leur valeur de réalisation nette. Les produits de placements ne faisant l'objet d'aucune restriction de l'extérieur et provenant de tous les fonds sont inscrits aux livres au fonds de fonctionnement sans restriction.
- Les engagements pour commandes non complétées d'achat de biens et de services ne sont pas inscrits aux livres mais plutôt en note aux états financiers.
- Aucuns frais ne sont reportés pour les assurances, les taxes, les timbres, la papeterie, les fournitures de bureau et les autres charges répétitives de même nature, à l'exception des salaires, en application du régime de traitements différés et des déboursés importants, s'il en est, applicables à l'année subséquente ou à des projets préalablement autorisés par les conseils d'administration ou par l'Assemblée des gouverneurs, lesquels doivent être amortis sur une période maximale de trois ans.
- Aucune provision n'est inscrite aux livres pour le personnel régulier au titre des vacances, des congés de maladie accumulés et des heures supplémentaires à être compensées par des congés et une partie des coûts relatifs à l'application du protocole des cadres supérieurs, lesquels sont défrayés à même les charges courantes.
- Le service de la dette à long terme du fonds des immobilisations ainsi que les subventions qui y pourvoient sont inscrits à ce fonds.
- Les coûts des régimes de retraite sont enregistrés selon la méthode de la comptabilité de caisse.

Immobilisations

Les charges en immobilisations effectuées dans le cadre des budgets autorisés sont financées ou seront financées généralement par l'émission de billets ou de débentures. Les intérêts sur le financement temporaire des projets de construction en cours sont ajoutés au coût, à l'exception de l'UQAM. Les acquisitions d'immobilisations effectuées à même les produits et les charges de l'année sont également comptabilisées au fonds des immobilisations. Les acquisitions d'immobilisations effectuées en vertu de baux de location-acquisition sont enregistrées aux livres à la valeur globale de l'engagement comprenant le capital, les intérêts et le coût de l'option d'achat à l'échéance pour les contrats antérieurs au 1er juin 1986 et à la valeur actualisée de l'engagement après cette date. L'obligation découlant de ces contrats de location-acquisition apparaissant au passif est amortie annuellement par une contribution du fonds de fonctionnement sur la durée de ces contrats.

Les frais de financement différés (escomptes) sont amortis ou radiés selon les dates d'échéance respectives des billets et des débentures.

De plus, les immobilisations sont amorties selon les méthodes, les taux annuels et les périodes qui suivent :

	Méthodes	Taux et périodes
Améliorations de terrains	Linéaire	20 ans
Bâtiments	Dégressif et Linéaire	2 % - 30 ans
Améliorations locatives	Linéaire	Durée du bail
Mobilier, appareillage, outillage, équipements audiovisuels et informatiques et logiciels	Linéaire	5 à 8 ans
Documents de bibliothèque	Linéaire	40 ans
Matériel roulant	Linéaire	5 ans
Brevets	Linéaire	40 ans

L'Université comptabilise ses réclamations en remboursement d'immobilisations et d'intérêts au moment où elles sont confirmées ou dégagées par le MELS dans le cadre des plans quinquennaux approuvés ou à être approuvés par le gouvernement, pour être par la suite payées par le fiduciaire à même le produit des émissions de billets et débentures.

Instruments financiers dérivés

L'Université utilise des instruments financiers dérivés dans la gestion du risque de taux d'intérêt. Selon la politique de l'Université, elle n'utilise pas ces instruments financiers aux fins de transactions ou de spéculation.

Pour certains instruments financiers dérivés, l'Université n'utilise pas la comptabilité de couverture. Par conséquent, les swaps de taux d'intérêt sont constatés au bilan à leur juste valeur et les variations de la juste valeur sont constatées aux résultats de l'exercice.

Pour d'autres instruments financiers dérivés, l'Université utilise la comptabilité de couverture. Ainsi, les gains ou les pertes sur les swaps de taux d'intérêt sont rapprochés à la charge d'intérêt relative à l'emprunt auquel il se rattache.

Dans le cas des instruments financiers dérivés où la comptabilité de couverture est appliquée, l'Université constitue une documentation en bonne et due forme concernant toutes les relations entre les instruments de couverture et les éléments couverts, ainsi que son objectif et sa stratégie de gestion du risque sur lesquels reposent ses diverses opérations de couverture. Ce processus consiste notamment à rattacher tous les dérivés à des actifs et à des passifs spécifiques figurant au bilan ou à des engagements fermes ou des opérations prévues spécifiques. L'Université détermine aussi de façon méthodique, tant à la mise en place de la couverture que par la suite, si les dérivés utilisés dans les opérations de couverture permettent de compenser de façon très efficace les variations des justes valeurs ou des flux de trésorerie des éléments couverts.

L'Université du Québec utilise les swaps de taux d'intérêt pour gérer le risque lié aux fluctuations. Ces instruments ne sont pas constatés dans les états financiers au moment de la conclusion des contrats. Les montants déboursés et reçus en vertu des swaps sont comptabilisés dans les charges correspondantes au moment où ils sont reçus ou déboursés.

5 - SOCIÉTÉ DU CENTRE PIERRE-PÉLADEAU

En vertu d'une convention de cession des actifs datée du 31 mars 2006, tous les actifs et tous les passifs de la Société du Centre Pierre-Péladeau ont été transférés à l'Université du Québec à Montréal à cette date.

À compter de cette date, toutes les opérations liées au Centre Pierre-Péladeau sont comptabilisées dans les opérations de l'Université.

Les principaux éléments d'actif et de passif acquis le 31 mars 2006 se détaillent comme suit :

	$
FONDS DE FONCTIONNEMENT	
Actif à court terme	169 895
Passif à court terme	705 087
Prise en charge du déficit imputé aux résultats	535 192
FONDS DES IMMOBILISATIONS	
Immobilisations	4 791 027
Dette à long terme	1 824 251
Solde de fonds	2 966 776
	4 791 027

6 - SUBVENTIONS À RECEVOIR

Au fonds de fonctionnement, le solde de subventions à recevoir au 31 mai 2007 comprend :

À court terme

a) Un montant de 73 519 200 $ correspondant à une subvention conditionnelle au respect de l'atteinte de l'équilibre financier pour l'exercice terminé le 31 mai 2007, dont 28 419 500 $ pour l'UQAM pour lesquels le MELS doit accepter le plan de redressement déposé par l'UQAM.

b) Une subvention de 28 620 000 $ qui a été comptabilisée à titre de subvention à recevoir pour une subvention conditionnelle à l'UQAM pour l'exercice terminé le 31 mai 2006. Le montant est toujours à recevoir au 31 mai 2007. Les mêmes conditions que celles en a) y sont rattachées.

c) Un montant de 33 937 300 $ correspondant à la variation de l'effectif étudiant de l'année 2004–2005 par rapport à 2002–2003.

d) Un montant de 1 355 900 $ correspondant à une subvention spéciale pour l'Édifice INRS–Québec.

e) Un montant de 300 000 $ relativement à une subvention totale de 1 250 000 $ en 2005–2006 restent à recevoir en 2006–2007, relativement à la transition de méthode de calcul des frais indirects de recherche pour l'INRS.

À long terme

a) Une subvention de 12 820 000 $ (12 820 000 $ en mai 2006) a été comptabilisée à titre de subvention à recevoir pour l'exercice terminé le 31 mai 2004 en plus de la subvention de fonctionnement confirmée par le MELS. Cette subvention est toujours à recevoir au 31 mai 2007.

Ce montant représente le manque à gagner par l'Université à la suite des compressions budgétaires dans le réseau universitaire imposées par le MELS.

La direction de l'Université a comptabilisé cette subvention à recevoir à la suite d'une correspondance reçue du ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport qui s'engage à compenser cette compression dans le cadre d'un redressement financier à venir.

7 - SOMMES À RECEVOIR DU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT

Le solde des sommes à recevoir du MELS au 31 mai 2007 comprend un montant de 4 966 950 $ de financement supplémentaire estimé par l'Université du Québec à la suite de la réalisation d'un processus de reclassification effectué au cours de l'exercice de la codification CLARDER de la charte de cours. L'estimation du financement supplémentaire effectuée par l'Université pourrait être différente de celle qui sera déterminée par le MELS. L'encaissement de ce financement supplémentaire est prévu en 2008–2009.

8 - FINANCEMENT À RECEVOIR

FONDS D'IMMOBILISATIONS

UQAM

Au cours d'un exercice précédent, à la suite d'un décret gouvernemental, les équipements acquis par la Société de gestion Marie-Victorin de la Ville de Montréal, soit le Jardin botanique, le Biodôme et le Planétarium, ont été transférés à la Ville de Montréal.

La participation de 27 % dans la Société de gestion Marie-Victorin, au montant de 160 800 000 $, a été dévaluée à zéro puisque cette société ne détient plus d'actif.

Cependant, en vertu d'un décret gouvernemental, le gouvernement du Québec a accordé une subvention correspondant au capital et aux intérêts nécessaires pour pourvoir aux emprunts correspondants de 160 800 000 $.

Au 31 mai 2007, le financement à recevoir est de 83 973 328 $ (94 693 327 $ en mai 2006).

9 - PLACEMENTS

(en milliers de dollars)	2007	2006
	$	$
Placements à court terme		
FONDS DE FONCTIONNEMENT		
a) TELUQ		
Dépôts à terme	1	1
FONDS AVEC RESTRICTIONS		
a) UQSS		
Unités de fonds mutuels, vendus au cours de l'exercice	–	15
Placements à long terme		
FONDS DE FONCTIONNEMENT		
a) UQAM – Composante TELUQ		
Technologies Cogigraph inc.[1]		
99 650 actions de catégorie « A »	100	100
Placement immobilier – Résidences Sainte-Hélène[2]	22	–
	122	100

1 L'établissement détient 100 % des actions de Technologies Cogigraph inc., une entreprise ayant comme mission de soutenir l'implantation du téléapprentissage dans les organisations à l'aide de produits développés dans le cadre des activités de laboratoire de recherche en informatique cognitive et environnement de formation Télé-université.

2 À sa réunion du 12 décembre 2006, l'assemblée des gouverneurs a approuvé un acte de session entre la SIUQ, d'une part, et l'INRS, l'ÉNAP, l'UQAM pour sa composante Télé-université et l'Université du Québec, d'autre part, en vertu duquel la Télé-université acquiert une participation à la propriété à hauteur de 5 % dans l'édifice désigné Résidences Sainte-Hélène. Cette acquisition implique pour la Télé-Université un investissement de 22 500 $, montant qui deviendra exigible lorsque toutes les autorisations requises auront été obtenues des instances concernées. Les parties ont également conclu un contrat selon lequel elles s'engagent à partager les bénéfices nets ou les pertes nettes découlant de la location des résidences en fonction de leur part respective dans la propriété de l'immeuble.

FONDS DES IMMOBILISATIONS		
a) UQAM		
Coupon de la province de Québec, 5,641 %, échéant en janvier 2036 (valeur marchande de 26 001 216 $; 22 444 825 $ en 2006)[3]	20 495	19 386
b) ETS		
Prêt à l'Association des étudiants de l'École de technologie supérieure, portant intérêt au taux préférentiel (6 %; 4,25 % en 2006), remboursable par versements semestriels, échéant en mars 2013	275	300
c) INRS		
Sociétés Satellites[4]		
Centre de développement des Biotechnologies de Laval S.E.C., 2 550 000 parts (33,33 %), à la valeur de consolidation	1 900	2 550

3 La valeur nominale de ce coupon échéant en 2036 est de 105 782 000 $. L'intention de la direction est de réinvestir cette somme jusqu'en 2044 pour que le montant total soit de 150 000 000 $ et qu'elle soit utilisée pour rembourser des débentures non garanties échéant à la même date.

4 Les placements dans des sociétés satellites sont présentés à la valeur de consolidation selon les états financiers de ces sociétés du 31 décembre précédent.

PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE		
Corporation technologique Bioenvelop		
2 099 999 actions de catégorie « A », au coût (valeur du marché de 112 114 $, 272 999 $ en 2006)	**112**	441
Biophage inc.		
117 761 actions de catégorie « A », au coût (valeur du marché de 14 059 $, 11 716 $ en 2006)	**60**	60
	2 072	3 051
	22 842	22 737
FONDS DE DOTATION		
Encaisse	**(4)**	204
Fonds du marché monétaire (valeur du marché de 339 317 $, 176 368 $ en 2006)	**337**	176
Dépôts à terme, 2,9 % (3,25 % en 2006), échéant en mai 2008	**200**	200
Bons du Trésor du Québec, échéant en août 2007	**989**	–
Actions de sociétés publiques (valeur du marché de 6 033 022 $, 3 816 525 $ en 2006)	**4 429**	3 067
Obligations, taux d'intérêts de 0,5 % à 10,25 % (2,95 % à 10,25 % en 2006), échéant à différentes dates jusqu'en juin 2037 (valeur du marché 13 111 809 $, 11 923 305 $ en 2006)	**13 376**	12 111
Débentures convertibles en actions ordinaires d'une société fermée, 15 %, échéant en juin 2006	**595**	595
Fonds d'investissement en actions et en obligations (valeur du marché 2 316 577 $, 1 620 093 $ en 2006)	**1 866**	1 465
	21 788	17 818

10 - IMMOBILISATIONS

(en milliers de dollars)			2007
	Coût	Amortissement cumulé	Coût non amorti
	$	$	$
Terrains et terrains de football et soccer	**72 486**	**190**	**72 296**
Améliorations de terrains	**13 443**	**8 139**	**5 304**
Bâtiments	**1 344 778**	**251 895**	**1 092 883**
Améliorations locatives	**3 771**	**1 229**	**2 542**
Construction en cours	**247 748**	**–**	**247 748**
Mobilier, appareillage, outillage, équipements audiovisuels et informatiques et logiciels	**374 396**	**200 385**	**174 011**
Documents de bibliothèque	**180 836**	**61 184**	**119 652**
Actifs non amortissables	**490**	**–**	**490**
Matériel roulant	**1 694**	**1 058**	**636**
Collections et œuvres d'art	**5 333**	**–**	**5 333**
Brevets	**358**	**143**	**215**
	2 245 333	**524 223**	**1 721 110**

(en milliers de dollars)			2006
	Coût	Amortissement cumulé	Coût non amorti
	$	$	$
Terrains	70 028	–	70 028
Améliorations de terrains	12 975	7 542	5 433
Bâtiments	1 366 531	234 696	1 131 835
Améliorations locatives	2 974	996	1 978
Construction en cours	42 543	–	42 543
Mobilier, appareillage, outillage, équipements audiovisuels et informatiques et logiciels	343 787	178 739	165 048
Documents de bibliothèque	172 934	56 602	116 332
Actifs non amortissables	490	–	490
Matériel roulant	1 516	870	646
Collections et œuvres d'art	5 252	–	5 252
Brevets	286	131	155
	2 019 316	479 576	1 539 740

11 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

(en milliers de dollars)	2007	2006
	$	$
Logiciel en développement	**1 586**	–

Le logiciel en développement sera amorti lorsque le développement sera achevé et qu'il sera mis en service.

12 - IMMOBILISATIONS DESTINÉES À LA VENTE

L'INRS a procédé à la mise en vente de son immeuble situé au 245, boul. Hymus à Pointe-Claire. À la suite de la décision de relocaliser les activités dans ce bâtiment, sur le Campus Laval.

Le coût du bâtiment a été ajusté afin de mieux refléter la juste valeur de vente, tel que décrit ci-dessous :

(en milliers de dollars)	$
Coût	6 382
Amortissement cumulé	2 020
Coût non amorti	4 362
Moins value	1 362
Juste valeur	3 000

13 - EFFETS À RECEVOIR

(en milliers de dollars)	2007	2006
	$	$
FONDS DES IMMOBILISATIONS		
Effet à recevoir, garanti par une hypothèque immobilière, 7,40 % à 7,50 % (7,30 % en 2006), encaissable par des versements irréguliers annuels variant entre 164 690 $ et 254 006 $ (86 884 $ à 302 159 $ en 2006), échéant en totalité en février 2020	**3 022**	2 412
Effet à recevoir, sans intérêt, encaissable au moyen de levées de fonds spécifiques	**9**	9
	3 031	2 421
Encaissements exigibles à court terme	**252**	201
	2 779	2 220

14 - AUTRE ACTIF

(en milliers de dollars)	2007	2006
	$	$
Droit d'utilisation du réseau de télécommunication à large bande passante géré par le Réseau d'information scientifique du Québec (RISQ), inc., au coût non amorti	**7 543**	8 112

L'Université amortit ce droit d'utilisation selon la méthode d'amortissement linéaire sur une période de 17 ans, soit la durée restante de la convention intervenue entre les parties. Cette convention prend fin en 2020.

15 - EMPRUNTS BANCAIRES

Les emprunts bancaires d'un montant autorisé de 828,3 M$ portent intérêt à des taux variant de 4,33 % à 4,62 % (3,9 % à 4,58 % en 2006) ou au taux préférentiel (6 %; 6 % en 2006) et sont renégociables entre juin 2007 et mai 2008.

De plus, l'ETS dispose d'un crédit spécial à vue de 1 000 000 $ pour le service de transfert électronique de fonds.

16 - DETTE À LONG TERME

(en milliers de dollars)	2007	2006
	$	$
FONDS DE FONCTIONNEMENT		
Prêts à terme sous forme d'acceptations bancaires, taux de 4,48 %, avec renouvellement des acceptations bancaires tous les trois mois, échéant en totalité en décembre 2011	**9 775**	–
Prêt à terme, d'un montant original de 2 000 000 $, remboursable par mensualités de 11 575 $ incluant capital et intérêts au taux de 4,90 %, renouvelable le 1er mai 2011, échéant en mai 2031	**1 954**	2 000
Prêt à terme échu au cours de l'exercice	**–**	9 775
	11 729	11 775
Dette devant être refinancée à long terme	**–**	9 775
Versements exigibles à court terme	**46**	47
	46	9 822
	11 683	1 953
FONDS AVEC RESTRICTION		
Solde dû au CENTECH, intérêt basé sur le taux moyen des emprunts (6,1 %; 6 % en 2006), sans modalités de remboursement	**275**	307

FONDS DES IMMOBILISATIONS	2007	2006
Débentures et autres dettes		
Débentures générales portant intérêt au taux moyen pondéré de 4,12 % (4,97 % en 2006) dont certaines sont assorties d'un fonds d'amortissement, échéant de 2008 à 2015 (a)	**103 805**	155 604
Effets à payer, 2,82 % à 6,24 %, payables par versements annuels à des fonds d'amortissement jusqu'en 2023 (a)	**740 573**	662 371
Emprunts bancaires, coûts des fonds majorés de 0,3 % ou 0,425 % échéant à différentes dates jusqu'en avril 2014	**68 787**	77 720
Prêts à terme sous forme d'acceptations bancaires, taux variant de 3,93 % à 6,10 %, avec renouvellement des acceptations bancaires tous les trois mois, échéant jusqu'en 2012 (b)	**13 716**	14 758
Débentures non garanties de premier rang, série A, 5,86 %, échéant en 2044	**150 000**	150 000
Obligations relatives à des baux emphytéotiques (note 18 e) i.)	**84 324**	47 139
Emprunts, garantis par une hypothèque immobilière sur des loyers, portant intérêt au taux variable des acceptations bancaires canadiennes de trois mois (4,378 %), remboursables par versements semestriels à compter du 1er juin 2009, échéant en décembre 2023 et en décembre 2033 (c)	**43 000**	–
Emprunt à terme, taux variable (4,363 %), remboursable par versements mensuels en capital de 136 857 $, échéant en avril 2032 (d)	**40 920**	–
Emprunt à terme, d'un montant maximum autorisé de 37 000 000 $, taux variable (4,378 %), remboursable par versements mensuels à compter d'octobre 2009, échéant en septembre 2032 (e)	**4 000**	–
Solde de prix de vente, 6 % à compter du 31 mai 2005, remboursable par versements annuels de 500 000 $ en 2006 et 2007	**–**	500
Solde de prix d'achat, remboursable en janvier 2006	**–**	–
Autres dettes, taux variables, échéant à différentes dates jusqu'en 2016	**64 366**	94 458
	1 313 491	1 202 550
Versements exigibles à court terme	**73 316**	201 846
	1 240 175	1 000 704

(a) Les débentures générales, les effets à payer et les emprunts bancaires émis par les constituantes sont garantis, capital et intérêts, par le crédit général des corporations émettrices et par le transport de subventions du gouvernement du Québec accordées par décrets.

(b) L'Université a procédé, au moyen d'une entente de swap de taux d'intérêt avec une institution financière décrite à la note 12, à la conversion d'un emprunt à terme de 5 100 000 $ à l'origine (4 542 714 $ au 31 mai 2007) portant intérêt à un taux variable en emprunt à taux fixe de 5,52 %.

c) Au cours de l'exercice, l'Université a procédé, au moyen d'une entente de swap de taux d'intérêt avec une institution financière décrite à la note 17, à la conversion de l'emprunt à terme portant intérêt à un taux variable en emprunt à taux fixe de 5,14 % pour une tranche d'emprunt à terme de 5 000 000 $ et de 5,22 % pour une tranche d'emprunt à terme de 38 000 000 $.

(d) Au cours de l'exercice, l'Université a procédé, au moyen d'une entente de swap de taux d'intérêt avec une institution financière décrite à la note 17, à la conversion de l'emprunt à terme portant intérêt à un taux variable en emprunt à taux fixe de 5,07 %.

(e) Au cours de l'exercice, l'Université a procédé, au moyen d'une entente de swap de taux d'intérêt avec une institution financière décrite à la note 17, à la conversion de l'emprunt à terme portant intérêt à un taux variable en emprunt à taux fixe de 5,065 %.

Les remboursements à effectuer sur la dette au cours de chacune des cinq prochaines années se détaillent comme suit :

(en milliers de dollars)	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012
	$	$	$	$	$
Billets, débentures et autres dettes	73 232	222 227	254 704	78 445	77 994
Contrats de location-acquisition	84	148	35	35	36
	73 316	222 375	254 739	78 480	78 030

17 - SWAP DE TAUX D'INTÉRÊT

Swaps de taux d'intérêt sur lesquels la comptabilité de couverture n'est pas appliquée

Au cours de l'exercice, l'Université du Québec - Siège social a conclu 2 ententes de swap de taux d'intérêt, échéant en décembre 2023 et en décembre 2033, selon lesquelles elle verse des intérêts à un taux fixe de 5,35 % et reçoit des intérêts à un taux variable basé sur le taux de Canadian Dollar Offered rate (ci-après CDOR) (4,378 %) moins 0,207 % pour une tranche de 5 000 000 $ et moins 0,131 % pour une tranche de 38 000 000 $. Le montant nominal de référence de swap attribuable à l'Université du Québec a été fixé à 43 000 000 $. La juste valeur marchande des swaps au 31 mai 2007 est de 713 524 $.

L'Université du Québec - Siège social a conclu une entente de swap de taux d'intérêt, échéant en février 2012, selon laquelle elle verse des intérêts à un taux fixe de 5,52 % et reçoit des intérêts à un taux variable basé sur le taux CDOR (4,378 %, 4,317 % en 2006). Le montant nominal de référence du swap attribuable à l'Université du Québec a été fixé à 4 542 714 $.

Swaps de taux d'intérêt sur lesquels la comptabilité de couverture est appliquée

Au cours de l'exercice, l'ETS a conclu des ententes de swap de taux d'intérêt, échéant en avril 2032 et en août 2034, selon lesquelles elle verse des intérêts à un taux fixe de 5,07 % et reçoit des intérêts à un taux variable basé sur le CDOR (4,363 % et 4,378 % au 31 mai 2007). Le montant nominal de référence du swap attribuable à l'Université a été fixé à 44 920 172 $. Conformément à l'énoncé de la NOC-13 du Manuel de l'ICCA, Relations de couverture, ces swaps sont qualifiés d'instrument de couverture de la dette à long terme et les paiements y afférents sont donc comptabilisés aux résultats, au fur et à mesure qu'ils sont effectués, comme un ajustement de la dépense d'intérêts.

18 - ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

(en milliers de dollars)	2007	2006
	$	$
a) Les engagements non inscrits aux livres pour commandes non complétées d'achats de biens et de services se répartissent comme suit :		
Fonds de fonctionnement	**31 486**	12 511
Fonds avec restriction	**15 345**	17 641
Fonds des immobilisations	**36 784**	35 971
Fonds de dotation	**3**	7

b) Les baux à long terme pour les immeubles et les équipements en vigueur au 31 mai 2007, payables mensuellement, représentent des engagements totalisant 23 388 779 $ et se répartissent comme suit :

(en milliers de dollars)	$
2007-2008	10 393
2008-2009	5 667
2009-2010	3 603
2010-2011	2 974
2011-2012	2 174
2012 et suivants	2 193
	27 004

Des baux contiennent certaines clauses d'ajustement pour les taxes et les services liés à la location des immeubles et de pénalité pour non-renouvellement.

c) Les engagements non inscrits aux livres pour le personnel régulier au titre des vacances, des congés de maladie accumulés, des heures supplémentaires à être compensées par des congés représentent au 31 mai 2007 un montant de 22 086 522 $ (20 880 728 $ en 2006).

Si ces engagements avaient été comptabilisés, l'insuffisance des produits par rapport aux charges du fonds de fonctionnement de l'exercice terminé le 31 mai 2007 aurait été de 36 912 522 $.

Les engagements non inscrits aux livres pour le personnel enseignant de l'École de technologie supérieure et de l'Université du Québec à Montréal au titre des crédits d'enseignement en réserve représentent un montant de 11 876 724 $ (11 789 093 $ en 2006).

d) L'Université du Québec à Chicoutimi s'est engagée par bail jusqu'au 31 mars 2105 pour la location d'un terrain. En contrepartie, elle s'est engagée à construire un bâtiment d'une valeur approximative de 3 000 000 $, dont la construction est sur le point d'être finalisée.

e) L'Université du Québec à Montréal s'est engagée, en vertu de diverses ententes, auprès d'une société pour le développement de l'îlot Voyageur. Ce développement est scindé en deux composantes importantes :

i. Acquisitions de terrains de stationnement et de résidences :

L'Université s'est engagée à acquérir ces actifs à même ses liquidités pour une somme approximative de 111 000 000 $ (après ristourne de taxes). Au 31 mai 2007, une somme de 57 327 000 $ (32 000 000 $ au 31 mai 2006) a été comptabilisée dans le fonds des immobilisations. Par conséquent, le solde de l'engagement est de 53 673 000 $ au 31 mai 2007 (79 000 000 $ au 31 mai 2006).

ii. Acquisition d'un terminus d'autobus, d'un pavillon institutionnel et d'un édifice à bureaux :

L'Université s'est engagée à acquérir, à la fin des travaux, prévue en mai 2009, les droits emphytéotiques sur ces immobilisations. Par conséquent, l'Université devra verser des rentes emphytéotiques sur une période de 30 ans, soit une rente annuelle approximative de 17 400 000 $ (après ristournes de taxes), pour un total de 522 000 000 $, payable à compter de la date de fin des travaux. Cette rente est basée sur des coûts approximatifs de 255 500 000 $ (après ristournes de taxes). L'Université s'est également engagée à payer toute hausse de coûts liés à ces projets par une modification de la rente. À la fin de ces baux, l'Université aura l'option d'acquérir ces immobilisations pour 1 $.

Compte tenu des obligations de l'Université en vertu des diverses ententes, les immobilisations sont comptabilisées au fur et à mesure de l'avancement des travaux. Au 31 mai 2007, une somme de 84 324 222 $ (47 139 497 $ au 31 mai 2006) a été comptabilisée.

f) L'Université du Québec à Trois-Rivières, dans une convention en date du 1er avril 1983, a acquis la collection Robert-Lionel Séguin. Cet engagement est payable au vendeur sa vie durant par une annuité de 65 000 $, jusqu'à un maximum de 2 795 000 $, plus une somme de 150 000 $ payable aux ayants droit du vendeur. Au 31 mai 2007, le solde éventuel de cet engagement est de 1 345 750 $ et la valeur capitalisée de la « Collection Robert-Lionel Séguin » à cette date est de 1 599 250 $. De plus, une somme de 300 000 $ a été réservée dans le fonds de dotation et dont les intérêts servent à pourvoir en partie le paiement annuel de 65 000 $ au vendeur. Le capital de 300 000 $ servira à l'aménagement et à l'amélioration de la collection, et ce, dans un délai de dix ans à compter du paiement par l'acquéreur aux ayants droit du vendeur de toute somme précitée.

g) L'Université du Québec en Outaouais a conclu des ententes contractuelles avec différents fournisseurs pour une somme totale de 1 932 140 $, payable au cours des quatre prochains exercices. Les paiements minimums exigibles s'élèvent à 964 044 $ en 2008, à 886 559 $ en 2009, à 40 768 $ en 2010 et à 40 768 $ en 2010.

h) L'Université du Québec - Siège social a conclu des ententes contractuelles avec différents fournisseurs dans le cadre de la construction de l'Édifice Henri-Julien (CMADM). l'Université du Québec s'est engagée auprès d'entrepreneurs en construction pour une somme approximative de 10 540 483 $. En date du 31 mai 2007, une somme de 10 423 531 $ a été comptabilisée au fonds d'immobilisations.

De plus, dans le cadre de la construction de l'Édifice Fleurie, l'Université du Québec s'est engagée auprès d'entrepreneurs en construction pour une somme approximative de 2 021 171 $. En date du 31 mai 2007, une somme de 5 418 225 $ a été comptabilisée au fonds d'immobilisations.

i) Des poursuites en dommages-intérêts d'un total de 6 636 801 $ sont pendantes contre l'Université du Québec ou ses unités constituantes. La direction est d'avis que ces réclamations sont non fondées et, en conséquence, aucune provision n'a été inscrite aux livres à cet égard. Ces poursuites se répartissent principalement comme suit entre les unités constituantes :

(en milliers de dollars)	$
Université du Québec à Montréal	4 800
Université du Québec à Trois-Rivières	182
Université du Québec - Abitibi Témiscamingue	1 655
	6 637

j) Cautionnement et lettres de garantie bancaire

L'Université du Québec - Siège social a offert à la Ville de Québec une lettre de garantie bancaire de 286 625 $ pour assurer la construction d'un passage piétonnier sur le terrain de l'Université du Québec. Cette garantie vient à échéance le 30 septembre 2007, date prévue pour la fin des travaux. Cependant, si les travaux ne sont pas terminés à cette date, l'Université s'engage à renouveler la lettre de garantie jusqu'au 31 décembre 2007.

L'Université du Québec à Montréal a cautionné et garanti pour un montant maximal de 4 936 150 $ des emprunts de deux sociétés apparentées, soit L'Agora de la danse et ICI Environnement inc. Au 31 mai 2007, les emprunts se chiffrent à 2 130 130 $. Les emprunts de L'Agora de la danse seront remboursés à même des subventions accordées par le ministère de la Culture et des Communications.

En vertu d'une résolution du conseil d'administration, l'Université du Québec à Montréal s'est portée garante, au bénéfice de la Fondation de l'Université du Québec à Montréal, du solde négatif du fonds général de la Fondation, et ce, jusqu'à concurrence de ce solde, mais pour un montant n'excédant pas un million de dollars.

Des lettres de garantie au montant de 2 800 000 $ ont été émises pour garantir certaines obligations contractuelles de l'Université du Québec à Montréal.

j) L'Université du Québec à Chicoutimi a cautionné, conjointement avec d'autres sociétaires, un emprunt bancaire de La Centrale de Chauffage jusqu'à concurrence de 400 000 $. Au 31 mai 2007, le solde de cet emprunt était de 857 740 $. Elle a également cautionné un effet à payer de la Corporation d'Aide au Pavillon Sportif de l'UQAC inc. jusqu'à concurrence de 426 454 $. Au 31 mai 2007, cet emprunt était de 324 954 $.

L'Université du Québec en Outaouais a garanti une marge de crédit de la Fondation de l'Université du Québec en Outaouais jusqu'à un montant de 900 000 $. L'utilisation de cette marge de crédit s'élève à 210 000 $ au 31 mai 2007 (105 000 $ en 2006).

L'Université du Québec à Trois-Rivières s'est portée garante pour un montant de 23 500 000 $ relativement à un projet d'emprunt d'une société apparentée. En date du 31 mai 2007, un montant de 22 760 000 $ (15 129 405 $ en 2006) avait été encaissé par la société.

L'Université du Québec à Rimouski cautionne, conjointement avec deux autres corporations, un emprunt bancaire du Centre de recherche sur les biotechnologies marines (CRBM) jusqu'à concurrence de 1 000 000 $. Au 31 mai 2007, le solde de l'emprunt était de 869 839 $. Elle a également garanti les marges de crédit de 100 000 $ de RÉFORMAR (organisme contrôlé) et du Centre interdisciplinaire de développement en cartographie des océans (CIDCO). Au 31 mai 2007, ces marges de crédit étaient non utilisées.

k) À la suite de l'entrée en vigueur de la Loi sur l'équité salariale, une entente devra être conclue entre l'Université du Québec et les différents syndicats représentant ses employés afin de s'assurer du respect des différents paramètres de cette loi. Au 31 mai 2007, les travaux n'étaient pas terminés et aucune entente n'était intervenue. Certains établissements ont inscrit une provision à cet égard.

19 - RÉGIME DE RETRAITE

Les universités constituantes, écoles supérieures et institut de recherche de l'Université du Québec participent à un régime de retraite à prestations déterminées commun à l'ensemble des établissements de l'Université du Québec. Le nombre de participants actifs est de 7 840 (7 796 en 2006). La dernière évaluation actuarielle a été effectuée par la firme Morneau Sobeco en date du 31 décembre 2006.

Charges de retraite et autres informations financières

La charge de retraite comptabilisée aux états financiers de l'Université du Québec est égale à la contribution versée par celle-ci, soit 42 273 503 $ (40 076 226 $ en 2006) pour l'exercice se terminant le 31 mai 2007.

La méthode d'évaluation pour le calcul de la charge comptable est la méthode de répartition des prestations au prorata des services.

Sur la base des directives du chapitre 3461, selon la méthode de la valeur ajustée de l'actif, la caisse de retraite comporte un surplus estimé à 155,2 millions de dollars au 31 décembre 2006, et ce, selon l'évaluation actuarielle, soit :

(en milliers de dollars)	31-12-2006 $	31-12-2005 $
Obligation au titre des prestations constituées	**1 985 199**	1 821 358
Valeur marchande des actifs du régime	**2 167 615**	1 876 982
Variation de l'écart des passifs entre la pleine indexation et l'indexation prévue au régime	**27 200**	13 700
Situation de capitalisation - surplus selon la méthode de la valeur marchande de l'actif	**155 216**	41 924
Ajustement de la valeur de l'actif	**–**	(44 741)
Situation de capitalisation - surplus selon la méthode de la valeur ajustée de l'actif	**155 216**	(2 817)

Les chargés de cours participent à un régime de retraite facultatif, à cotisation définie, commun à l'ensemble des établissements de l'Université du Québec.

Régime surcomplémentaire de retraite

La charge de l'exercice pour le programme surcomplémentaire de retraite totalise 537 600 $ (15 984 $ en 2006). Cette somme correspond aux cotisations versées pour les services courants.

20 - REDRESSEMENT AFFECTÉ AUX EXERCICES ANTÉRIEURS

A) Imputation de revenus au fonds avec restriction et au fonds de fonctionnement

À la suite de l'implantation d'un système de gestion par projet (pour l'année 2006-2007) à l'Institut national de recherche scientifique, une analyse en profondeur des projets a été effectuée au cours de l'exercice se terminant le 31 mai 2006. Des types de revenus devant être inscrits au fonds de fonctionnement ont été décelés au fonds avec restriction nécessitant un redressement de 1 442 395 $.

De plus, selon la directive de présentation des subventions spécifiques du MELS, les subventions spécifiques doivent être imputées en partie au fonds de fonctionnement et en partie au fonds avec restriction. L'Institut national de la recherche scientifique a procédé à un ajustement de 78 835 $ afin de reclasser, du fonds de fonctionnement au fonds avec restriction, des revenus comptabilisés pour les années antérieures.

Ces modifications n'ont pas été appliquées rétroactivement, conformément aux normes comptables du Cahier des définitions, des termes et des directives de présentation du rapport financier annuel pour les universités du Québec publié par le MELS.

Pour ces deux modifications, si les revenus avaient été inscrits au fonds de fonctionnement, le montant de l'excédent (insuffisance) des produits par rapport aux charges aurait été détériore de 226 433 $ en 2004-2005 et amélioré de 1 589 993 $ pour les années antérieures. En ce qui concerne le fonds avec restriction, l'impact aurait été du même montant, mais aurait eu l'effet inverse, soit d'améliorer l'excédent (insuffisance) des produits par rapport aux charges pour l'année 2004-2005 et de le détériorer pour les années antérieures. Ces ajustements ont été comptabilisés au cours de l'exercice terminé le 31 mai 2006.

B) Dépenses d'immobilisations du projet CNBE (Centre national d'expérimentation biologique)

Des dépenses d'immobilisations du fonds avec restriction, pour le projet CNBE de l'Institut national de la recherche scientifique, auraient dû être capitalisées en 2004–2005 pour un montant de 856 483 $. Ce redressement a été comptabilisé au cours de l'exercice terminé le 31 mai 2006.

Si des dépenses avaient été capitalisées au fonds des immobilisations, le montant de l'excédent (insuffisance) des produits par rapport aux charges aurait été amélioré de 856 483 $ en 2004–2005 et le montant des actifs (construction en cours) aurait été augmenté du même montant.

C) Radiation de la somme à recevoir de la Fondation de l'UQAM

L'Université du Québec à Montréal a une somme à recevoir d'un montant totalisant 361 238 $ (235 596 $ en 2006) de la Fondation de l'Université du Québec à Montréal et présentée à l'actif à court terme du fonds de fonctionnement. Les avances afférentes à la campagne majeure de développement totalisant 4 036 542 $ ont fait l'objet d'une radiation au cours de l'exercice terminé le 31 mai 2006. Cette radiation a été comptabilisée au solde de fonds du fonds de fonctionnement.

Fonds avec restriction

Au cours de l'exercice, l'Institut national de la recherche scientifique a modifié la méthode de détermination de ses subventions à recevoir du fonds avec restriction afin d'appliquer intégralement la méthode de comptabilité par fonds affectés. Les subventions à recevoir les plus importantes étaient antérieurement évaluées selon la méthode du report de la portion applicable à l'exercice subséquent. Cette modification n'a pas été appliquée rétroactivement, conformément aux normes comptables du Cahier des définitions, des termes et des directives de présentation du rapport financier annuel du MELS. Si les subventions à recevoir avaient été évaluées intégralement selon la méthode de comptabilité par fonds affectés, le montant des subventions à recevoir de l'année 2003–2004 aurait été supérieur de 5 651 941 $ et le solde de fonds d'affectation d'origine externe du même montant.

21 - VIREMENT INTERFONDS

Réserve pour la rénovation, le réaménagement et le financement d'ajouts d'espaces

Selon la réforme des frais indirects de recherche du MELS, les espaces de recherche doivent être financés à même les produits reçus au titre des frais indirects de recherche. Considérant que les activités de l'INRS sont majoritairement liées à la recherche, une somme de 2 980 986 $ (2 547 325 $ en 2006) est provisionnée pour la rénovation, le réaménagement et le financement d'ajouts d'espaces de recherche et virée au fonds des immobilisations. Les montants cumulés sont déjà affectés à des projets en cours ou en élaboration.

22 - ORGANISMES APPARENTÉS

Les états financiers des organismes apparentés aux universités constituantes, écoles supérieures et à l'institut de recherche de l'Université du Québec sont annexés ou inclus en note aux états financiers de celles-ci.

23 - INSTRUMENTS FINANCIERS

Juste valeur des instruments financiers

Les méthodes et les hypothèses suivantes ont été utilisées pour déterminer la juste valeur estimative de chaque catégorie d'instruments financiers.

Instruments financiers à court terme

La juste valeur des actifs et des passifs financiers à court terme se rapproche de la valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée.

Effets à recevoir

La juste valeur des effets à recevoir est établie selon la valeur actualisée des flux monétaires futurs aux taux d'intérêt du marché à la date du bilan pour des instruments financiers similaires. La juste valeur se rapproche de la valeur comptable.

Placements

La juste valeur des placements de sociétés satellites n'est pas déterminable au prix d'un effort raisonnable, car les titres de participation de ces sociétés ne sont pas négociés sur un marché public.

La juste valeur des placements de portefeuille du fonds des immobilisations et des placements du fonds de dotation a été établie en fonction des cours officiels, normalement le cours acheteur courant moins des frais de courtage estimatifs.

Dette à long terme

La juste valeur des dettes à long terme assortie d'un taux d'intérêt variable est équivalente à la valeur comptable étant donné qu'elles portent intérêt à des taux qui varient en fonction du marché.

La juste valeur des dettes à long terme assortie d'un taux fixe a été déterminée en actualisant les flux monétaires futurs aux taux dont la société pourrait actuellement se prévaloir pour des emprunts comportant des conditions et des échéances similaires. La juste valeur se rapproche de la valeur comptable. De plus, le taux des prêts à terme sous forme d'acceptation bancaire est ajusté tous les 90 jours.

La juste valeur des dettes à long terme assortie de swaps de taux d'intérêt et portant intérêt à un taux fixe est équivalente à la valeur comptable étant donné que ces emprunts ont été contractés près de la fin d'exercice.

Swap de taux d'intérêt

La juste valeur des swaps de taux d'intérêt a été déterminée par les institutions financières de la société.

24 - ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DU BILAN

Le 4 juin 2007, l'UQAR signait un bail emphytéotique avec le Groupe commercial AMT inc. relativement à un immeuble situé à Lévis. En vertu de ce bail, l'Université devra verser une somme annuelle de 1 920 000 $ plus les taxes applicables pendant une période de vingt-cinq années au terme de laquelle elle deviendra propriétaire de l'immeuble en question. Ce projet a été fait en accord avec le MELS et a fait l'objet d'une entente préalable relativement à son financement.

25 - CHIFFRES DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT

Certaines données correspondantes fournies pour l'exercice précédent ont été reclassées en fonction de la présentation adoptée pour le présent exercice.

LE RÉSEAU

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À CHICOUTIMI

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À RIMOUSKI

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN OUTAOUAIS

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE

ÉCOLE DE TECHNOLOGIE SUPÉRIEURE

Université du Québec

www.uquebec.ca